

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27111]

**28 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) portant sur l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles)**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 24 juillet 1981 établissant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, modifié notamment par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 16 février 1989, 20 décembre 1990, 7 mars 1991, 21 mars 1991, 25 juillet 1991 et 1<sup>er</sup> octobre 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 juillet 1993, 1<sup>er</sup> avril 1999, 26 juin 2003, 22 avril 2004 et 1<sup>er</sup> avril 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 (*Moniteur belge* du 24 juillet 2009) décidant la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) et adoptant l'avant-projet de plan en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 (*Moniteur belge* du 7 juin 2012) adoptant provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles);

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes, les organismes publics et d'intérêt public lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 juin 2012 au 10 septembre 2012 dans les communes de Péruwelz et de Belœil et répertoriées en annexe au présent arrêté;

Vu les séances d'information qui se sont tenues le 26 juin 2012 à Belœil (Basècles) et le 28 juin 2012 à Péruwelz;

Vu les procès-verbaux des séances de clôture de l'enquête publique qui se sont tenues à Belœil et Péruwelz le 10 septembre 2012;

Vu les procès-verbaux des réunions de concertation qui se sont tenues à l'issue de l'enquête publique le 18 septembre 2012 à Belœil (Basècles) et Péruwelz;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, du conseil communal de Belœil du 18 octobre 2012;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, du conseil communal de Péruwelz du 22 octobre 2012;

Considérant que le conseil communal de la ville de Péruwelz a souhaité se prononcer sur les réclamations et observations émises durant l'enquête publique dans la délibération qui acte cette décision;

Considérant que le conseil communal de la ville de Péruwelz a également décidé de transmettre au Gouvernement wallon l'avis commun que les commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) de Belœil et Péruwelz ont remis sur le projet de plan; qu'il a également répondu aux remarques des CCATM dans sa délibération;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, du CWEDD du 26 novembre 2012 et référencé CWEDD/12/AV.1430;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, de la CRAT du 20 décembre 2012 et référencé CRAT/12AV.513;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, de la commission de gestion du Parc naturel des plaines de l'Escaut (PNPE) du 21 décembre 2012 et référencé DCG 20120041;

Réclamations et observations sur l'étude d'incidences

Considérant que la Direction générale opérationnelle de la mobilité et des voies hydrauliques a émis un avis dans le cadre de l'enquête publique qui remet en cause certaines conclusions de l'étude d'incidences concernant l'usage de la voie d'eau;

Considérant que la CRAT estime que l'étude est de qualité satisfaisante;

Considérant que le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de qualité satisfaisante; que l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision;

Considérant que la commission de gestion du PNPE émet une série de remarques sur l'étude d'incidences et plus particulièrement sur l'absence de référence aux exigences résultant de l'existence du Parc naturel des Plaines de l'Escaut, sur le manque de prise en compte des objectifs régionaux en terme de protection et de valorisation des espaces ruraux et agricoles et sur la faiblesse de l'analyse du volet agricole et des effets sur l'avifaune;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que l'étude d'incidences a été complétée, à la demande de la CRAT, par une analyse des possibilités de connexion du projet au canal Nimy-Blaton-Péronnes et leur compatibilité avec la zone d'habitat à caractère rural du hameau de La Boitrie;

Considérant que le CWEDD mentionne dans son avis qu'il apprécie qu'une analyse de l'opportunité d'installer une plateforme multimodale figure dans l'étude d'incidences;

Considérant que le Gouvernement wallon estime, au vu des avis de la CRAT et du CWEDD, qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause les conclusions de l'étude d'incidences concernant l'utilisation du potentiel modal de la voie d'eau existante et qu'il y trouvera tous les éléments pour prendre sa décision;

Zones d'activité économique

Considérant qu'un réclamant s'inquiète des conséquences du changement d'affectation de son bien au plan de secteur (de zone d'habitat à zone d'activité économique mixte) sur le maintien de son habitation;

Considérant qu'un réclamant, dont l'habitation est située dans le périmètre de la nouvelle zone d'activité économique mixte, demande que les responsables du futur parc d'activités économiques tiennent compte de sa présence;

Considérant qu'un réclamant estime que la création de zones d'activité économique va apporter une moins-value à sa propriété;

Considérant que plusieurs réclamants posent la question d'une expropriation éventuelle de leur bien; que certains d'entre eux pourraient être d'accord de déménager moyennant une juste indemnité alors que d'autres souhaiteraient pouvoir continuer à occuper leur bien;

Considérant que la société Elia a envoyé un courrier à la ville de Péruwelz rappelant les prescriptions légales en cas de travaux à proximité de ses installations;

Considérant que le conseil communal de la commune de Belœil a émis un avis favorable sur le projet de plan en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles);

Considérant que le conseil communal de la ville de Péruwelz a émis un avis favorable sur le projet de plan visant à inscrire la zone d'activité économique dite « POLARIS »; qu'il précise que les demandes d'expropriation sont, en ce qui le concerne, légitimes au vu du cadre de vie à venir, même si elles ne relèvent pas de la présente procédure de révision de plan de secteur;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription des zones d'activité économique industrielle et mixte moyennant la prise en considération des remarques suivantes :

- la possibilité d'un accès à la voie d'eau doit être préservée sur les moyen et long termes;
- la zone d'activité économique mixte devrait être assortie d'une prescription supplémentaire visant l'interdiction de commerces, peu compatibles avec les infrastructures potentielles d'accès au canal (pipeline, routes accueillant un charroi lourd, etc.) qui risquent de la traverser, du moins dans sa partie sud;
- des mesures devraient être prises afin d'affecter réellement à l'activité économique la zone d'habitat modifiée par le projet de plan en zone d'activité économique mixte afin que des habitations isolées n'y subsistent pas;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle;

Considérant que la commission de gestion du PNPE est favorable à l'inscription des zones d'activité économique mixte et industrielle moyennant la mise en œuvre d'aménagements propices à la maîtrise de l'impact des futures installations par rapport à la perception de l'entrée de la ville de Péruwelz et du parc naturel;

#### Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon relève que les réclamations adressées par les habitants des deux maisons situées le long de la N60 en zone d'habitat ne remettent pas fondamentalement en cause l'option de développer de nouvelles zones d'activité économique mais s'attachent avant tout à éclairer les autorités publiques sur leurs effets sur les biens concernés et à leur demander de leur garantir un cadre de vie de qualité;

Considérant que les incidences acoustiques, olfactives et visuelles des nouvelles zones d'activité économique dénoncées par les réclamants ont également été relevées et analysées par l'auteur d'étude;

Considérant qu'en ce qui concerne les incidences acoustiques et olfactives des nouvelles zones d'activité économique, l'auteur d'étude estime que la réglementation existante relative aux activités classées qui sont soumises à permis d'environnement devrait prévenir toutes nuisances particulières;

Considérant qu'en ce qui concerne les incidences visuelles, l'auteur d'étude estime que les effets de la mise en œuvre de l'avant-projet de plan sur le paysage seront plus importants à courte distance qu'à longue distance;

Considérant que l'auteur d'étude n'a cependant pas jugé nécessaire de modifier les options de l'avant-projet de plan pour les zones d'activité économique;

Considérant que le Gouvernement wallon décide néanmoins de s'écarter des conclusions de l'auteur d'étude et de l'avis de la CRAT sur ce point et de donner suite aux deux réclamations en maintenant d'une part la zone d'habitat existante afin d'y maintenir la résidence et d'autre part une partie de la zone agricole à l'arrière de celle-ci afin de diminuer les incidences visuelles des nouvelles zones d'activité économique à courte distance en réponse aux constats de l'auteur d'étude;

Considérant que le fait d'isoler la zone d'habitat et la zone agricole attenante sur le plan spatial ne porte en outre pas atteinte à la cohérence des aménagements proposés dans le dossier de base qui accompagnait la demande de l'IDETA au début de la procédure du fait de leur situation à l'extrême nord-ouest du futur parc d'activités économiques;

Considérant que les expropriations nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle zone d'activité économique dépendront des options que l'opérateur prendra à cet égard; qu'elles figureront au plan d'expropriation qui sera joint au dossier qu'il établira en vue de faire application des dispositions du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques; que les réclamants pourront faire valoir leurs réclamations et observations lorsque le plan sera mis à enquête;

Considérant qu'il n'y a dès lors pas lieu de prendre en considération les réclamations portant sur les expropriations dans le cadre de la présente procédure;

Considérant qu'il apparaît que les biens situés le long de la N60, à l'entrée du futur parc d'activités économique et à proximité de l'amorce du projet de tracé du contournement est de Péruwelz, occupent une situation particulière où pourrait être aménagée la « porte de ville » imaginée par l'auteur d'étude au titre de mesure à mettre en œuvre concernant l'urbanisation et le patrimoine bâti ou « l'entrée du parc naturel » selon l'avis de la commission de gestion du PNPE; qu'il conviendrait que leur aménagement prenne en compte cette spécificité;

Considérant que la nouvelle affectation des biens concernés n'interdit cependant pas certains développements du bâti existant; que des dérogations peuvent en effet être accordées, à titre exceptionnel, en vue d'autoriser les travaux de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction relatifs aux constructions, installations ou bâtiments existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur ou qui ont été autorisés, dont l'affectation actuelle ou future ne correspond pas aux prescriptions du plan de secteur;

Considérant qu'il n'existe pas dans la législation de dispositif permettant d'indemniser les riverains qui auraient à supporter les éventuelles moins-values immobilières résultant des effets de la modification de l'affectation d'une zone;

Considérant que l'article 70 du Code fixe en revanche les conditions de l'indemnité qui serait éventuellement à charge de la Région dans le cas où l'interdiction de bâtir ou de lotir résulte d'un plan revêtu de la force obligatoire mettant fin à l'affectation donnée au bien par le plan d'aménagement en vigueur au jour précédant l'entrée en vigueur dudit plan; que les personnes qui y satisferont pourront alors faire valoir leurs droits;

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte du courrier d'Elia; que les prescriptions concernées ne relèvent cependant pas du plan de secteur mais de la mise en œuvre des zones; qu'il appartiendra à l'opérateur de s'y conformer;

Considérant que le Gouvernement wallon relève que la modification du projet de tracé du contournement est de Péruwelz ménage la possibilité d'accéder à la voie d'eau pour les entreprises installées dans les zones d'activité économique; qu'il est en revanche contraire aux options visant à protéger le cadre de vie des habitants du hameau de la Boitrie d'autoriser un accès direct à la voie d'eau via des installations ou des infrastructures telles que des pipelines, bandes transporteuses, etc.;

Considérant que la question soulevée par la CRAT sur la compatibilité de l'activité commerciale avec ce type d'équipements dans la nouvelle zone d'activité économique mixte ne se pose dès lors pas;

Considérant que l'auteur d'étude ne fait en outre aucune recommandation quant à l'opportunité d'exclure l'activité commerciale dans la zone d'activité économique mixte;

Considérant que le Gouvernement wallon ne rejoint dès lors pas la recommandation de la CRAT sur l'interdiction des commerces dans la partie sud de la zone d'activité économique mixte;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conclusion l'inscription des zones d'activité économique mixte et industrielle en accord avec les avis des conseils communaux, de la CRAT, du CWEDD et de la commission de gestion du PNPE;

Zones d'espaces verts situées au nord du canal

Considérant que plusieurs réclamants estiment que la « zone tampon » ou que la « zone paysagère » est insuffisante pour leur maintenir un cadre de vie agréable et demandent, en conséquence, d'augmenter sa profondeur;

Considérant que le conseil communal de Belœil souhaite qu'une vigilance soit apportée en termes d'aménagement du territoire afin qu'une possibilité de connexion au canal soit conservée et ce, pour éviter de compromettre l'avenir du point de vue du développement économique;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription des trois zones d'espaces verts moyennant la possibilité d'un raccord entre la zone d'activité économique et la voie d'eau; qu'elle estime que ces zones d'espaces verts serviront de tampon pour les habitants du hameau de la Boitrie; que dans l'objectif de conserver la possibilité d'aménager un accès à la voie d'eau, la CRAT suggère de privilégier l'affectation en zone d'activité économique mixte de la partie ouest de la zone d'espaces verts localisée le plus à l'ouest;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription de trois zones d'espaces verts;

Considérant que la commission de gestion du PNPE estime que les zones d'espaces verts projetées ne doivent pas être de simples zones tampon destinées à cacher les activités mais être utilisées en vue d'optimiser l'aménagement des zones d'activité économique sur les plans paysager et environnemental;

Considérant que la commission de gestion du PNPE recommande d'éviter toute urbanisation des zones d'espaces verts et de la zone d'habitat à caractère rural situées au sud des zones d'activité économique afin de préserver une connexion directe au canal;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que les dispositifs souhaités par les réclamants visent essentiellement à dissimuler les futurs bâtiments qui seront bâtis dans le parc d'activités économiques à leur vue et à atténuer les éventuelles nuisances sonores liées aux activités; que le risque que leurs biens soient affectés par leur ombre peut est en revanche être écarté du fait de l'implantation du futur parc d'activités économique au nord;

Considérant que l'auteur d'étude estime que l'inscription de zones d'espaces verts contiguës aux zones d'activité économique entraînera à terme la mise en place d'écrans visuels végétaux entre celles-ci, les voiries et les lieux de vie voisins; que ces écrans visuels auront un impact positif en ce qu'ils masqueront les vues vers les zones d'activité économique;

Considérant que la vocation de la zone d'espaces verts au plan de secteur est de contribuer à la formation du paysage et de constituer une transition végétale adéquate entre des zones dont les destinations sont incompatibles; que les zones d'espaces verts que le Gouvernement wallon projette au sud de la nouvelle zone d'activité économique mixte répondent parfaitement à cette définition;

Considérant que leur efficacité dépend néanmoins, dans ce cas précis, de la continuité du dispositif végétal et de sa profondeur; qu'il n'est dès lors pas admissible qu'il soit interrompu pour aménager une connexion à la voie d'eau ainsi que le demandent le conseil communal de Belœil, la CRAT et la commission de gestion du PNPE;

Considérant que le Gouvernement wallon entend rappeler à cet égard que l'aménagement d'une liaison directe au canal à travers la zone d'espaces verts et la zone d'habitat à caractère rural du hameau de la Boitrie ne se justifie pas selon l'auteur d'étude, dès lors que l'accès à la voie d'eau peut être assuré via le futur contournement routier de Péruwelz, et qu'elle serait, dans son principe, incompatible avec l'option de préserver le cadre de vie des habitants du hameau;

Considérant que le Gouvernement wallon décide pour ces motifs de maintenir une zone d'espaces verts continue au sud de la nouvelle zone d'activité économique mixte et de porter sa profondeur à cent mètres mesurés à partir de l'axe de la rue Ponchau en réponse aux réclamations des riverains;

Considérant que le Gouvernement wallon relève enfin que la zone d'activité économique devra elle-même comporter un périmètre ou un dispositif d'isolement, ce qui devrait avoir pour effet d'augmenter encore le niveau de protection des riverains;

Considérant que cette décision a pour effet de réduire la superficie de la zone d'activité économique mixte d'environ un hectare;

Zones de services publics et d'équipements communautaires

Considérant que la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques suggère d'interroger le port autonome du centre et de l'ouest (PACO) sur l'opportunité de conserver ou non des possibilités de transbordements au niveau du quai « Bataille » (quai situé dans la zone de services publics et d'équipements communautaires inscrite à l'est, entre le pont SNCB et le port de plaisance);

Considérant que la CRAT est défavorable à l'inscription de deux zones de services publics et d'équipements communautaires;

Considérant que la CRAT estime qu'il est davantage opportun de maintenir les deux zones d'activité économique industrielle existantes afin de s'assurer de la connexion au canal sur le long terme en permettant de développer des infrastructures légères sur le quai de la Boitrie, d'autant que l'inscription des zones d'espaces verts projetées en face ne permettra plus de développer ce type d'équipements au sud;

Considérant que la CRAT estime, contrairement à l'auteur d'étude, que l'inscription de deux zones de services publics et d'équipements communautaires ne permet pas de maîtriser de manière optimale le développement des activités à proximité des berges du canal;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription de deux zones de services publics et d'équipements communautaires;

Considérant que la commission de gestion du PNPE a émis un avis favorable assorti de remarques sur le projet de plan; que ces remarques ne remettent pas en cause l'inscription des deux zones de services publics et d'équipements communautaires;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon entend rappeler que l'option qu'il a prise de modifier les deux zones d'activité économique industrielles situées au nord du canal en zones de services publics et d'équipements communautaires n'a pas pour effet d'interdire toute utilisation du potentiel modal de la voie d'eau par les entreprises qui seront implantées dans le futur parc d'activités économiques mais vise avant tout à promouvoir l'intérêt général à travers les constructions et les aménagements qui pourront y être autorisés;

Considérant que l'auteur d'étude a en effet démontré d'une part que plusieurs solutions peuvent être imaginées pour l'utilisation des quais existants le long de la voie d'eau en fonction des besoins des entreprises, principalement dans le domaine du transbordement irrégulier et à basse fréquence de vrac et, d'autre part, l'intérêt de réserver de l'espace pour l'extension des équipements récréatifs existants et l'aménagement d'équipements à destination des usagers du RAVeL et de services à destination de la population et des personnes fréquentant les zones d'activité économique;

Considérant que la CRAT ne justifie pas pourquoi elle estime que l'inscription de deux zones de services publics et d'équipements communautaires ne permet pas de maîtriser de manière optimale le développement des activités à proximité des berges du canal;

Considérant que le Gouvernement wallon décide en conclusion de maintenir l'inscription des deux zones de services publics et d'équipements communautaires qu'il projetait en rive nord du canal;

Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural situées à Cerfontaine

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription des zones d'habitat et d'habitat à caractère rural à Cerfontaine; qu'elle relève que les affectations projetées correspondent à des situations de fait;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription de trois zones d'habitat et d'une zone d'habitat à caractère rural;

Considérant que la commission de gestion du PNPE a émis un avis favorable assorti de remarques sur le projet de plan; que ces remarques ne remettent pas en cause l'inscription des zones d'habitat et d'habitat à caractère rural;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon confirme l'inscription des zones d'habitat et d'habitat à caractère rural en accord avec les avis des conseils communaux, de la CRAT, du CWEDD et de la commission de gestion du PNPE;

Tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz, de leurs périmètres de réservation et tracé de la section déjà réalisée

Considérant que des réclamations portent sur la réalisation du rond-point entre la N60 et le futur contournement routier de Péruwelz ainsi que sur les nuisances olfactives et sonores de ce dernier;

Considérant qu'un réclamant regrette le peu d'attention qui a été apportée à ses réclamations jusqu'à présent (notamment pour le rond-point) et espère que l'on veillera au bon déroulement des travaux et que les responsables de la zone respecteront leurs engagements;

Considérant qu'un réclamant souhaite être fixé quant au tracé définitif du futur contournement routier de Péruwelz (le périmètre de réservation touchant sa propriété);

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription du tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz et des périmètres de réservation destinés à réserver l'espace nécessaire pour les réaliser en surimpression des zones traversées et à l'inscription du tracé de la section déjà réalisée;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription du tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz, de leurs périmètres de réservation en surimpression des zones traversées, et du tracé de la section déjà réalisée;

Considérant que la commission de gestion du PNPE a émis un avis favorable assorti de remarques sur le projet de plan; que ces remarques ne remettent pas en cause l'inscription des tracés, tracés projetés et périmètres de réservation en surimpression des zones traversées;

Considérant que la commission de gestion du PNPE émet une série de recommandations sur la conception de la nouvelle infrastructure de communication en relation avec la perception de l'entrée de la ville de Péruwelz et du parc naturel;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte de la réclamation concernant la mise en œuvre du rond-point projeté sur la N60; que le permis d'urbanisme relatif à cet équipement a été délivré le 8 avril 2011; que la réclamation ne relève plus de la présente procédure;

Considérant qu'en ce qui concerne les incidences sonores liées au futur contournement routier de Péruwelz, l'auteur d'étude estime que l'avant-projet de plan va générer des variations du niveau sonore de l'ordre de 1 à 1,5 dB(A) au droit de certaines habitations riveraines; que cette augmentation est à peine perceptible par l'oreille humaine;

Considérant que la modification du tracé de la section du contournement de Péruwelz située au nord du canal projetée par le Gouvernement wallon a pour effet d'écarter encore celui-ci des habitations implantées le long de la N60;

Considérant que le contournement routier de Péruwelz devra être inscrit dans le périmètre de réservation projeté; que sa largeur a été fixée à 75 mètres de part et d'autre de l'axe du projet de tracé; que le périmètre de réservation projeté impacte moins la propriété du réclamant que le périmètre de réservation actuellement inscrit au plan de secteur;

Considérant que le tracé de la nouvelle infrastructure de communication ne sera cependant connu que lorsque son projet aura été établi et soumis à enquête publique; qu'il appartiendra alors au réclamant de faire valoir ses réclamations et observations;

Considérant que la conception de la nouvelle infrastructure de communication ne relève pas du plan de secteur; qu'il a par ailleurs été répondu à l'avis de la commission de gestion du PNPE dans la partie du présent arrêté consacrée aux réclamations et observations sur les zones d'activité économique projetées;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme l'inscription du tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz et des périmètres de réservation destinés à réserver l'espace nécessaire pour les réaliser en surimpression des zones traversées et du tracé de la section de ce dernier déjà réalisée ainsi que la suppression du tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz et des périmètres de réservation inscrits en surimpression des zones traversées sur le territoire de la commune de Péruwelz en accord avec les avis des conseils communaux, de la CRAT, du CWEDD et de la commission de gestion du PNPE;

Compensations planologiques

Réclamations et observations générales

Considérant que le CWEDD regrette un échange à priori peu équitable, tant en terme de quantité que de qualité, des terres agricoles;

Considérant que le CWEDD insiste pour que la compensation planologique soit prioritaire et que d'autres alternatives planologiques soient recherchées afin d'équilibrer le bilan, particulièrement en ce qui concerne la zone agricole;

Considérant que la commission de gestion du PNPE propose de retenir également la modification en zone agricole de la zone d'aménagement communal concerté de Casse-Cailloux qui présenterait l'avantage de rendre à l'activité agricole une zone qui ne se trouve pas en jonction directe avec le centre urbain et participe actuellement à la composition du paysage caractéristique local, et d'affecter en zone naturelle une parcelle actuellement affectée en zone d'habitat située à Blaton, au sud de la réserve naturelle domaniale de la Grande Bruyère;

## Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le mécanisme de la compensation planologique impose d'établir un équilibre entre zones destinées à l'urbanisation et zones non destinées à l'urbanisation et non un équilibre zone pour zone; que le Gouvernement wallon n'est juridiquement pas tenu de rendre à l'activité agricole un potentiel équivalent à celui qu'il projette de modifier;

Considérant que le Gouvernement wallon a justifié les options qu'il a prises pour les compensations qu'il impose dans l'arrêté qui approuvait provisoirement le projet de plan; que les avis du CWEDD et de la commission de gestion du PNPE n'apportent aucun élément nouveau qui lui permettrait de justifier de s'en écarter;

Considérant que le Gouvernement wallon a justifié dans l'arrêté qui approuvait provisoirement le projet de plan les raisons pour lesquelles il n'a pas retenu la modification en zone agricole de la zone d'aménagement communal concerté de Casse-Cailloux; que les motivations de la commission de gestion du PNPE ne sont pas de nature à modifier son appréciation;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que les affectations projetées correspondent à des situations de fait et que les modifications apportées à l'affectation des zones d'aménagement communal concernées se justifient au vu de leur éloignement vis-à-vis du centre de Péruwelz;

Zones agricoles et forestière situées à Cerfontaine, Bon-Secours et Thumaide

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription de zones agricoles et d'une zone forestière à Cerfontaine, Bon-Secours et Thumaide;

Considérant que la CRAT estime que les affectations projetées correspondent à des situations de fait et que les modifications apportées à l'affectation des zones d'aménagement communal concernées se justifient au vu de leur éloignement vis-à-vis du centre de Péruwelz;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription de deux zones agricoles à Cerfontaine, d'une zone agricole comportant un périmètre d'intérêt paysager à Bon-Secours, d'une zone forestière comportant un périmètre d'intérêt paysager à Cerfontaine et d'une zone agricole à Thumaide;

## Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conclusion l'inscription :

- d'une zone agricole à Thumaide;
- d'une zone agricole à Bon-Secours comportant un périmètre d'intérêt paysager;
- de deux zones agricoles à Cerfontaine;
- d'une zone forestière à Cerfontaine comportant un périmètre d'intérêt paysager;

en accord avec les avis des conseils communaux, de la CRAT, du CWEDD et de la commission de gestion du PNPE; Zones forestières situées à La Bruyère (Belœil)

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription de deux zones forestières à La Bruyère et rappelle qu'au vu de la rareté de la ressource en grès rouge en Wallonie il reste possible d'autoriser, pour une durée limitée, l'extraction ou la valorisation de ce matériau dans la carrière des Roches rouges, en dérogation au plan de secteur, aux conditions fixées à l'article 110 du Code;

Considérant que le CWEDD est favorable au périmètre des compensations planologiques situées à La Bruyère et défavorable à l'affectation proposée par le Gouvernement wallon (zones forestières comportant un périmètre d'intérêt paysager);

Considérant que le CWEDD recommande d'affecter les parcelles des trois anciennes carrières en zone naturelle comportant un périmètre d'intérêt paysager étant donné que l'auteur d'étude a mis en évidence la grande valeur biologique de ces terrains;

Considérant que la commission de gestion du PNPE estime plus adapté d'affecter en zone naturelle les terrains actuellement affectés en zones d'extraction situés à La Bruyère;

Considérant que cet avis est fondé sur un avis du Département de la Nature et Forêts du Service public de Wallonie, sollicité par la commission de gestion du PNPE, qui estime qu'il conviendrait d'éviter le boisement de la carrière des Roches, de la grande Sablière Brouillard et de la petite sablière Brouillard afin de conserver leur intérêt sur le plan biologique;

## Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon décide de donner suite à ces recommandations pour les anciennes sablières et de les inscrire en zone naturelle afin de maintenir, protéger et régénérer les milieux naturels existants de grande valeur biologique ou abritant des espèces dont la conservation s'impose;

Considérant que le Gouvernement wallon décide en revanche d'inscrire la carrière des Roches rouges en zone d'espaces verts afin d'éviter son boisement et de donner suite à la recommandation de la CRAT de conserver la possibilité d'exploiter à titre exceptionnel le grès rouge encore existant; que ce type de dérogation au plan de secteur serait en effet difficile à autoriser si cette dernière était modifiée en zone naturelle;

Considérant que le Gouvernement wallon maintient pour le solde la zone forestière qu'il projetait d'inscrire en remplacement de la partie de la zone de loisirs non couverte par un permis de camping;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en outre le périmètre d'intérêt paysager qu'il projetait d'inscrire en surimpression des zones susvisées;

Zones d'espaces verts situées au sud du canal

Considérant que la CRAT est favorable à la modification de la zone d'activité économique industrielle située à La Buissière en zone d'espaces verts; que, vu les contraintes qui pèsent sur le site et son enclavement, il est inopportun d'y maintenir une zone d'activité économique industrielle; que l'affectation en zone d'espaces verts permet de plus de garantir un cadre de vie de qualité aux habitants des hameaux de la Hurtrie et de la Boitrie;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription de la zone d'espaces verts projetée au sud du canal, comportant un périmètre d'intérêt paysager sur la partie située entre le contournement est et la voie de chemin de fer;

Considérant que la commission de gestion du PNPE a émis un avis favorable assorti de remarques sur le projet de plan; que ces remarques ne remettent pas en cause l'inscription des zones d'espaces verts au sud du canal et du périmètre d'intérêt paysager en surimpression de ces dernières, de la zone d'espaces verts déjà inscrite le long du canal et du canal lui-même;

## Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon confirme en conclusion l'inscription à La Buissière :

- d'une zone d'espaces verts comportant un périmètre d'intérêt paysager;
- d'une zone d'espaces verts;
- d'un périmètre d'intérêt paysager en surimpression de la zone d'espaces verts existante et du canal lui-même;

en accord avec les avis des conseils communaux, de la CRAT, du CWEDD et de la commission de gestion du PNPE;  
Zone de parc située au centre de Péruwelz

Considérant que le conseil communal de la ville de Péruwelz estime que la zone actuellement inscrite en zone de services publics et d'équipements communautaires est judicieusement localisée par rapport au complexe sportif comprenant actuellement la piscine et le terrain de foot ainsi que l'école du centre proche et souhaite donc la conserver en tant que réserve foncière pour le développement de ses projets;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription de la zone de parc au centre de Péruwelz; que l'affectation projetée correspond à une situation de fait;

Considérant que le CWEDD est favorable à l'inscription d'une zone de parc à Péruwelz;

Considérant que la commission de gestion du PNPE ne remet pas en cause les compensations planologiques proposées par le Gouvernement wallon à l'exception de l'affectation en zone de parc des terrains actuellement affectés en zone de services publics et d'équipements communautaires dans le centre de Péruwelz, cette zone étant située dans un périmètre rénovation urbaine où des projets de développement sont prévus;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte du souhait du conseil communal de Péruwelz;

Considérant qu'une partie de la zone de services publics et d'équipements communautaires existante au plan de secteur est située dans le périmètre de rénovation urbaine du « Quartier du centre » de Péruwelz, adopté par arrêté ministériel du 4 décembre 1990, qui y projette la création d'un véritable pôle sportif accessible aux habitants, touristes et élèves des écoles de la commune et des communes voisines;

Considérant que le Gouvernement wallon décide de rencontrer la demande du conseil communal de Péruwelz pour la partie de la zone de services publics et d'équipements communautaires située dans le périmètre susvisé afin de ne pas remettre en question les projets envisagés dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine en cours et de maintenir la zone de parc projetée sur le solde;

Considérant que même amputée, la nouvelle zone de parc reste contiguë à une zone de parc existante, qu'elle viendra judicieusement compléter;

Considérant que cette décision a pour effet de réduire la superficie de la zone de parc projetée d'environ un hectare;

Compensations alternatives

Considérant qu'un réclamant ne comprend pas en quoi l'épuration collective de la Boitrie constitue une compensation alternative, alors que le placement de stations d'épuration individuelles lui semble être une solution plus réaliste, et déplore que la station d'épuration des nouvelles zones d'activité économique soit projetée face au hameau de la Boitrie;

Considérant que le GRACQ a émis un avis dans le cadre de l'enquête publique; qu'il se dit favorable à la compensation alternative « mode doux » et développe une série de conditions qui devraient, selon lui, être remplies pour que la liaison soit efficace;

Considérant que le conseil communal de Belœil se réjouit également de la compensation alternative sur le plan de la mobilité afin d'offrir un accès parfaitement sécurisé à destination des piétons et cyclistes aux nouvelles zones d'activité économique et de services publics et d'équipements communautaires à partir du centre de Basècles;

Considérant que la CRAT valide les compensations alternatives mais se trouve démunie, en l'absence de grille générale en matière de compensations alternatives, pour évaluer si elles sont suffisantes;

Considérant que le CWEDD a émis un avis favorable sur les compensations alternatives proposées par le Gouvernement wallon et précise que « l'étude d'incidences démontre bien la pertinence de ces deux mesures »;

Considérant que le CWEDD recommande en outre qu'un suivi des trois carrières dont le Gouvernement wallon propose de modifier l'affectation au titre de compensations planologiques soit assuré par l'IDETA et des spécialistes au titre de compensation alternative;

Considérant qu'au vu de la dégradation urbanistique continue de l'entrée de Péruwelz (N60), la commission de gestion du PNPE soutient la compensation alternative proposée par l'auteur d'étude relative à la requalification et au réaménagement de la N60 entre le nouveau rond-point et le pont du canal;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que l'implantation de la station d'épuration des nouvelles zones d'activité économique figure dans le dossier de base joint à la demande de l'IDETA en début de procédure et ne relève pas de la révision du plan de secteur; qu'elle fera l'objet d'une demande de permis unique qui sera soumise à enquête publique; que le réclamant pourra faire valoir ses observations lorsque son implantation aura été fixée après les études techniques nécessaires;

Considérant que l'auteur d'étude estime que la compensation alternative qui vise à réaliser l'égouttage du hameau de La Boitrie est positive puisqu'elle évitera l'installation de systèmes individuels d'épuration pour chaque habitation; que de tels systèmes rendent difficile le contrôle sur le fonctionnement des installations et génèrent un coût de pose et de fonctionnement plus élevé pour l'individu;

Considérant qu'au vu des conclusions de l'étude d'incidences et des avis émis par les instances qu'il a consultées, le Gouvernement wallon n'a pas de raison de remettre en cause l'opportunité de la compensation alternative qu'il impose en terme opérationnel consistant en l'égouttage du hameau de la Boitrie et son raccordement à la station d'épuration des nouvelles zones d'activité économique;

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte des recommandations du GRACQ et précise que le programme et le financement de la compensation alternative qu'il impose en termes de mobilité ont fait l'objet d'une convention entre les communes de Belœil et Péruwelz, d'une part, et le gestionnaire du futur parc d'activité, d'autre part;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en revanche qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la recommandation du CWEDD d'imposer un suivi environnemental des trois anciennes carrières au titre de compensation alternative du fait de leur situation dans le périmètre du site candidat Natura 2000 BE32012 « Bord nord du bassin de la Haine » qui bénéficie déjà comme tel de mesures de suivi spécifiques;

Considérant que le Gouvernement wallon a justifié dans l'arrêté adoptant provisoirement le projet de plan les raisons pour lesquelles il n'a pas retenu la proposition de l'auteur d'étude quant au réaménagement de la N60; que la recommandation de la commission de gestion du PNPE n'apporte aucun élément particulier qui lui permettrait de s'en écarter;

Considérant que le Gouvernement wallon décide en conclusion de confirmer les compensations alternatives qu'il avait proposées en adoptant le projet de plan;

Conformité du plan, tel que modifié avec l'article 46, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code (compensations)

Considérant que les modifications apportées au projet de plan ne sont pas de nature à affecter de manière significative le bilan des superficies destinées respectivement à la zone destinée à l'urbanisation et à la zone non destinée à l'urbanisation dans le plan de secteur qui résultait à ce stade des projets du Gouvernement wallon; qu'il n'y a donc pas lieu de compléter les compensations retenues;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en conclusion que la combinaison des compensations planologiques et alternatives qu'il retient afin de compenser les nouvelles zones destinées à l'urbanisation qu'il décide d'inscrire au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz respecte le principe de proportionnalité visé à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code;

#### Réclamations et observations particulières

Considérant qu'un réclamant demande que le chemin de Sainte-Brigitte ne soit pas utilisé comme accès à la zone d'activité économique mais soit uniquement réservé aux riverains et aux modes doux;

Considérant qu'un réclamant souhaite que les bâtiments les moins hauts soient implantés en bordure de la nouvelle zone d'activité économique afin de s'harmoniser au mieux avec les bâtiments existants;

Considérant qu'un réclamant souhaite que des arbres à haute tige soient plantés afin d'occulter la vue, depuis son bien, sur les bâtiments qui seront construits dans le futur parc d'activités économiques;

Considérant qu'un réclamant s'inquiète de savoir ce qui est prévu pour l'égouttage de la Neuve-Chaussée et qui sera responsable de l'aménagement et de l'entretien des futurs aménagements paysagers et anti bruit autour de son bien;

Considérant qu'un réclamant regrette que l'on mette en difficulté des agriculteurs de Péruwelz pour donner du travail à des gens dont on ne connaît pas la provenance;

#### Réponses du Gouvernement wallon

Considérant qu'en ce qui concerne les incidences visuelles, l'auteur d'étude estime que les lieux les plus impactés sont les quartiers habités proches de La Buisserie et de La Boitrie; que la mise en œuvre d'écrans végétaux dans les zones d'espaces verts projetées devrait constituer une réponse adaptée;

Considérant que cette analyse n'a été remise en cause par les avis du CWEDD et de la CRAT;

Considérant que les réponses aux réclamations et observations formulées peuvent être apportées soit à travers la conception du plan de secteur, soit à travers les documents d'aménagement ou les décisions qui le mettront en œuvre;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle tout d'abord que le futur parc d'activités économiques impacte peu de riverains du fait de sa localisation par rapport à la zone agglomérée de Péruwelz qui concentre l'essentiel de la population au sud du canal et que la répartition spatiale des activités qu'il permettra d'accueillir a été conçue de manière à éloigner les activités ayant à priori les effets les plus importants des zones habitées concentrées le long de la N60;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne également que le plan qu'il projette a été conçu de manière à préserver le cadre de vie des habitants des hameaux de la Boitrie et de la Hurtrie et que les modifications qu'il a décidé d'y apporter en reconfigurant les zones d'espaces verts projetées au nord du hameau de la Boitrie contribuent encore à renforcer cette option;

Considérant que les caractéristiques des principaux aménagements du futur parc d'activités économiques seront d'abord précisées à travers les renseignements qui seront joints au dossier que l'opérateur établira en vue de faire application du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques; qu'il appartiendra alors aux réclamants d'évaluer les mesures qui seront concrètement proposées pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs qu'ils dénoncent, notamment en termes de localisation des accès aux nouvelles zones d'activité économique, de gabarit des bâtiments autorisés ou de constitution des écrans végétaux à proximité des biens situés dans son périmètre ou à proximité de celui-ci;

Considérant que le régime d'assainissement de la Neuve-Chaussée est fixé par le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique Escaut-Lys; qu'il relève de l'assainissement autonome;

Considérant que si l'auteur d'étude d'incidences a néanmoins proposé l'égouttage de la Neuve-Chaussée comme compensation alternative, cette proposition n'a cependant pas été retenue par le Gouvernement wallon au stade de l'adoption du projet de plan; que le plan n'aura, en conséquence, aucune influence sur le régime d'assainissement de la Neuve-chaussée;

Considérant que le Gouvernement wallon a procédé à une balance des intérêts entre le développement de l'agriculture wallonne et la création d'emplois dans d'autres secteurs au moment de décider de réviser le plan de secteur; que les incidences de l'avant-projet de plan sur l'activité agricole que l'auteur d'étude a relevées n'ont pas entamé sa conviction; que la réclamation n'est pas de nature à remettre en cause l'option du Gouvernement wallon;

#### Incidences archéologiques

Considérant que le Gouvernement wallon estime devoir faire procéder à une évaluation archéologique des nouvelles zones d'activité économique préalablement à leur mise en œuvre;

Considérant que cette disposition figurait en conclusion de son arrêté approuvant le projet de plan de secteur; qu'elle n'a fait l'objet d'aucune réclamation ou observation à l'issue de l'enquête publique;

Considérant que le Gouvernement wallon décide en conclusion de la maintenir;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon adopte définitivement la révision du plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) conformément à la carte annexée au présent arrêté, en vue de :

— la suppression du tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz et des périmètres de réservation inscrits en surimpression des zones traversées sur le territoire de la commune de Péruwelz;

— l'inscription :

- \* de trois zones d'habitat sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* d'une zone d'habitat à caractère rural sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* de deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire des communes de Belœil et Péruwelz;
- \* d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes de Belœil et Péruwelz;
- \* d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* de deux zones d'espaces verts sur le territoire des communes de Belœil et Péruwelz;
- \* du tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz et des périmètres de réservation destinés à réserver l'espace nécessaire pour les réaliser;
- \* du tracé de la section du contournement est de Péruwelz déjà réalisé;
- \* d'un périmètre d'intérêt paysager en surimpression d'une partie de la zone d'espaces verts située au sud du canal, entre le contournement est de Péruwelz et la voie de chemin de fer, et du canal lui-même, sur le territoire de la commune de Péruwelz;

et au titre de compensations planologiques :

- \* de deux zones agricoles sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* d'une zone agricole, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* d'une zone agricole sur le territoire de la commune de Belœil;
- \* d'une zone forestière, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* de deux zones forestières, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Belœil;
- \* d'une zone d'espaces verts, comportant un périmètre d'intérêt paysager sur la partie située entre le contournement est de Péruwelz et la voie de chemin de fer, sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* d'une zone d'espaces verts, au sud de la voie de chemin de fer, sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- \* d'une zone d'espaces verts, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Belœil;
- \* d'une zone naturelle, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Belœil;
- \* d'une zone de parc sur le territoire de la commune de Péruwelz.

Il impose au titre de compensations alternatives :

— sur le plan opérationnel :

- \* l'égouttage du hameau de La Boitrie et son raccordement à la station d'épuration des nouvelles zones d'activité économique;

— sur le plan de la mobilité :

- \* l'aménagement d'un accès, parfaitement sécurisé à destination des piétons et des cyclistes, aux nouvelles zones d'activité économique et de services publics et d'équipements communautaires à partir du centre de Péruwelz et de Basècles.

**Art. 2.** Le Gouvernement wallon approuve les conventions signées entre les communes de Belœil et Péruwelz, d'une part, et l'IDETA, d'autre part, relatives au programme et au financement des travaux visant à réaliser les compensations alternatives et décide de les annexer au présent arrêté.

**Art. 3.** Une évaluation archéologique des nouvelles zones d'activité économique est réalisée préalablement à la mise en œuvre des zones. Le calendrier des travaux relatifs à l'évaluation archéologique est établi en concertation entre le gestionnaire du futur parc d'activité économique et la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

**Art. 4.** La déclaration environnementale produite par le Gouvernement wallon en application de l'article 44 du Code est jointe en annexe au présent arrêté.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY



## Liste des réclamants

Identification des réclamants								
N° réclamation	N° réclamation	Nom	Prénom	N°	Rue	Code postal	Ville	Pays
PER	1	GRACQ	Goffinet Luc	1	Place de la Station	5000	NAMUR	B
PER	2	DELEUZE	Michel	25	Rue de la Boiterie	7600	PERUWELZ	B
PER	3	LEROY-LECAT		1	Chemin Sainte Brigitte	7600	PERUWELZ	B
PER	4	CRETTEUR-MASSIN	F.	118	Rue Neuve Chaussée	7600	PERUWELZ	B
PER	5	THIERY LEKEUCHE		120	Rue Neuve Chaussée	7600	PERUWELZ	B
PER	6	Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des voies hydrauliques – ir. C. VANMUYSEN						
BEL1		GRACQ	Goffinet Luc	1	Place de Station	5000	NAMUR	B
BEL2		LEROY	M.	1	Chemin Sainte-Brigitte	7600	PERUWELZ	B
BEL2		LECAT	Madame	1	Chemin Sainte-Brigitte	7600	PERUWELZ	B

Annexe 1<sup>re</sup>

**Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) portant sur l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles)**

## I. Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (ci-après, le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) portant sur l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles). Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération.

Cette déclaration environnementale résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Etant, par hypothèse, de nature synthétique, la présente déclaration environnementale renvoie pour le détail au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le second à la chronologie de la révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

## II. Objet de la révision du plan de secteur.

La révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) porte sur l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles).

Elle prévoit :

— la suppression du tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz et des périmètres de réservation inscrits en surimpression des zones traversées sur le territoire de la commune de Péruwelz;

— l'inscription :

o de trois zones d'habitat sur le territoire de la commune de Péruwelz;

o d'une zone d'habitat à caractère rural sur le territoire de la commune de Péruwelz;

o de deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Péruwelz;

o d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire des communes de Belœil et Péruwelz;

o d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes de Belœil et Péruwelz;

o d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Péruwelz;

o de deux zones d'espaces verts sur le territoire des communes de Belœil et Péruwelz;

o du tracé projeté de deux sections du contournement est de Péruwelz et des périmètres de réservation destinés à réserver l'espace nécessaire pour les réaliser;

o du tracé de la section du contournement est de Péruwelz déjà réalisé;

o d'un périmètre d'intérêt paysager en surimpression d'une partie de la zone d'espaces verts située au sud du canal, entre le contournement est de Péruwelz et la voie de chemin de fer, et du canal lui-même, sur le territoire de la commune de Péruwelz;

et, au titre de compensations planologiques :

o de deux zones agricoles sur le territoire de la commune de Péruwelz;

o d'une zone agricole, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Péruwelz;

- o d'une zone agricole sur le territoire de la commune de Belœil;
- o d'une zone forestière, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- o de deux zones forestières, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Belœil;
- o d'une zone d'espaces verts, comportant un périmètre d'intérêt paysager sur la partie située entre le contournement est de Péruwelz et la voie de chemin de fer, sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- o d'une zone d'espaces verts, au sud de la voie de chemin de fer, sur le territoire de la commune de Péruwelz;
- o d'une zone d'espaces verts, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Belœil;
- o d'une zone naturelle, comportant un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Belœil;
- o d'une zone de parc sur le territoire de la commune de Péruwelz.

Elle impose au titre de compensations alternatives :

- sur le plan opérationnel :
  - o l'égouttage du hameau de La Boitrie et son raccordement à la station d'épuration des nouvelles zones d'activité économique;
- sur le plan de la mobilité :
  - o l'aménagement d'un accès, parfaitement sécurisé à destination des piétons et des cyclistes, aux nouvelles zones d'activité économique et de services publics et d'équipements communautaires à partir du centre de Péruwelz et de Basècles.

### III. Chronologie de la révision du plan de secteur

21 avril 2009 - l'IDETA adresse au Gouvernement wallon une demande portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 51,5 ha et d'une zone d'activité économique mixte de 43,5 ha sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil en application de l'article 42*bis* du Code.

La demande de l'IDETA s'inscrit dans un plan de restockage à l'horizon 2025 qui vise à rencontrer trois objectifs :

1. une consolidation autour de pôles de développement existants;
2. une offre de terrains équilibrée et diversifiée à l'échelle de son territoire;
3. une mise en œuvre d'espaces de qualité, attractifs et créateurs d'emplois.

Elle vise à faire émerger un pôle de développement au sud du territoire qu'elle a baptisé « Polaris ». Celui-ci s'appuie sur un pôle bimodal existant (route-eau) largement dominé par de l'activité économique (La Hurtrie et Champ Lionne) pour accueillir de nouvelles activités économiques mixtes et industrielles à vocation généraliste.

27 mai 2009 - Arrêté du Gouvernement wallon décidant la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) et adoptant l'avant-projet de plan en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles).

Le Gouvernement wallon projette d'inscrire une zone d'activité économique industrielle et une zone d'activité économique mixte sur les territoires de Péruwelz et Belœil pour une superficie totale de 93,94 ha dont 93,45 ha actuellement inscrits en zone non destinée à l'urbanisation au plan de secteur.

L'avant-projet de plan compense planologiquement 76,78 ha des nouvelles zones destinées à l'urbanisation et est complété par deux compensations alternatives opérationnelles :

— l'égouttage du hameau de la Boitrie et son raccordement à la station d'épuration de la nouvelle zone d'activité économique;

— la construction d'un équipement collectif dans la nouvelle zone de services publics et d'équipements communautaires;

et une compensation alternative relative à la mobilité :

— l'aménagement d'un accès parfaitement sécurisé à destination des piétons et des cyclistes aux nouvelles zones d'activité économique et de services publics et d'équipements communautaires à partir du centre de Péruwelz et de Basècles.

Le programme et le financement de ces travaux devront faire l'objet d'une convention entre les communes de Belœil et Péruwelz, d'une part, et le gestionnaire du futur parc d'activité, d'autre part.

29 septembre 2009 - Le demandeur notifie au Gouvernement wallon le choix du bureau agréé Aménagement SC pour réaliser l'étude d'incidences relative à l'avant-projet de plan.

19 novembre 2009 - Arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles).

Le contenu de l'étude d'incidences a été complété, à la demande de la CRAT, par une analyse des possibilités de connexion du projet au canal Nimy-Blaton-Péronnes et leur compatibilité avec la zone d'habitat à caractère rural du hameau de La Boitrie.

20 janvier 2012 - Dépôt de la version finale de l'étude.

29 mars 2012 - Adoption provisoire du projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/3, 44/4 et 45/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles).

Le projet de plan compense planologiquement 70,55 ha des nouvelles zones destinées à l'urbanisation et retient la compensation alternative opérationnelle relative à l'égouttage du hameau de la Boitrie et son raccordement à la station d'épuration de la nouvelle zone d'activité économique et la compensation alternative de mobilité relative à l'aménagement d'un accès parfaitement sécurisé à destination des piétons et des cyclistes aux nouvelles zones d'activité économique et de services publics et d'équipements communautaires à partir du centre de Péruwelz et de Basècles.

Le Gouvernement wallon impose en outre la réalisation d'une évaluation archéologique des nouvelles zones d'activité économique préalablement à leur mise en œuvre.

25 juin 2012 au 10 septembre 2012 - Enquête publique dans les communes de Péruwelz et de Belœil.

26 juin 2012 - Séance d'information à Belœil (Basècles).

28 juin 2012 - Séance d'information à Péruwelz.

10 septembre 2012 - Séances de clôture de l'enquête publique à Belœil et Péruwelz.

18 septembre 2012 - Réunions de concertation à Belœil (Basècles) et Péruwelz.

18 octobre 2012 - Avis favorable du conseil communal de Belœil.

22 octobre 2012 - Avis favorable du conseil communal de Péruwelz.

26 novembre 2012 - Avis favorable assorti de remarques du CWEDD.

20 décembre 2012 - Avis favorable assorti de remarques de la CRAT.

21 décembre 2012 - Avis favorable assorti de remarques de la commission de gestion du Parc naturel des plaines de l'Escaut (PNPE).

#### IV. Considérations environnementales

A l'issue de la phase de consultation et de concertation le Gouvernement wallon a procédé aux adaptations du projet de plan soumis à enquête publique afin de rencontrer les réclamations et observations et les avis, dès lors que ces derniers étaient justifiés et contribuaient à optimiser la prise en compte des enjeux environnementaux. La présente déclaration établit la synthèse de la manière dont l'arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur les a prises en considération, renvoyant pour le détail au texte de l'arrêté et à l'avis de la CRAT.

Le Gouvernement wallon a ainsi pris les décisions exposées ci-après :

Protection du cadre de vie des riverains des zones d'activité économique

L'auteur d'étude a proposé une variante de délimitation et d'affectation destinée à préserver le cadre de vie des habitants des hameaux de La Boitrie et de La Hurtrie, proches des nouvelles zones d'activité économique.

Le Gouvernement wallon a donné suite à cette proposition et a décidé :

— de modifier la zone d'activité économique mixte située à La Buissière, dans le triangle formé par le contournement, le chemin de fer et le canal, en zone d'espaces verts et d'inscrire un périmètre d'intérêt paysager en surimpression de cette dernière, de la zone d'espaces verts inscrite le long du canal et du canal lui-même;

— de modifier une partie de la zone d'activité économique industrielle située aux abords nord-est du hameau de La Hurtrie, en bordure de la ligne de chemin de fer, en zone d'espaces verts.

Le Gouvernement wallon a décidé de ne pas donner suite aux recommandations de la CRAT visant à préserver la possibilité d'un accès à la voie d'eau sur les moyen et long termes qui affecteraient le cadre de vie des habitants de la Boitrie.

Le Gouvernement wallon a non seulement choisi de maintenir son option d'inscrire des zones d'espaces verts au sud de la zone d'activité économique mixte mais de leur donner une profondeur continue de cent mètres mesurés à partir de l'axe de la rue Ponchau afin d'assurer la préservation du cadre de vie des riverains et en particulier de l'habitation existante implantée au début du chemin Sainte-Brigitte.

Le Gouvernement wallon a décidé de ne pas donner suite à l'avis de la CRAT de maintenir les deux zones d'activité industrielles inscrites en rive nord du canal. La modification de ces dernières en zone de services publics et d'équipements communautaires a été validée par l'auteur d'étude et vise avant tout à promouvoir l'intérêt général à travers les constructions et les aménagements qui pourront y être autorisés.

L'auteur d'étude a en effet démontré d'une part que plusieurs solutions peuvent être imaginées pour l'utilisation des quais existants le long de la voie d'eau en fonction des besoins des entreprises, principalement dans le domaine du transbordement irrégulier et à basse fréquence de vrac et, d'autre part, l'intérêt de réserver de l'espace pour l'extension des équipements récréatifs existants et l'aménagement d'équipements à destination des usagers du RAVeL et de services à destination de la population et des personnes fréquentant les zones d'activité économique.

Plusieurs habitations sont situées dans les nouvelles zones d'activité économique. Les biens situés le long de la N60, à l'entrée du futur parc d'activités économique et à proximité de l'amorce du projet de tracé du contournement est de Péruwelz, occupent une situation particulière où pourrait être aménagée la « porte de ville » imaginée par l'auteur d'étude au titre de mesure à mettre en œuvre concernant l'urbanisation et le patrimoine bâti ou « l'entrée du parc naturel » selon l'avis de la commission de gestion du PNPE. Il conviendrait que leur aménagement prenne en compte cette spécificité.

Les effets négatifs que les riverains des nouvelles zones d'activité économique dénoncent, notamment en termes de localisation des accès au parc d'activités économiques, de gabarit des bâtiments autorisés ou de constitution des écrans végétaux à proximité des biens situés dans son périmètre ou à proximité de celui-ci, ne relèvent pas du plan de secteur. Ils pourront être pris en compte à travers les renseignements qui seront joints au périmètre de reconnaissance de zone que l'IDETA devra établir en application du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Le Gouvernement wallon a néanmoins décidé de maintenir la zone d'habitat inscrite au plan de secteur à l'extrême nord-ouest du futur parc d'activités économiques afin d'y maintenir la résidence ainsi qu'une partie de la zone agricole attenante afin de diminuer les incidences visuelles des nouvelles zones d'activité économique à courte distance, en réponse aux constats de l'auteur d'étude.

Activités autorisées dans la zone d'activité économique mixte

Le Gouvernement wallon a décidé de ne pas donner suite à la recommandation de la CRAT d'assortir la zone d'activité économique mixte d'une prescription supplémentaire visant l'interdiction de commerces.

La question soulevée par la CRAT sur la compatibilité de l'activité commerciale avec des installations ou des infrastructures permettant d'accéder à la voie d'eau, telles que des pipelines, bandes transporteuses, etc., dans la nouvelle zone d'activité économique mixte ne se pose pas dès lors qu'elles sont contrares aux options visant à protéger le cadre de vie des habitants du hameau de la Boitrie. L'auteur d'étude ne fait en outre aucune recommandation quant à l'opportunité d'exclure l'activité commerciale dans la zone d'activité économique mixte.

Zone de parc projetée au centre de Péruwelz

Le conseil communal de Péruwelz souhaite conserver la zone de services publics et d'équipements communautaires située au centre en tant que réserve foncière pour le développement de ses projets.

Le Gouvernement wallon décide de donner suite à la demande afin de ne pas remettre en question les projets envisagés dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine en cours.

Zones d'extraction et de loisir modifiées en zones forestières à La Bruyère

L'auteur d'étude estime que l'affectation retenue par le Gouvernement wallon pour les compensations planologiques proposées à La Bruyère est peu judicieuse car le boisement de la carrière des Rouges, de la grande Sablière Brouillard et de la petite sablière Brouillard pourrait nuire à leur intérêt sur le plan biologique. Il propose de les affecter en zone naturelle.

Le Gouvernement wallon n'a pas retenu cette alternative au moment d'approuver le projet de plan.

La CRAT partage cette option tout en estimant qu'une exploitation du grès rouge devrait rester possible pour la carrière des Roches rouges, aux conditions fixées à l'article 110 du Code.

La commission de gestion du PNPE, relayant une analyse du département nature et forêts du Service public de Wallonie, estime qu'une reforestation de ces sites nuirait à leur intérêt biologique.

Le Gouvernement wallon a décidé de modifier l'affectation des deux sablières en zone naturelle, de la carrière des Roches rouges en zone d'espaces verts (afin de préserver la possibilité d'exploiter le grès rouge à des fins ornementales) et de maintenir l'affectation en zone forestière des terrains aujourd'hui affectés en zone de loisirs qui ne présentent pas le même intérêt biologique.

#### Bilan des compensations

Le plan adopté par le Gouvernement wallon compense planologiquement 69,3 ha des nouvelles zones destinées à l'urbanisation. Les compensations alternatives retenues au projet de plan ont été maintenues.

#### Effets sur le patrimoine archéologique

L'auteur d'étude a relevé six sites archéologiques dans le périmètre d'étude, dont trois sont situés dans le périmètre des nouvelles zones d'activité économique.

Le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une évaluation archéologique des nouvelles zones d'activité économique préalablement à leur mise en œuvre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planches 44/4 et 45/1) portant sur l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes de Péruwelz et Belœil (Basècles).

Namur, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

---

#### Annexe 2

Nos réf. CRAT/12/AV.513

AB

Le 20 décembre 2012

### **Avis de la CRAT relatif au projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de Péruwelz et Belœil**

#### INTRODUCTION

##### Saisine et réponse

— Par son courrier reçu le 30 octobre 2012, la Cellule de Développement territorial a sollicité l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) sur ledit projet.

— Conformément à l'article 43 § 4 du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.

— La CRAT a pris connaissance et analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus.

##### Rétroactes

La CRAT a déjà formulé plusieurs avis sur ce projet :

1) Le 26 juin 2009, la CRAT a remis un avis relatif à l'avant-projet et au contenu de l'étude d'incidences (réf. : 09/CRAT A.816-AN). « Elle est favorable sur le contenu de l'étude d'incidences.

Elle estime que l'étude d'incidences doit fournir tous les éléments permettant de développer la multimodalité au sein de la future zone d'activité économique. Pour ce faire, la CRAT propose que l'étude analyse notamment les possibilités de connexion du projet au canal Nimy-Blaton-Péronnes et leur compatibilité avec la zone d'habitat à caractère rural du hameau de Boitrie.

La CRAT insiste également pour que l'étude analyse la pertinence des compensations alternatives ».

2) Le 29 avril 2010, la CRAT a émis des remarques relatives à la première phase de l'étude d'incidences de l'avant-projet de révision de plan de secteur (réf. : 10/CRAT A.900-AN). « Elle est défavorable à la poursuite de l'étude.

La CRAT estime que, outre le fait que la phase I de l'étude d'incidences ne comprend pas l'analyse de l'impact des compensations, celle-ci présente une série de lacunes et/ou interrogations qu'il conviendrait de compléter avant de poursuivre l'étude.

D'une façon générale, la CRAT regrette que les propositions du bureau d'étude ne mettent pas en valeur le potentiel d'utilisation de la voie d'eau. Si elle juge que la création d'une plate-forme multimodale à Péruwelz n'est effectivement pas opportune, elle estime cependant que le canal Nimy-Blaton-Péronnes constitue un potentiel pour des péniches de gabarit moyen.

Par conséquent, elle estime qu'il n'est pas pertinent de compromettre l'accessibilité à la voie d'eau à proximité immédiate du projet.

Concernant les variantes de localisation, la CRAT relève que la justification du choix de la future ZAE telle qu'adoptée dans l'avant-projet est la proximité de la voie d'eau. Or, l'étude relève que la non-contiguïté de la zone avec le canal entraînera automatiquement une rupture de charge et que le chargement pourrait par conséquent être réalisé sur d'autres quais que celui de la Boiterie, le plus proche. Dès lors, la CRAT recommande que la comparaison entre l'avant-projet et les variantes, particulièrement l'alternative n° 2 soit d'avantage étayée.

D'une manière plus générale, la CRAT s'interroge sur :

— La pertinence de la désaffectation de la zone d'activité économique mixte localisée au Sud du canal. En effet, l'étude a démontré dans sa première partie un besoin en zone d'activités, qui justifie le présent projet. La désaffectation de la ZAEM paraît donc peu motivée. En outre, cette option diminue le potentiel de valorisation de la voie d'eau en supprimant toute possibilité de développement économique au sud du canal;

— La pertinence de réaffecter une partie de cette zone d'une part, en zone d'aménagement communal concerté dont l'affectation sera à préciser ultérieurement par le conseil communal et d'autre part, en zones naturelle et agricole;

— L'opportunité de l'affectation en zone de loisirs du quai de la Boitrie au vu, d'une part, du potentiel de recours au transport fluvial lié à la zone d'activité économique visée par le présent projet et au vu, d'autre part, de la révision de plan de secteur en cours visant à inscrire une importante zone de loisirs jouxtant le canal Nimy-Blaton-Péronnes à Antoing.

Par ailleurs, la CRAT souhaiterait que la localisation de la ZAEI et ZAEM au sein du projet soit analysée. Si le projet vise le recours à la voie d'eau, ne serait-il pas plus opportun d'envisager une ZAEI au Sud de la zone d'activité économique proposée ?

Au vu de ces remarques, la CRAT suggère que l'auteur complète la première phase de l'étude d'incidences et qu'il vienne lui représenter les compléments d'informations qui y sont relatives avant d'entamer la seconde phase de l'étude.

La CRAT estime également que l'examen approfondi des compensations proposées dans l'avant-projet pourrait également faire l'objet de ce complément ».

3) Le 28 juin 2010, la CRAT a émis des remarques relatives à la première phase de l'étude d'incidences de l'avant-projet de révision de plan de secteur (deuxième passage - réf. : 10/CRAT A912-AN). « Elle est favorable à la poursuite de l'étude.

La Commission tient à souligner qu'elle ne valide pas, à ce stade de l'étude, les différentes options d'affectation proposées.

Dans la seconde phase de l'étude, la CRAT souhaite qu'un examen approfondi des potentialités de connexion entre la future zone d'activité économique et la voie d'eau soit réalisé. Cette analyse devrait permettre de déterminer le quai le plus adéquat pour les opérations de transbordement, ainsi que l'affectation la plus opportune pour la zone située entre la zone d'activité économique projetée et le canal et les éventuels moyens techniques à mettre en œuvre pour la réalisation de la connexion de la future zone et la voie d'eau (bande transporteuse etc.).

Par ailleurs, la CRAT demande que des contacts soient pris avec les différents opérateurs économiques concernés par la révision de plan de secteur tels que le Port Autonome du Centre et de l'Ouest et les exploitants des carrières sur lesquelles portent les compensations afin de prendre connaissance de leurs intentions de développement et d'examiner leur compatibilité avec le projet. Elle s'étonne d'ailleurs que la première phase de l'étude n'ait pas évalué les impacts économiques des compensations sur les différentes exploitations ».

4) Le 7 octobre 2010 la CRAT a émis des remarques relatives à la seconde phase de l'étude d'incidences de l'avant-projet de révision de plan de secteur (réf. : 10/CRAT A.943-AN). « Elle est favorable à la poursuite de la procédure.

La CRAT réitère toutefois ses interrogations quant aux garanties de connexion entre la future zone d'activité économique et la voie d'eau à moyen et long termes (pour des chargements d'entreprises situées dans la zone ainsi que pour une éventuelle plate-forme bimodale). Elle suggère de s'assurer auprès du PACO des potentialités de développement de la voie d'eau à plus long terme.

Par ailleurs, la CRAT attire l'attention sur les compensations telles qu'elles ont été proposées :

— En ce qui concerne la « Sablière de Bury », la Commission estime qu'il est inopportun de modifier l'affectation de la zone qui accueille deux activités avec permis en cours de validité (extraction de sable par la société « Sablière de Bury » et stockage et tri de matériaux de construction par la société « SA Jonniaux entreprises);

— La CRAT estime également que, malgré leur localisation en zone NATURA 2000, la carrière des Roches rouges et la Grande sablière Brouillard présentent encore de réels potentiels d'exploitation qu'il convient de préserver. Elle souligne en outre que l'activité extractive n'empêche pas la préservation de la biodiversité ».

5) Le 22 décembre 2011, la CRAT a émis des remarques relatives à la seconde phase de l'étude d'incidences de l'avant-projet de révision de plan de secteur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction (second passage - réf. : 11/CRAT A.1016-AN). « Elle est favorable à la poursuite de la procédure et prend acte du projet et des propositions de compensations planologiques et alternatives émises dans la phase 1 de l'étude d'incidences.

Néanmoins, la CRAT réitère ses interrogations quant aux garanties de connexion entre la future zone d'activité économique et la voies d'eau à moyen et long termes (pour des chargements d'entreprises situées dans la zone ainsi que pour une éventuelle plateforme bimodale).

La CRAT estime cependant que l'étude fournit suffisamment d'éléments permettant d'arbitrer les choix d'affectation valorisant la voie d'eau à cet endroit (inscription d'une zone d'équipements communautaires et de services publics le long du canal en vue d'accueillir des activités utilisant la voie d'eau, conservation du quai de la Hurtrie).

Sur les nouvelles compensations planologiques proposées, la CRAT émet les remarques suivantes :

— Concernant la ZACCI de Callenelle et de la ZAE de La Buissière, la CRAT s'interroge sur le principe de désaffecter des zones initialement destinées à l'activité économique en vue de compenser l'affectation d'une nouvelle zone d'activité économique;

— Concernant la ZACC de Basècles, la CRAT s'interroge également sur le principe de sa désaffectation au vu de sa proximité avec la ligne de chemin de fer et l'ancienne halte de Basècles de même que ses éventuelles potentialités en termes de développement urbain.

Enfin, au vu des besoins urgents en zones d'activité économique dans cette partie de la Wallonie, la CRAT relève des délais particulièrement longs (14 mois) pris pour compléter la phase 2 de l'étude des incidences ».

#### Description du projet

Le projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz vise :

- La suppression du tracé projeté de deux sections du contournement routier est de Péruwelz et des périmètres de réservation inscrits en surimpression des zones traversées;

- L'inscription de :

o une zone d'activité économique industrielle (ZAEI) de 52,54 hectares à Belœil et à Péruwelz

o une zone d'activité économique mixte (ZAEM) de 41,34 hectares à Belœil et à Péruwelz

o deux zones de services publics et d'équipements communautaires de 3,2 hectares à Péruwelz

o trois zones d'habitat à Péruwelz

o une zone d'habitat à caractère rural à Péruwelz

o trois zones d'espaces verts de 4,64 hectares à Belœil et à Péruwelz

o le tracé projeté de deux sections du contournement routier est de Péruwelz et les périmètres de réservation destinés à réserver l'espace nécessaire pour les réaliser

o le tracé de la section du contournement est de Péruwelz déjà réalisé

o un périmètre d'intérêt paysager en surimpression d'une partie de la zone d'espaces verts situé au sud du canal, entre le contournement est de Péruwelz et la voie de chemin de fer, et du canal lui-même, sur le territoire de la commune de Péruwelz.

- L'inscription de plusieurs compensations planologiques :

o De deux zones agricoles à Péruwelz

o D'une zone agricole, comportant un périmètre d'intérêt paysager, à Péruwelz

o D'une zone forestière, comportant un périmètre d'intérêt paysager à Péruwelz

o D'une zone de parc à Péruwelz

o D'une zone d'espaces verts, comprenant un périmètre d'intérêt paysager à Péruwelz

o De deux zones d'espaces verts, comportant un périmètre d'intérêt paysager, à Belœil

o D'une zone agricole à Belœil.

- L'imposition de plusieurs compensations alternatives :

o égouttage du hameau de Boitrie et son raccordement à la station d'épuration de la nouvelle zone d'activité économique

o aménagement pour les modes doux entre les nouvelles zones d'activité économique et de services publics et équipements communautaires et les centres de Péruwelz et Basècles.

#### AVIS

Sur l'inscription des zones d'activité économique industrielle et mixte

La CRAT est favorable à l'inscription des zones d'activité économique industrielle et mixte moyennant la prise en considération des remarques émises ci-après.

La Commission estime que le projet est opportun dans la mesure où qu'il répond au besoin manifeste de terrains destinés à l'accueil d'activités économiques identifiées dans la sous-zone sud du territoire géré par IDETA.

Toutefois, elle émet des remarques sur les modalités de mise en œuvre de la zone.

Elle insiste pour que la possibilité d'un accès à la voie d'eau (canal de Nimy-Blaton-Péronnes) soit préservé sur les moyen et long termes. Elle relève qu'un des critères de justification du projet se basait sur le positionnement par rapport à la voie d'eau. Or, le présent projet ne repose nullement sur les potentialités de transport fluvial. La CRAT estime que les développements prévus à cet endroit ne doivent pas hypothéquer le potentiel d'utilisation de la voie d'eau.

A cet égard, la CRAT suggère que la ZAEM soit, du moins dans sa partie Sud, assortie d'une prescription visant l'interdiction de commerces dans la zone, ceux-ci s'avérant peu compatibles avec les infrastructures potentielles d'accès au canal (pipeline, routes accueillant un charroi lourd).

En ce qui concerne la zone d'habitat nouvellement affectée en zone d'activité économique mixte, la CRAT encourage vivement que, nonobstant les limites précisées dans le CWATUPE, des mesures soit prises en vue de rendre cette destination effective et que ne subsistent pas des habitations isolées au sein de la zone.

Sur l'inscription de trois zones d'espaces verts au nord du Canal

La CRAT est favorable à l'inscription des trois zones d'espaces verts moyennant la possibilité d'un raccord entre la zone d'activité économique et la voie d'eau.

Elle estime que ces zones d'espaces verts serviront de tampon pour les habitants du hameau de la Boiterie.

Dans l'objectif de conserver la possibilité d'un accès à la voie d'eau, la CRAT suggère de privilégier l'affectation en zone d'activité économique mixte de la partie ouest de la zone d'espace vert localisée le plus à l'ouest.

Sur l'inscription de deux zones de services publics et d'équipements communautaires au nord du canal

La CRAT est défavorable à l'inscription de deux zones de services publics et d'équipements communautaires.

Elle estime en effet qu'il est davantage opportun de conserver ces deux zones en zones d'activité économique industrielle afin de s'assurer de la connexion au canal sur le long terme en permettant de développer des infrastructures légères sur le quai de la Boiterie. Contrairement à l'auteur d'étude, elle ne considère pas que la zone de services publics et d'équipements communautaires permettrait de maîtriser de manière optimale le développement des activités à proximité des berges du canal.

Sur l'inscription d'une zone d'espaces verts à La Buisnière

La CRAT est favorable à l'inscription de la zone d'espaces verts.

Elle estime en effet que, vu les contraintes qui pèsent sur le site et son enclavement, il est inopportun de maintenir la zone en zone d'activité économique. De plus, l'affectation en zone d'espaces verts permet de garantir un cadre de vie de qualité aux habitants des hameaux de la Hurtrie et de la Boiterie.

Vu la modification d'affectation de cette zone, et par conséquent l'impossibilité de développer un quai de ce côté du canal, la Commission insiste pour ne pas compromettre un tel développement de l'autre côté du canal.

Sur l'inscription de zones agricoles, de zones forestière, d'habitat, d'habitat à caractère rural, de parc à Cerfontaine, Bon-Secours, Thumaide et au centre de Péruwelz

La CRAT est favorable à l'inscription de ces différentes zones.

Elle relève que les nouvelles affectations correspondent à des situations de fait. De plus, les modifications des zones d'aménagement communal concerté se justifient au vu de l'éloignement du centre de Péruwelz.

Sur l'inscription de deux zones forestières à la Bruyère

La CRAT est favorable à l'inscription de deux zones forestières à titre de compensations planologiques.

Toutefois, elle relève que les informations relatives aux réserves de gisement encore potentiellement exploitable sont peu claires.

En ce qui concerne la carrière des Roches Rouges et au vu de la rareté de la ressource en grès rouge en Wallonie, la CRAT rappelle la possibilité d'avoir recours à l'article 110 du CWATUPE qui permet, pour une durée limitée, l'extraction ou la valorisation de roches ornementales à partir d'une carrière ayant été exploitée et nécessaire à un chantier de rénovation, de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un immeuble dans le respect du cadre bâti.

Sur l'inscription du tracé projeté de deux sections du contournement routier Est de Péruwelz et des périmètres de réservation destinés à réserver l'espace nécessaire pour les réaliser et sur l'inscription du tracé de la section du contournement routier est de Péruwelz déjà réalisé

La CRAT est favorable à ces modifications.

Sur les compensations alternatives

La CRAT valide les compensations alternatives proposées.

La Commission constate que l'inscription de la zone d'activité économique se fait entièrement au détriment de la zone agricole. Elle relève que le projet de révision du plan de secteur se solde par un déficit de 22,9 ha de zone non urbanisable. En l'absence de toute grille d'évaluation générale en matière de compensations alternatives, elle se trouve démunie pour évaluer la suffisance des compensations alternatives proposées dans le présent projet.

Sur la qualité de l'étude d'incidences

La CRAT estime que l'étude est de qualité satisfaisante.

Elle estime que si la Commission a été consultée à plusieurs reprises, l'étude ne formule pas de retour par rapport à l'ensemble des considérations formulées dans ses précédents avis, notamment en ce qui concerne la connexion au canal ou les compensations planologiques alternatives suggérées par l'auteur d'étude.

Par ailleurs, elle regrette le manque de proactivité et de dialogue avec les différentes parties concernées par le projet (PACO, carriers).

Elle déplore également l'absence d'un bilan chiffré des surfaces concernées.

Pierre GOVAERTS,

Président.

# REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE TOURNAI-LEUZE-PERUWELZ

en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire des communes  
de Péruwelz et Beloeil (Basècles)

Vu pour être annexé à l'arrêté du

Le Ministre de l'Environnement,  
de l'Aménagement du territoire  
et de la Mobilité,

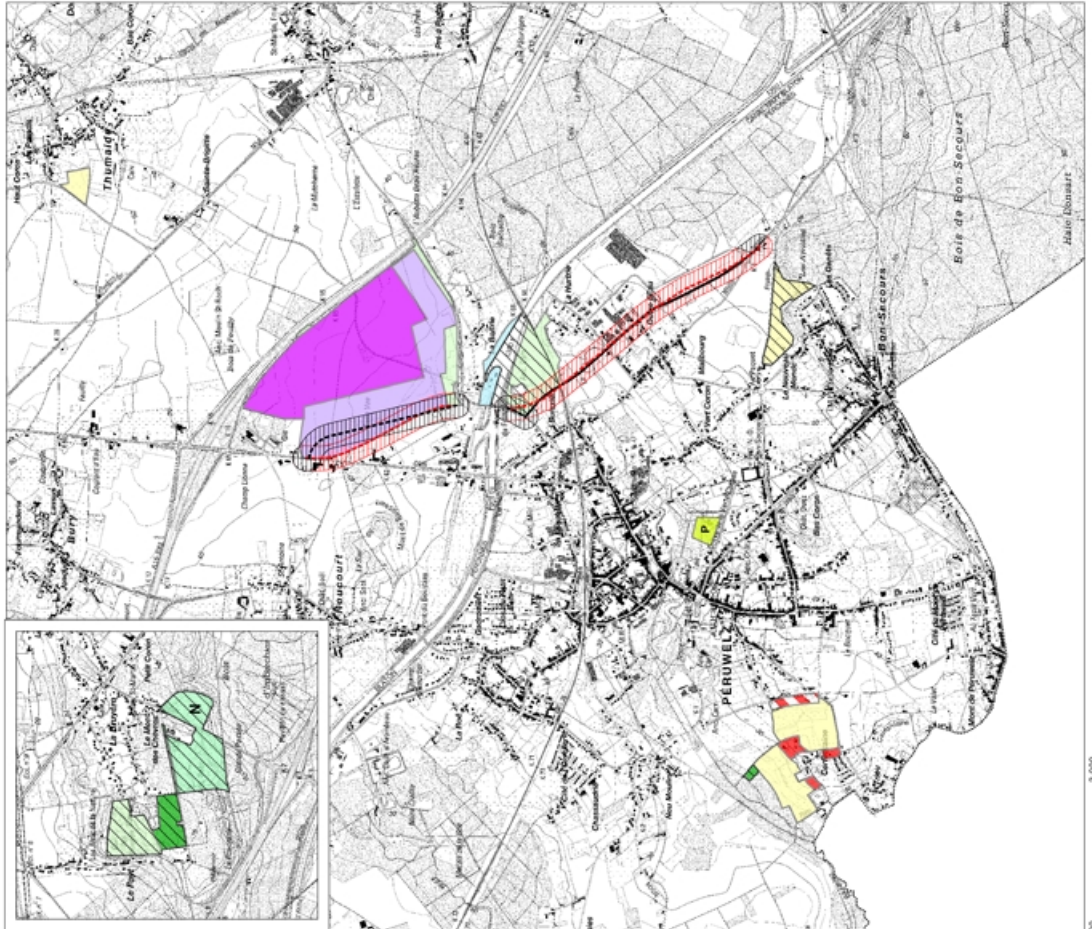
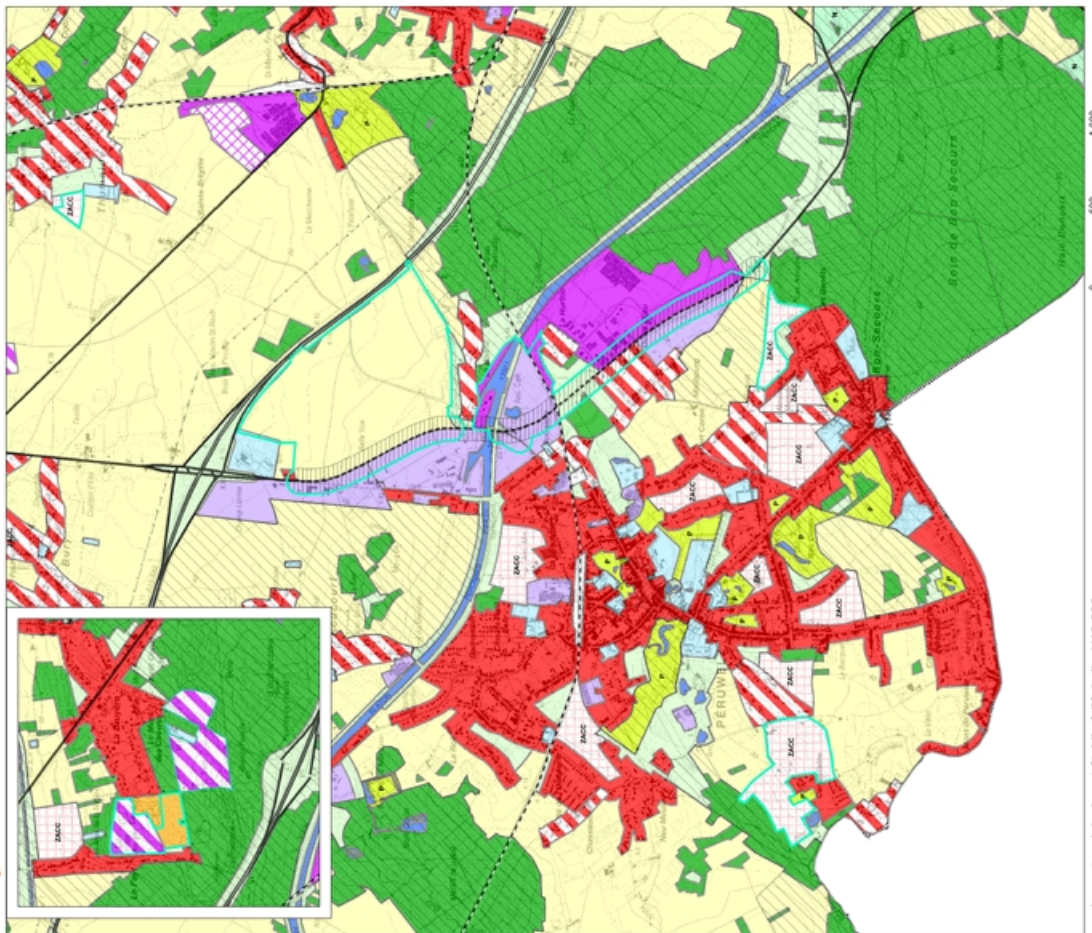
Le Ministre-Président,

P. HENRY

R. DEMOTTE



Centre for Regional Development  
CDT



La carte originale est établie à l'échelle 1/10,000



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27111]

**28. MÄRZ 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) zur Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums ("Schéma de Développement de l'Espace Régional", SDER);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Juli 1981 zur Festlegung des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz, abgeändert insbesondere durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Februar 1989, vom 20. Dezember 1990, vom 7. März 1991, vom 21. März 1991, vom 25. Juli 1991 und vom 1. Oktober 1992 sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993, vom 1. April 1999, vom 26. Juni 2003, vom 22. April 2004 und vom 1. April 2010;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 (*Belgisches Staatsblatt* vom 24. Juli 2009), durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs des Plans zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 (*Belgisches Staatsblatt* vom 7. Juni 2012) zur vorläufigen Verabschiedung des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles);

Aufgrund der als Anlage zum vorliegenden Erlass aufgenommenen Bemerkungen und Einwände von Privatpersonen, Vereinigungen von natürlichen Personen sowie von öffentlichen Einrichtungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses anlässlich der öffentlichen Untersuchung, die vom 25. Juni 2012 bis zum 10. September 2012 in den Gemeinden Péruwelz und Belœil stattgefunden hat;

Aufgrund der Informationsversammlungen, die am 26. Juni 2012 in Belœil (Basècles) und am 28. Juni 2012 in Péruwelz stattgefunden haben;

Aufgrund der Protokolle der Versammlungen zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung, die am 10. September 2012 in Belœil und Péruwelz stattgefunden haben;

Aufgrund der Protokolle der Konzertierungsversammlungen, die nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung am 18. September 2012 in Belœil (Basècles) und Péruwelz stattgefunden haben;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des Gemeinderats Belœil vom 18. Oktober 2012;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des Gemeinderats Péruwelz vom 22. Oktober 2012;

In der Erwägung, dass in der Beschlussfassung der Gemeinderat der Stadt Péruwelz zu den anlässlich der öffentlichen Untersuchung aufgenommenen Beschwerden und Bemerkungen hat sich äußern wollen;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat der Stadt Péruwelz überdies beschlossen hat, das von den kommunalen Beratungsausschüssen für Raumordnung und Mobilität (KBARM) von Belœil und Péruwelz über den Planentwurf gemeinsam abgegebene Gutachten der Wallonischen Regierung zu übermitteln; dass er zudem in seiner Beschlussfassung auf die Bemerkungen der KBARM geantwortet hat;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des CWEDD vom 26. November 2012 mit Bezugszeichen CWEDD/12/AV.1430;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des CRAT vom 20. Dezember 2012 mit Bezugszeichen CRAT/12AV.513;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens der Verwaltungskommission des Naturparks "Parc naturel des plaines de l'Escaut" (PNPE) vom 21. Dezember 2012 mit Bezugszeichen DCG 20120041;

Beschwerden und Bemerkungen zur Umweltverträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass die operative Generaldirektion Mobilität und Wasserwege im Rahmen der öffentlichen Untersuchung ein Gutachten abgegeben hat, das bestimmte Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Benutzung des Wasserwegs in Frage stellt;

In der Erwägung, dass der CRAT die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als zufriedenstellend beurteilt;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass der Autor eine Umweltverträglichkeitsprüfung zufriedenstellender Qualität abgegeben habe und dass die zuständige Behörde darin alle nützlichen Elemente finden werde, um ihren Beschluss zu fassen;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE eine Reihe von Bemerkungen über die Umweltverträglichkeitsprüfung äußert, insbesondere über die fehlende Erwähnung der Erfordernisse, die aus der Existenz des Naturparks "Plaines de l'Escaut" hervorgehen, über die mangelnde Berücksichtigung der regionalen Zielsetzungen was den Schutz und die Verwertung ländlicher und landwirtschaftlicher Räume angeht, und über die unzulängliche Analyse des landwirtschaftlichen Aspekts und der Auswirkungen auf die Vogelfauna;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung auf Anfrage des CRAT durch eine Analyse der Möglichkeiten des Anschlusses des Entwurfs an den Kanal Nimy-Blaton-Péronnes und deren Vereinbarkeit mit dem ländlichen Wohngebiet des Weilers La Boitrie ergänzt worden ist;

In der Erwägung, dass im Gutachten des CWEDD erwähnt wird, dass dieser das Vorhandensein einer Analyse der Zweckmäßigkeit des Erstellens einer multimodalen Plattform in der Umweltverträglichkeitsprüfung zu schätzen wisse;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts der Gutachten des CRAT und des CWEDD eine Infragestellung der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Ausnutzung des modalen Potenzials der bestehenden Wasserstraße für unangebracht hält, und der Meinung ist, dass sie darin alle nützlichen Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen;

#### Gewerbegebiete

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer über die Folgen eines Wechsels der Zweckbestimmung seines Gutes im Sektorenplan (Wohngebiet in gemischtes Gewerbegebiet) auf die Aufrechterhaltung seiner Wohnung besorgt ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer, dessen Wohnung innerhalb des Umkreises des neuen gemischten Gewerbegebiets gelegen ist, die für das künftige Gewerbegebiet Verantwortlichen darum bittet, Rücksicht auf seinen dortigen Aufenthalt zu nehmen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Schaffung von Gewerbegebieten eine Wertminderung seines Eigentums bewirken werde;

In der Erwägung, dass sich etliche Beschwerdeführer Fragen über eine etwaige Enteignung ihres Gutes stellen; dass einige unter ihnen vorbehaltlich einer angemessenen Entschädigung mit einem Umzug einverstanden wären, während andere ihr Gut weiter gebrauchen möchten;

In der Erwägung, dass die Gesellschaft Elia ein Schreiben an die Stadt Péruwelz gerichtet hat, das auf die gesetzlichen Vorschriften im Falle von Arbeiten in der Nähe ihrer Anlagen hinweist;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat der Gemeinde Belœil ein günstiges Gutachten über den Planentwurf zur Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles) abgegeben hat;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat der Stadt Péruwelz ein günstiges Gutachten über den Planentwurf zur Eintragung des Gewerbegebiets genannt "POLARIS" abgegeben hat; dass er hinzufügt, dass in seiner Sicht die Enteignungsanträge angesichts des bevorstehenden Lebensrahmens gerechtfertigt seien, auch wenn sie der vorliegenden Revision des Sektorenplans nicht unterliegen;

In der Erwägung, dass der CRAT der Eintragung von industriellen und gemischten Gewerbegebieten unter Vorbehalt der Berücksichtigung folgender Bemerkungen zustimmt:

— Es muss die Möglichkeit eines Zugangs zur Wasserstraße mittel- und langfristig aufrechterhalten werden;

— Es sollte dem gemischten Gewerbegebiet eine zusätzliche Vorschrift gewidmet werden, durch die Handelsgeschäfte verboten werden, da sie sich nur schwer mit den potenziellen Zugangsinfrastrukturen zum Kanal vereinbaren lassen (Rohrleitungen, Straßen zur Aufnahme von Schwerverkehr usw.), die das Gebiet – zumindest in seinem südlichen Teil – durchqueren könnten;

— Es sollten Maßnahmen getroffen werden, um das durch den Planentwurf in ein gemischtes Gewerbegebiet umgewandelte Wohngebiet tatsächlich zur wirtschaftlichen Tätigkeit zu bestimmen, so dass dort keine vereinzelt Wohnhäuser übrig bleiben;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets und eines industriellen Gewerbegebiets zustimmt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE der Eintragung des gemischten bzw. industriellen Gewerbegebiets zustimmt, unter Vorbehalt, dass Anpassungen vorgenommen werden, die sich für die Bewältigung von Auswirkungen der künftigen Anlagen auf die Wahrnehmung des Stadteingangs von Péruwelz und des Naturparks eignen;

#### Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung feststellt, dass die Einwände der Bewohner der zwei im Wohngebiet, entlang der N60 gelegenen Wohnhäuser die Option der Entwicklung neuer Gewerbegebiete nicht grundsätzlich in Frage stellen, sondern sich vor allem darauf beschränken, den öffentlichen Behörden über ihre Auswirkungen auf die betroffenen Güter Aufschluss zu geben und sie darum zu bitten, die Qualität ihres Lebensrahmens sicherzustellen;

In der Erwägung, dass die Lärm- und Geruchsbelästigungen sowie die optischen Beeinträchtigungen der neuen Gewerbegebiete, die die Beschwerdeführer denunzieren, ebenfalls vom Umweltverträglichkeitsprüfer festgestellt und analysiert worden sind;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Auffassung ist, was die Lärm- und Geruchsbelästigungen der neuen Gewerbegebiete angeht, dass die bestehenden Vorschriften in Bezug auf die eingestuften Tätigkeiten, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen, allen besonderen Belästigungen vorbeugen müssten;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Auffassung ist, was die optischen Beeinträchtigungen angeht, dass die Auswirkungen der Verwirklichung des Planvorentwurfs auf die Landschaft bedeutender in kleiner als in großer Entfernung sein werden;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer dennoch eine Änderung der Optionen bezüglich der Gewerbegebiete im Planvorentwurf nicht für nötig hielt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung trotzdem beschließt, in dieser Hinsicht von den Schlussfolgerungen des Prüfungsautors und von dem Gutachten des CRAT abzuweichen und beiden Beschwerden stattzugeben, indem sie einerseits das bestehende Wohngebiet erhält, damit die Anwohner dort weiterhin aufhältig sein können, und andererseits einen Teil des hinter dem Wohngebiet gelegenen Agrargebiets erhält, um unter Berücksichtigung der Feststellungen des Umweltverträglichkeitsprüfers die optischen Beeinträchtigungen der neuen Gewerbegebiete auf kurzen Abstand zu begrenzen;

In der Erwägung, dass außerdem die räumliche Ausgrenzung des Wohngebiets und des angrenzenden Agrargebiets der Kohärenz der Anpassungsanlagen nicht abträglich ist, die am Anfang des Verfahrens in der dem Antrag der IDETA beigefügten Basisakte aufgrund ihrer Lage äußerst nordwestlich des künftigen Gewerbegebiets vorgeschlagen wurden;

In der Erwägung, dass die für die Einrichtung des neuen Gewerbegebiets erforderlichen Enteignungen von den Entscheidungen des Projektträgers zu dieser Frage abhängen werden; dass sie im Enteignungsplan angeführt werden sollen, der der vom Projektträger zur Anwendung der Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten zu erstellenden Akte beigefügt werden wird; dass die Beschwerdeführer ihre Beschwerden und Bemerkungen werden gelten lassen können, wenn der Plan einer Untersuchung unterzogen wird;

In der Erwägung, dass es demnach keinen Anlass zur Berücksichtigung von Beschwerden über Enteignungen im Rahmen des vorliegenden Verfahrens gibt;

In der Erwägung, dass es sich herausstellt, dass die Lage der sich entlang der N60, am Eingang des künftigen Gewerbegebiets und in der Nähe des Anfangs des Trassenvorhabens zur östlichen Umgehung von Péruwelz befindenden Güter eine besondere ist, insofern als dort das "Tor zur Stadt" errichtet werden könnte, das vom Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung als eine mögliche Maßnahme für die Verstädterung und das bebaute Erbgut vorgeschlagen wurde, oder auch insofern als dort der Eingang zum Naturpark nach dem Gutachten der Verwaltungskommission des PNPE angelegt werden könnte; dass bei der Anpassung besagter Güter diese Eigenschaft berücksichtigt werden sollte;

In der Erwägung, dass die neue Zweckbestimmung der betroffenen Güter bestimmte Weiterentwicklungen der bestehenden Baumasse nicht ausschließt; dass nämlich Abweichungen ausnahmsweise eingeräumt werden können zur Billigung von Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten betreffend die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans bestehenden oder zugelassenen Bauten, Einrichtungen oder Gebäude, deren aktuelle oder zukünftige Zweckbestimmung den Vorschriften des Sektorenplans nicht entspricht;

In der Erwägung, dass in der Gesetzgebung keine Regelung besteht, die eine Entschädigung der Anwohner für die etwaige, auf eine Änderung der Zweckbestimmung eines Gebiets zurückzuführende Wertminderung ihrer Immobilienwerte ermöglichen würde;

In der Erwägung aber, dass Artikel 70 des Gesetzbuches die Bedingungen der Entschädigung festlegt, die der Region zu Lasten ginge im Falle, wo das Bau- oder Parzellierungsverbot aus einem verbindlichen Plan zur Beendigung der Nutzung hervorginge, die durch den am Tage vor dem Inkrafttreten des besagten Plans geltenden Raumordnungsplan dem Immobiliargut zugebilligt wurde; dass die Personen, die diesen Bedingungen genügen, ihre Ansprüche werden gelten lassen können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung von Elias Schreien Kenntnis nimmt; dass sich aber die betreffenden Vorschriften nicht auf den Sektorenplan beziehen, sondern auf die Phase der Gebietsanpassungen; dass ihre Einhaltung daher dem Projektträger zufällt;

In Erwägung der Feststellung durch die Wallonische Regierung, dass die Änderung des Trassenentwurfs für die östliche Umgehung von Péruwelz den innerhalb der Gewerbegebiete angesiedelten Unternehmen eine Zugangsmöglichkeit zur Wasserstraße gibt; dass es hingegen den Optionen zum Schutz des Lebensrahmens der Einwohner von La Boitrie zuwiderläuft, den Unternehmen einen Direktzugang zur Wasserstraße durch solche Anlagen bzw. Infrastrukturen wie Rohrleitungen, Transportbänder usw. zu erlauben;

In der Erwägung, dass die vom CRAT hervorgehobene Frage über die Vereinbarkeit der Handelstätigkeit mit Ausrüstungen dieser Art im neuen gemischten Gewerbegebiet somit irrelevant wird;

In der Erwägung, dass ansonsten der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung hinsichtlich der Zweckmäßigkeit eines etwaigen Ausschlusses der Handelstätigkeit im gemischten Gewerbegebiet keine Empfehlungen macht;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung folglich der Empfehlung des CRAT über den Verbot von Handelsgeschäften im südlichen Teil des gemischten Gewerbegebiets nicht anschließt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung abschließend die Eintragung des gemischten bzw. industriellen Gewerbegebiets im Einklang mit den Gutachten der Gemeinderäte, des CRAT, des CWEDD und der Verwaltungskommission des PNPE bestätigt;

Nördlich des Kanals gelegene Grünegebiete

In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass das "Puffergebiet" oder "Landschaftsgebiet" für die Erhaltung eines angenehmen Lebensrahmens unzureichend sei, und dass sie daher um dessen Erweiterung bitten;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Belœil zur Wachsamkeit in Sachen Raumordnung im Hinblick auf die Aufrechterhaltung einer Anschlussmöglichkeit an den Kanal aufruft, um zu vermeiden, dass hinsichtlich der wirtschaftlichen Entwicklung die Zukunft gefährdet wird;

In der Erwägung, dass der CRAT der Eintragung dreier Grünegebiete vorbehaltlich einer Anschlussmöglichkeit des Gewerbegebiets an die Wasserstraße zustimmt; dass er der Ansicht ist, dass diese Grünegebiete ihren Zweck als Puffer für die Einwohner des Weilers La Boitrie erfüllen werden; dass in der Absicht, einen Zugangsmöglichkeit zur Wasserstraße zu erhalten, der CRAT vorschlägt, eine Zweckbestimmung als gemischtes Gewerbegebiet des westlichen Teils des am westlichsten gelegenen Grünegebiets vorzuziehen;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Eintragung dreier Grünegebiete zustimmt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE der Auffassung ist, dass die vorgesehenen Grünegebiete nicht als bloße Pufferzonen zur Verhüllung der Aktivitäten dienen müssten, sondern als Optimierungsmittel für die Anpassung der Gewerbegebiete in landwirtschaftlicher und umweltbezogener Hinsicht;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE von jeglicher Verstädterung der Grünegebiete und des ländlichen Gebiets südlich der Gewerbegebiete abrät, um einen unmittelbaren Anschluss an den Kanal zu erhalten;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Vorrichtungen, die sich die Beschwerdeführer wünschen, hauptsächlich zum Verstecken der künftigen, im Gewerbegebiet zu errichtenden Gebäude vor ihren Augen und zur Reduzierung der etwaigen, mit den Aktivitäten verbundenen Lärmbelästigungen dienen sollen; dass die Gefahr einer belästigenden Beschattung ihrer Güter dagegen durch die nördliche Ansiedlung des künftigen Gewerbegebiets beseitigt werden kann;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass die Eintragung von Grünegebieten, die an die Gewerbegebiete angrenzen, letztendlich die Einsetzung von Sichtschutzpflanzungen zwischen diesen Gebieten, dem Straßen- und Wegenetz und den nahegelegenen Wohnorten herbeiführen werde, und dass diese Schutzpflanzungen sich positiv auswirken werden, indem sie den Anblick der Gewerbegebiete verdecken;

In der Erwägung, dass der Zweck des Grünegebiets im Sektorenplan der Beitrag zur Landschaftsgestaltung und die Bildung einer geeigneten pflanzlichen Übergangszone zwischen Gebieten mit unvereinbaren Zweckbestimmungen ist; dass die von der Wallonischen Regierung südlich des neuen gemischten Gewerbegebiets vorgesehenen Grünegebiete dieser Definition vollkommen entsprechen,

In der Erwägung aber, dass deren Wirkungskraft im vorliegenden Fall von der Ununterbrochenheit und der Dichtigkeit der Pflanzungen abhängt; dass es folglich nicht annehmbar wäre, sie zum Zwecke des Anschlusses an die Wasserstraße im Sinne der Anforderungen des Gemeinderats von Belœil, des CRAT und der Verwaltungskommission des PNPE durchzubrechen;

In der Erwägung, dass in dieser Hinsicht die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass die Herstellung eines unmittelbaren Anschlusses an den Kanal durch das Grünegebiet und das ländliche Wohngebiet des Weilers La Boitrie hindurch laut dem Umweltverträglichkeitsprüfer nicht gerechtfertigt ist, sofern ein Zugang zum Wasserweg mittels der künftigen Umgehungsstraße von Péruwelz gewährleistet werden kann und weil ein solcher Anschluss sowieso mit der Option, den Lebensrahmen der Einwohner des Weilers zu schützen, prinzipiell unvereinbar wäre;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen beschließt, ein ununterbrochenes Grüngelände südlich des neuen gemischten Gewerbegebiets zu erhalten und auf hundert Meter (gemessen ab der Achse der rue Ponchau) zu vertiefen, um den Beschwerden der Anwohner satzzugeben;

In der Erwägung schließlich, dass die Wallonische Regierung darauf hindeutet, dass selbst das Gewerbegebiet mit einem Isoliergebiet oder einer Abschirmvorrichtung versehen sein sollte, damit die Anwohner noch wirksamer geschützt werden können;

In der Erwägung, dass durch diesen Beschluss die Fläche des gemischten Gewerbegebiets um ungefähr ein Hektar reduziert wird;

Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen

In Erwägung des Vorschlags der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege, den autonomen Hafen Centre-Ouest ("port autonome du centre et de l'ouest", PACO) über die Zweckmäßigkeit dessen zu befragen, in Höhe des Kais "Bataille" (der innerhalb des östlich eingetragenen Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen zwischen der SNCB-Brücke und dem Jachthafen liegt) Möglichkeiten des Güterumschlags beizubehalten;

In der Erwägung, dass der CRAT der Eintragung zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen nicht zustimmt;

In der Erwägung, dass der CRAT die Aufrechterhaltung beider bestehender industrieller Gewerbegebiete für zweckmäßiger hält, um langfristig sicherzustellen, dass ein Anschluss an den Kanal weiter besteht, indem die Entwicklung kleinerer Infrastrukturen auf dem Kai von La Boitrie ermöglicht wird, zumal die vorgesehene Eintragung gegenüberliegender Grüngelände die Entwicklung von Anlagen dieser Art im Süden nicht mehr erlaubt;

In der Erwägung, dass der CRAT im Gegensatz zum Umweltverträglichkeitsprüfer der Ansicht ist, dass die Eintragung zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen keine Gelegenheit dafür bietet, den Ausbau von Tätigkeiten in der Nähe der Kanalufer optimal beherrschen zu können;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Eintragung zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen zustimmt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE zum Planentwurf ein günstiges Gutachten mit Bemerkungen abgegeben hat; dass durch diese Bemerkungen die Eintragung der zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen nicht hinterfragt wird;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf aufmerksam macht, dass ihre Option einer Umwandlung beider nördlich des Kanals gelegener industrieller Gewerbegebiete in Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen nicht zur Folge hat, jedwede Nutzung des modalen Potenzials der Wasserstraße durch die im künftigen Gewerbegebiet angesiedelten Unternehmen zu untersagen, sondern vor allem darauf abzielt, mithilfe der Bauten und Einrichtungen, die in Zukunft dort erlaubt werden können, das Gemeinwohl zu fördern;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer nämlich bewiesen hat, dass mehrere Lösungen für die Benutzung der Kais entlang der Wasserstraße je nach den Bedürfnissen der Unternehmen möglich sind (insbesondere im Bereich des nicht-regelmäßigen und relativ seltenen Umschlags von Schüttgut), und ebenfalls auf das Interesse hingewiesen, Freiraum für die Erweiterung der bestehenden Freizeitanlagen und die Einrichtung von Anlagen zugunsten der Nutzer des RAVEL-Netztes sowie von Diensten für die Bevölkerung und die Personen, die die Gewerbegebiete besuchen, vorzubehalten.

In der Erwägung, dass der CRAT ihre Stellungnahme nicht begründet, laut der die Eintragung zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen es nicht erlaube, den Ausbau von Tätigkeiten in der Nähe der Kanalufer optimal beherrschen zu können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung abschließend beschließt, die am nördlichen Kanalufer vorgesehene Eintragung der zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen beizubehalten;

Wohngebiete und ländliche Wohngebiete in Cerfontaine

In der Erwägung, dass der CRAT der Eintragung der Wohngebiete und der ländlichen Wohngebiete in Cerfontaine zustimmt; dass er feststellt, dass die geplanten Zweckbestimmungen tatsächlichen Sachverhalten entsprechen;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Eintragung dreier Wohngebiete und eines ländlichen Wohngebiets zustimmt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE zum Planentwurf ein günstiges Gutachten mit Bemerkungen abgegeben hat; dass durch diese Bemerkungen die Eintragung der Wohngebiete und der ländlichen Wohngebiete nicht hinterfragt wird;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Eintragung der Wohngebiete und der ländlichen Wohngebiete im Einklang mit den Gutachten der Gemeinderäte, des CRAT, des CWEDD und der Verwaltungskommission des PNPE bestätigt;

Geplante Trasse zweier Teilstrecken der Ostumgehungsstraße von Péruwelz und ihrer Reserveumkreise, und Trasse der bereits gebauten Teilstrecke

In der Erwägung, dass Beschwerden eingegangen sind, die sich auf die Errichtung des Kreisverkehrs zwischen der N60 und der künftigen Umgehungsstraße von Péruwelz sowie auf dessen Geruchs- und Lärmbelastigungen beziehen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer sich darüber beklagt, dass seine Beschwerden bisher kaum berücksichtigt worden seien (vor allem was den Kreisverkehr betrifft), und hofft, dass für einen reibungslosen Ablauf der Arbeiten gesorgt wird und dass die für das Gebiet Verantwortlichen ihre Verpflichtungen einhalten werden;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer über die endgültige Trasse der künftigen Umgehungsstraße von Péruwelz Bescheid wissen möchte, weil der Reserveumkreis an sein Eigentum grenzt;

In der Erwägung, dass der CRAT der Eintragung der geplanten Trasse zweier Teilstrecken der Ostumgehungsstraße von Péruwelz, der Eintragung der Reserveumkreise, die zur Vorbehaltung der für ihre Verwirklichung als Überdruck über die durchquerten Gebiete erforderlichen Fläche bestimmt sind, und der Eintragung der Trasse der bereits gebauten Teilstrecke zustimmt;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Eintragung der geplanten Trasse zweier Teilstrecken der Ostumgehungsstraße von Péruwelz, ihrer Reserveumkreise als Überdruck über die durchquerten Gebiete, und der Trasse der bereits gebauten Teilstrecke zustimmt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE zum Planentwurf ein günstiges Gutachten mit Bemerkungen abgegeben hat; dass durch diese Bemerkungen die Eintragung der Trassen, geplanten Trassen und Reserveumkreise als Überdruck über die durchquerten Gebiete nicht hinterfragt wird;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE eine Reihe von Empfehlungen zum Entwurf einer neuen, mit der Wahrnehmung des Stadteingangs von Péruwelz und des Naturparks verbundenen Kommunikationsinfrastruktur macht;

## Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Beschwerde betreffend den Bau des auf der N60 geplanten Kreisverkehrs zur Kenntnis nimmt; dass die Städtebaugenehmigung bezüglich dieser Ausrüstung am 8. April 2011 ausgestellt worden ist; dass der Anlass der Beschwerde zum vorliegenden Verfahren nicht mehr gehört;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Auffassung ist, was die mit der künftigen Umgehungsstraße von Péruwelz verbundenen Lärmbelastigungen angeht, dass der Planvorentwurf Schwankungen des Geräuschpegels von etwa 1 bis 1,5 dB(A) auf Höhe bestimmter Anwohnerhäuser hervorrufen werde; dass eine solche Erhöhung vom menschlichen Ohr kaum wahrnehmbar ist;

In der Erwägung, dass die von der Wallonischen Regierung geplante Änderung der Trasse des nördlich des Kanals gelegenen Abschnitts der Umgehungsstraße von Péruwelz zur Folge hat, diesen noch weiter von den entlang der N60 angesiedelten Wohnhäusern abzurücken;

In der Erwägung, dass die Umgehungsstraße von Péruwelz innerhalb des geplanten Reserveumkreises wird eingetragen werden müssen; dass dessen Breite auf 75 Meter beiderseits der Achse des Trassenentwurfs festgelegt worden ist; dass der geplante Reserveumkreis sich auf das Eigentum des Beschwerdeführers weniger auswirken wird als der zurzeit im Sektorenplan eingetragene Reserveumkreis;

In der Erwägung, dass die Trasse der neuen Kommunikationsinfrastruktur noch nicht bekannt ist, solange deren Entwurf nicht ausgearbeitet und einer öffentlichen Untersuchung unterzogen worden ist; dass zu jenem Zeitpunkt der Beschwerdeführer die Gelegenheit haben wird, seine Einwände und Bemerkungen geltend zu machen;

In der Erwägung, dass die Gestaltung der neuen Kommunikationsinfrastruktur nicht zum Sektorenplan gehört; dass übrigens im Textabschnitt des vorliegenden Erlasses über die Beschwerden und Bemerkungen in Bezug auf die geplanten Gewerbegebiete bereits auf das Gutachten der Verwaltungskommission des PNPE geantwortet worden ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung im Einklang mit den Gutachten der Gemeinderäte, des CRAT, des CWEDD und der Verwaltungskommission des PNPE die Eintragung der vorgesehenen Trasse zweier Teilstrecken der Ostumgehungsstraße von Péruwelz, die Eintragung der Reserveumkreise, die zur Vorbehaltung der für ihre Verwirklichung als Überdruck über die durchquerten Gebiete erforderlichen Fläche bestimmt sind, und die Eintragung der Trasse der bereits gebauten Teilstrecke der Umgehungsstraße bestätigt, sowie die Streichung der geplanten Trasse zweier Teilstrecken der Ostumgehungsstraße von Péruwelz und der als Überdruck über die durchquerten Gebiete in der Gemeinde Péruwelz eingetragenen Reserveumkreise;

## Raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen

## Allgemeine Beschwerden und Bemerkungen

In der Erwägung, dass der CWEDD den von vornherein eher ungerechten Austausch von Agrarflächen bedauert, sowohl hinsichtlich der Quantität als auch der Qualität;

In der Erwägung, dass der CWEDD Nachdruck darauf legt, dass die raumplanerische Maßnahme den Vorrang bekommen müsse, und dass zum Ausgleich der Bilanz andere raumplanerischen Alternativen zu finden seien, vor allem was das Agrargebiet angehe;

In Erwägung des Vorschlags der Verwaltungskommission des PNPE, die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumordnung von Casse-Cailloux in ein Agrargebiet beizubehalten, denn sie würde die Vorteile aufweisen, für die landwirtschaftliche Tätigkeit ein Gebiet wieder freizugeben, das nicht unmittelbar mit dem Stadtzentrum verbunden und derzeit Bestandteil einer lokalen charakteristischen Landschaft ist, und eine zurzeit als Wohngebiet eingetragene, südlich des domanialen Naturschutzgebiets gelegene Parzelle in Blaton in ein Naturgebiet umzuwandeln;

## Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Funktionsweise der raumplanerischen Maßnahme die Herstellung eines Gleichgewichts zwischen den zur Verstärkung bestimmten Gebieten und den nicht zur Verstärkung bestimmten Gebieten erforderlich macht statt eines Gleichgewichts hinsichtlich der Anzahl der verteilten Gebiete; dass die Wallonische Regierung nicht rechtlich verpflichtet ist, für die landwirtschaftliche Tätigkeit ein Potenzial freizugeben, das demjenigen entspricht, das sie zu ändern vorhat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ihre Optionen bezüglich der von ihr auferlegten Ausgleichsmaßnahmen im Erlass zur vorläufigen Annahme des Planentwurfs bereits begründet hat; dass die Gutachten des CWEDD und der Verwaltungskommission des PNPE keinen neuen Aspekt vorbringen, der eine Abweichung davon vertretbar machen würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung im Erlass zur vorläufigen Annahme des Planentwurfs die Gründe bereits dargelegt hat, aus denen sie die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumordnung von Casse-Cailloux in ein Agrargebiet nicht beibehält; dass die Begründungen der Verwaltungskommission des PNPE sich nicht dazu eignen, ihre Beurteilung ändern zu lassen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die Ausgleichsmaßnahmen, die sie aufgrund ihrer Analyse der Gutachten der verschiedenen, von ihr zu Rate gezogenen Instanzen ausgewählt hat, es nicht rechtfertigen, der von der Verwaltungskommission des PNPE vorgeschlagene Alternative auf dem Gebiet der Gemeinde Bernissart nachzukommen;

## Agrargebiete und Forstgebiet in Cerfontaine, Bon-Secours und Thumaide

In der Erwägung, dass der CRAT der Eintragung von Agrargebieten und von einem Forstgebiet in Cerfontaine, Bon-Secours und Thumaide zustimmt;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass die geplanten Zweckbestimmungen tatsächlichen Sachverhalten entsprechen und dass die Änderung der Zweckbestimmung der betroffenen Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung in Anbetracht ihrer Entfernung vom Zentrum von Péruwelz gerechtfertigt sei;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Eintragung zweier Agrargebiete in Cerfontaine, eines Agrargebiets mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse in Bon-Secours, eines Forstgebiets mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse in Cerfontaine und eines Agrargebiets in Thumaide zustimmt;

## Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung folglich die Eintragung:

- eines Agrargebiets in Thumaide;
- eines Agrargebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst, in Bon-Secours;
- zweier Agrargebiete in Cerfontaine;
- eines Forstgebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst, in Cerfontaine;

im Einklang mit den Gutachten der Gemeinderäte, des CRAT, des CWEDD und der Verwaltungskommission des PNPE bestätigt;

## Forstgebiete in La Bruyère (Belœil)

In der Erwägung, dass der CRAT der Eintragung zweier Forstgebiete in La Bruyère zustimmt, und auf die weiter bestehende Möglichkeit hinweist, angesichts der Knappheit an Rotsandstein in der Wallonie, in Abweichung vom Sektorenplan den Abbau oder die Verwertung dieses Rohstoffes im Steinbruch "Carrière des Roches rouges" für einen begrenzten Zeitraum unter den in Artikel 110 des Gesetzbuches festgelegten Bedingungen zu erlauben;

In der Erwägung, dass der CWEDD den Umkreis für raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen in La Bruyère befürwortet, nicht aber die von der Wallonischen Regierung vorgeschlagene Eintragung von Forstgebieten (die jeweils einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfassen);

In Erwägung der Empfehlung des CWEDD, die Parzellen der drei stillgelegten Steinbrüche in einem Naturgebiet mit Umkreis von landschaftlichem Interesse einzutragen, da der Umweltverträglichkeitsprüfer den hohen biologischen Wert dieser Grundstücke herausgestellt hat;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE eine Eintragung als Naturgebiete des zurzeit als Abbaugelände eingetragenen Gelände in La Bruyère für angemessener hält;

In der Erwägung, dass dieser Standpunkt auf einem Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beruht, das von der Verwaltungskommission des PNPE beantragt wurde und laut dem es ratsam wäre, zur Bewahrung ihres biologischen Interesses die Bewaldung des Steinbruchs "des Rouges", der großen Sandgrube "Brouillard" und der kleinen Sandgrube "Brouillard" zu vermeiden;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, diesen Empfehlungen hinsichtlich der stillgelegten Sandgruben beizupflichten und Letztere als Naturgebiete einzutragen, um die bestehenden natürlichen Lebensräume zu erhalten, zu schützen und wiederherzustellen, die ökologisch besonders wertvoll sind oder Bestände unbedingt zu schützender Arten darstellen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung hingegen beschließt, den Steinbruch "des Roches rouges" als Grüngebiet einzutragen, um dessen Bewaldung zu vermeiden und somit der Empfehlung des CRAT, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung des noch vorhandenen Rotsandsteins als Ausnahmefall bestehen zu lassen, zu folgen; dass eine derartige Abweichung vom Sektorenplan im Falle der Umwandlung des Steinbruchs in ein Naturgebiet nur schwierig eingeräumt werden könnte;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ansonsten das Forstgebiet beibehält, das sie anstelle des Teils des Freizeitgebiets, der nicht Gegenstand einer Camping-Genehmigung ist, einzutragen vorhatte;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung außerdem den Umkreis von landschaftlichem Interesse bestätigt, den sie als Überdruck über die vorerwähnten Gebiete einzutragen vorhatte;

Südlich des Kanals gelegene Grüngebiete

In der Erwägung, dass der CRAT der Umwandlung des in La Buisserie gelegenen industriellen Gewerbegebiets in ein Grüngebiet zustimmt; dass es in Anbetracht der mit dem Gebiet verbundenen Einschränkungen und seiner umschlossenen Lage unangebracht wäre, dort ein industrielles Gewerbegebiet beizubehalten; dass des Weiteren durch die Zweckbestimmung als Grüngebiet ein qualitativ hochwertiger Lebensrahmen für die Einwohner der Weiler La Hurtrie und La Boitrie gesichert werden kann;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Eintragung des südlich des Kanals geplanten Grüngebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse in seinem zwischen der Ost-Umgehungsstraße und der Eisenbahn gelegenen Teil enthält, zustimmt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE zum Planentwurf ein günstiges Gutachten mit Bemerkungen abgegeben hat; dass durch diese Bemerkungen die Eintragung der südlich des Kanals gelegenen Grüngebiete und des Umkreises von landschaftlichem Interesse als Überdruck über letztere Gebiete, über das entlang des Kanals bereits eingetragene Grüngebiet und den Kanal selbst, nicht hinterfragt wird;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung folglich die Eintragung folgender Gebiete in La Buisserie:

— eines Grüngebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst;

— eines Grüngebiets;

— eines Umkreises von landschaftlichem Interesse als Überdruck über das bestehende Grüngebiet und den Kanal selbst;

im Einklang mit den Gutachten der Gemeinderäte, des CRAT, des CWEDD und der Verwaltungskommission des PNPE bestätigt;

Parkgebiet in der Stadtmitte von Péruwelz

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Péruwelz die Lage des zurzeit als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen eingetragenen Gebiets im Verhältnis zu der des Sportzentrums, das gegenwärtig das Schwimmbad, den Fußballplatz und die Schule der nahegelegenen Stadtmitte umfasst, für besonders günstig erachtet, und es daher als Bodenreserve für die Entwicklung seiner weiteren Projekte bewahren möchte;

In der Erwägung, dass der CRAT der Eintragung des Parkgebiets in der Stadtmitte von Péruwelz zustimmt; dass die geplante Zweckbestimmung einem tatsächlichen Sachverhalt entspricht;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Eintragung eines Parkgebiets in Péruwelz zustimmt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE die von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nicht in Frage stellt, außer der Eintragung der zurzeit als Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen eingetragenen Grundstücke in der Stadtmitte von Péruwelz als Parkgebiete, denn dieses Gebiet liegt in einem Umkreis für Stadterneuerungsaktionen, in dem Entwicklungsprojekte vorgesehen sind;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung den Wunsch des Gemeinderates von Péruwelz zur Kenntnis nimmt;

In der Erwägung, dass ein Teil des bestehenden Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen innerhalb des Umkreises für Stadterneuerungsaktionen des "Quartier du centre" (Zentrumsviertel) von Péruwelz liegt, der durch Ministerialerlass vom 4. Dezember 1990 verabschiedet wurde, in welchem die Gründung eines regelrechten, allen Einwohnern, Touristen und Schülern der Gemeinde sowie der benachbarten Gemeinden zugänglichen sportlichen Anziehungspunkts vorgesehen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, der Bitte des Gemeinderats von Péruwelz in Bezug auf den innerhalb des vorerwähnten Umkreises gelegenen Teil des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen nachzukommen, damit die im Rahmen der laufenden Stadterneuerungsaktion in Betracht gezogenen Projekte nicht gefährdet werden und das im restlichen Teil vorgesehene Parkgebiet erhalten wird;

In der Erwägung, dass das neue Parkgebiet auch ohne die Teilgebiete mit unterschiedlicher Zweckbestimmung an ein schon bestehendes Parkgebiet angrenzt, zu dem es zweckdienlich hinzugezählt werden kann;

In der Erwägung, dass durch diesen Beschluss die Fläche des vorgesehenen Parkgebiets um ungefähr ein Hektar reduziert wird;

#### Alternative Ausgleichsmaßnahmen

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer nicht verstehen könne, inwiefern die kollektive Klärstation von La Boitrie eine alternative Ausgleichsmaßnahme bilde – wohingegen der Bau individueller Kläranlagen ihm als eine realistischere Lösung erscheine, und sich als entrüstet darüber erklärt, dass die Klärstation für die neuen Gewerbegebiete gegenüber dem Weiler La Boitrie vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass die GRACQ im Rahmen der öffentlichen Untersuchung eine Stellungnahme abgegeben hat; dass er die alternative Ausgleichsmaßnahme "sanfte Verkehrsmittel" befürwortet und dabei eine Reihe von Bedingungen vorlegt, die ihrer Auffassung nach zu erfüllen seien, um eine zweckmäßige Verbindung zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Belœil sich ebenfalls über die alternative Ausgleichsmaßnahme im Mobilitätsbereich freut, die darauf abzielt, Fußgängern und Radfahrern ab dem Zentrum von Basècles einen vollkommen verkehrssicheren Zugang zu den neuen Gewerbegebieten und Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen anzubieten;

In der Erwägung, dass der CRAT die alternativen Ausgleichsmaßnahmen anerkennt, sich aber darauf beruft, dass sie mangels einer allgemeinen Auflistung über die alternativen Ausgleichsmaßnahmen nicht in der Lage sei, deren Zulänglichkeit zu begutachten;

In der Erwägung, dass der CWEDD ein günstiges Gutachten über die von der Wallonischen Regierung alternativen Ausgleichsmaßnahmen abgegeben hat und darin behauptet, dass "in dem Umweltverträglichkeitsprüfung die Zweckmäßigkeit der beiden Maßnahmen" deutlich veranschaulicht sei;

In der Erwägung, dass der CWEDD zudem eine Überwachung der drei Steinbrüche, deren Zweckbestimmung die Wallonische Regierung im Rahmen einer raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme zu wechseln vorschlägt, durch die IDETA und durch Fachpersonen als alternative Ausgleichsmaßnahme empfiehlt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des PNPE angesichts des andauernden städtebaulichen Verfalls des Stadteingangs von Péruwelz (N60) die vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagene alternative Ausgleichsmaßnahme zur Umqualifizierung und Wiederherstellung der N60 zwischen dem neuen Kreisverkehr und der Kanalbrücke unterstützt;

#### Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Ansiedlung der Klärstation für die neuen Gewerbegebiete in der Basisakte erwähnt wird, die dem Antrag der IDETA am Anfang des Verfahrens beigelegt war, und der Revision des Sektorenplans nicht unterliegt; dass sie eines Antrags auf Globalgenehmigung bedarf, der Gegenstand einer öffentlichen Untersuchung sein wird; dass der Beschwerdeführer seine Einwände wird gelten machen können, sobald diese Ansiedlung nach Abschluss der erforderlichen technischen Studien endgültig angenommen worden ist;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die alternative Ausgleichsmaßnahme einer Entwässerung des Weilers La Boitrie für günstig erachtet, insofern als sie das Anbringen individueller Klärsysteme für jede einzelne Wohnung überflüssig macht; dass derartige Systeme die Kontrolle des ordnungsgemäßen Funktionierens der Anlagen erschweren und höhere Installations- und Betriebskosten pro Einzelperson nach sich ziehen;

In der Erwägung, dass es für die Wallonische Regierung in Anbetracht der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Gutachten, die die von ihr zu Rate gezogenen Instanzen abgegeben haben, keinen Grund gibt, um die von ihr in operativer Hinsicht auferlegte alternative Ausgleichsmaßnahme der Entwässerung und des Anschlusses des Weilers La Boitrie an die Klärstation für die neuen Gewerbegebiete in Frage zu stellen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Empfehlungen der GRACQ zur Kenntnis nimmt und hinzufügt, dass das Programm und die Finanzierung der in Sachen Mobilität von ihr auferlegten alternativen Ausgleichsmaßnahme Gegenstand einer Vereinbarung zwischen den Gemeinden Belœil und Péruwelz auf der einen Seite und dem Verwalter des künftigen Gewerbegebiets auf der anderen Seite gewesen ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung hingegen für unnötig hält, der Empfehlung des CWEDD im Hinblick auf eine aufzuerlegende Umweltüberwachung der drei stillgelegten Steinbrüche als alternative Ausgleichsmaßnahme nachzukommen, weil Letztere innerhalb des Umkreises des Natura-2000-Bewerberggebietes BE32012 "Bord nord du bassin de la Haine" (Nordufer des Beckens der Haine) gelegen sind, das als solches bereits spezifischen Überwachungsmaßnahmen unterzogen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Gründe für ihre Ablehnung des Vorschlags des Umweltverträglichkeitsprüfers betreffend die Wiederherstellung der N60 bereits im Erlass zur vorläufigen Annahme des Planentwurfs dargelegt hat; dass die Gutachten des CWEDD und der Verwaltungskommission des PNPE keinen besonderen Aspekt vorbringen, der eine Abweichung davon rechtfertigen würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung folglich beschließt, die alternativen Ausgleichsmaßnahmen zu bestätigen, die sie bei Annahme des Planentwurfs vorgeschlagen hatte;

#### Übereinstimmung des geänderten Plans mit Artikel 46, § 1, 3° des Gesetzbuches (Ausgleichung)

In der Erwägung, dass die Änderungen des Planentwurfs nicht derart entworfen sind, dass sie die aus den damaligen Projekten der Wallonischen Regierung hervorgehende Bilanz der Flächen, die im Sektorenplan für das zur Verstärkung bestimmte Gebiet bzw. für das zur Verstärkung nicht bestimmte Gebiet vorgesehen sind, irgendwie umstürzen könnte; dass es daher keinen Anlass dazu gibt, die in Betracht gezogenen Ausgleichsmaßnahmen zu komplementieren;

In der Erwägung, dass demnach die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die Kombination der alternativen und raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen, die für die Ausgleichung jener neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiete in Betracht gezogen wurden, deren Eintragung im Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz von ihr festgesetzt wird, dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit gemäß Artikel 46, § 1, 3° des Gesetzbuches genügt;

#### Besondere Beschwerden und Bemerkungen

In Erwägung des Gesuchs eines Beschwerdeführers, den "Chemin de Sainte-Brigitte" nicht als Zugang zum Gewerbegebiet zu verwenden, sondern ausschließlich den Anwohnern und den sanften Verkehrsmitteln vorzubehalten;

In Erwägung des Wunsches eines Beschwerdeführers, die niedrigeren Gebäude am Rande des neuen Gewerbegebiets anzusiedeln, so dass sie und die schon bestehenden Gebäude am besten zueinanderpassen;

In Erwägung des Wunsches eines Beschwerdeführers, dass hochstämmige Bäume angepflanzt werden, um aus seinem Gut hinaus die Sicht auf die Gebäude, die im künftigen Gewerbegebiet gebaut werden sollen, zu versperren;

In der Erwägung, dass einem Beschwerdeführer sehr daran gelegen ist, zu erfahren, was genau im Hinblick auf die Entwässerung der "Neuve-Chaussée" vorgesehen ist, und wer für die Einrichtung und Wartung der künftigen landschaftlichen Ausstattungen und Lärmschutzausstattungen in der Umgebung seines Guts verantwortlich sein wird;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer bedauert, dass Landwirte von Péruwelz in Schwierigkeit gebracht würden, damit Leuten unbekannter Herkunft ein Arbeitsplatz geschaffen werden könne;

#### Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer der Auffassung ist, was die optischen Beeinträchtigungen angeht, dass die am meisten betroffenen Orte die Wohnviertel in der Nähe von La Buissière und La Boitrie seien; dass sich die Einsetzung von Sichtschutzpflanzungen in den geplanten Grüngeländen als eine angemessene Maßnahme erweisen sollte;

In der Erwägung, dass diese Analyse weder im Gutachten des CWEDD noch in dem des CRAT in Frage gestellt worden ist;

In der Erwägung, dass die Antworten auf geäußerte Beschwerden und Bemerkungen entweder durch die Gestaltung des Sektorenplans oder durch die Beschlüsse zu dessen Durchführung bzw. durch die Raumordnungsunterlagen erbracht werden können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung vorerst darauf hinweist, dass aufgrund der Lage des künftigen Gewerbegebiets im Verhältnis zum Siedlungsgebiet von Péruwelz, das den größten Teil der Bevölkerung südlich des Kanals sammelt, nur wenige Anwohner durch die etwaigen Auswirkungen jenes Gebiets betroffen sind, und dass die räumliche Verteilung der Aktivitäten, deren Ansiedlung es ermöglichen wird, so entworfen ist, dass von den entlang der N60 konzentrierten Wohngebieten diejenigen Aktivitäten ferngehalten werden, die sich von vorneherein am erheblichsten auswirken werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ebenfalls betont, dass der von ihr vorgesehene Plan im Hinblick darauf entworfen worden ist, den Lebensrahmen der Einwohner der Weiler La Boitrie und La Hurtrie zu schützen, und dass dessen von ihr beschlossenen Änderungen, nämlich die Neugestaltung der nördlich des Weilers La Boitrie vorgesehenen Grüngelände, auch noch dazu beitragen sollen, diese Option zu festigen;

In der Erwägung, dass die Merkmale der Haupteinrichtungen des künftigen Gewerbegebiets zuerst durch die Informationen bekanntgegeben werden, die der vom Projektträger in Anwendung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten aufzustellenden Akte beigefügt sein werden; dass die Beschwerdeführer dann die Maßnahmen zur Vorbeugung, Begrenzung oder Ausgleichung der von ihnen bemängelten negativen Auswirkungen – insbesondere was die Lage der Zugänge zum Gewerbegebiet, die Abmessungen der genehmigten Gebäude oder die Bildung von Sichtschutzpflanzungen in der Nähe der Güter, die sich in dessen Umkreis oder dessen Nähe befinden, angeht – werden abwägen können;

In der Erwägung, dass das Sanierungsverfahren, dem die "Neuve-Chaussée" unterliegt, durch den Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet Schelde-Leie festgelegt wurde; dass sie unter das autonome Sanierungsverfahren fällt;

In der Erwägung, dass wenn auch der Umweltverträglichkeitsprüfer die Entwässerung der "Neuve-Chaussée" trotzdem als alternative Ausgleichsmaßnahme vorgeschlagen hat, dieser Vorschlag zum Zeitpunkt der Annahme des Planentwurfs nicht übernommen worden ist; dass der Plan infolgedessen keinen Einfluss auf das Sanierungsverfahren der "Neuve-Chaussée" hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung anlässlich des Beschlusses zur Revision des Sektorenplans eine Interessenabwägung zwischen der Entwicklung der wallonischen Landwirtschaft und der Schaffung von Arbeitsplätzen in anderen Tätigkeitssektoren vorgenommen hat; dass die vom Umweltverträglichkeitsprüfer festgestellten Auswirkungen des Planentwurfs auf die landwirtschaftliche Tätigkeit sie nicht um ihre Überzeugung gebracht haben; dass die Beschwerde nicht ausreicht, um die Option der Wallonischen Regierung in Frage zu stellen;

#### Archäologische Auswirkungen

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung eine archäologische Bewertung der neuen Gewerbegebiete vor deren Einrichtung für unentbehrlich hält;

In der Erwägung, dass diese Bestimmung bereits zu den Schlussfolgerungen ihres Erlasses zur Annahme des Sektorenplans gehört; dass ihr während der öffentlichen Untersuchung keine Beschwerde oder Bemerkung entgegengestellt worden ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung dementsprechend beschließt, sie beizubehalten;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Wallonische Regierung verabschiedet endgültig die Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/1 und 45/1) gemäß der dem vorliegenden Erlass als Anlage beigefügten Karte zwecks:

— der Streichung der geplanten Trasse zweier Teilstrecken der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Reserveumkreise, die als Überdruck über die auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz durchquerten Gebiete eingetragen sind;

— der Eintragung:

- \* dreier Wohngebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
  - \* eines ländlichen Wohngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
  - \* zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
  - \* eines gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Belœil und Péruwelz;
  - \* eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Belœil und Péruwelz;
  - \* eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
  - \* zweier Grüngelände auf dem Gebiet der Gemeinden Belœil und Péruwelz;
  - \* der geplanten Trasse zweier Teilstrecken der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Reserveumkreise, die zur Vorbehaltung der für ihre Verwirklichung notwendigen Fläche bestimmt sind;
  - \* der Trasse der bereits gebauten Strecke der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz;
  - \* eines Umkreises von landschaftlichem Interesse als Überdruck über einen Teil des südlich des Kanals eingetragenen Freizeitgebiets, zwischen der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Eisenbahn, und des Kanals selbst, auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- und als raumplanerische Ausgleiche:
- \* zweier Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
  - \* eines Agrargebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst, auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
  - \* eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil;



\* eines Forstgebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst, auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;

\* zweier Forstgebiete, die je einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfassen, auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil;

\* eines Grüngebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse auf dem zwischen der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Eisenbahn gelegenen Teil umfasst, auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;

\* eines Grüngebiets südlich der Eisenbahnlinie auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;

\* eines Grüngebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst, auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil;

\* eines Naturgebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst, auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil;

\* eines Parkgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz.

Als alternative Ausgleichsmaßnahmen erlegt sie Folgendes auf:

— in operativer Hinsicht:

\* die Entwässerung des Weilers La Boitrie und seinen Anschluss an die Klärstation der neuen gemischten Gewerbegebiete;

— im Mobilitätsbereich:

\* die Einrichtung eines vollkommen verkehrssicheren Fußgänger- und Radfahrerzugangs zu den neuen Gewerbegebieten und Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen ab dem Zentrum von Basècles.

**Art. 2** - Die Wallonische Regierung genehmigt die Vereinbarungen bezüglich des Programms und der Finanzierung der Arbeiten zur Durchführung der Ausgleichsmaßnahmen, die zwischen den Gemeinden Belœil und Péruwelz auf der einen Seite und der IDETA auf der anderen Seite abgeschlossen wurden, und beschließt, diese dem vorliegenden Erlass als Anlage beizufügen.

**Art. 3** - Eine archäologische Bewertung der neuen Gewerbegebiete ist vor der Einrichtung der jeweiligen Gebiete durchzuführen; Der Zeitplan der Arbeiten zur archäologischen Bewertung wird je nach der Verfügbarkeit der betroffenen Grundstücke im Einvernehmen zwischen dem Verwalter des künftigen Gewerbegebiets und der Direktion der Archäologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegt.

**Art. 4** - Die von der Regierung in Anwendung von Artikel 44 des Gesetzbuches vorgelegte Umwelterklärung wird vorliegendem Erlass als Anlage beigefügt.

**Art. 5** - Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

#### Liste der Beschwerdeführer

Identifizierung der Beschwerdeführer								
Beschwerdenummer	Anzahl Beschwerdeführer	Name	Vorname	Strassenr.	Straße	Postleitzahl	Stadt	Land
PER	1	GRACQ	Goffinet Luc	1	Place de la Station	5000	NAMUR	B
PER	2	DELEUZE	Michel	25	Rue de la Boiterie	7600	PERUWELZ	B
PER	3	LEROY-LECAT		1	Chemin Sainte Brigitte	7600	PERUWELZ	B
PER	4	CRETTEUR-MASSIN	F.	118	Rue Neuve Chaussée	7600	PERUWELZ	B
PER	5	THIERY LEKEUCHE		120	Rue Neuve Chaussée	7600	PERUWELZ	B
PER	6	Operative Generaldirektion Mobilität und Wasserwege - Ing. C. VANMUYSSEN						
BEL1		GRACQ	Goffinet Luc	1	Place de Station	5000	NAMUR	B
BEL2		LEROY	Herr	1	Chemin Sainte-Brigitte	7600	PERUWELZ	B
BEL2		LECAT	Frau	1	Chemin Sainte-Brigitte	7600	PERUWELZ	B

## Anlage 1

**Umwelterklärung über die endgültige Annahme der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) betreffend die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles)**

## I. Einleitung

Die vorliegende Umwelterklärung ist aufgrund des Artikels 44, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend das Gesetzbuch genannt) erforderlich.

Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung über die endgültige Annahme der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) betreffend die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles) beigelegt. Sie wird gleichzeitig mit dem besagten Erlass im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

In der vorliegenden Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die Umwelterwägungen in die Revision des Sektorenplans eingegliedert und die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind.

Die Gründe für die Entscheidungen, die bei der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der anderen untersuchten vernünftigen Lösungen getroffen worden sind, werden ebenfalls in dieser Umwelterklärung zusammengefasst.

Die vorliegende Umwelterklärung hat grundsätzlich einen zusammenfassenden Charakter; für die Details sollte man sich auf den Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung beziehen.

Der Übersichtlichkeit halber wird die Umwelterklärung in drei Kapitel unterteilt: das erste Kapitel betrifft den Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite die Chronologie dieser Revision und das dritte Kapitel umfasst Bemerkungen zur Umweltproblematik.

## II. Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) betrifft die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles).

Sie sieht folgende Maßnahmen vor:

— Die Streichung der geplanten Trasse von zwei Teilstrecken der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Reserveumkreise, die als Überdruck über die auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz durchquerten Gebiete eingetragen sind;

— Die Eintragung:

- o dreier Wohngebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o eines gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Belœil und Péruwelz;
- o eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Belœil und Péruwelz;
- o eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o zweier Grüngebiete auf dem Gebiet der Gemeinden Belœil und Péruwelz;
- o der geplanten Trasse von zwei Teilstrecken der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Reserveumkreise, die zur Vorbehaltung der für ihre Verwirklichung notwendigen Fläche bestimmt sind;
- o der Trasse der bereits gebauten Strecke der Ost-Umgehungsstraße Péruwelz;
- o eines Umkreises von landschaftlichem Interesse als Überdruck über einen Teil des südlich des Kanals eingetragenen Freizeitgebiets, zwischen der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Eisenbahn, und des Kanals selbst auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- und als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen:
- o zweier Agrargebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o eines Agrargebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil;
- o eines Forstgebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o zweier Forstgebiete, die einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthalten, auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil;
- o eines Grüngebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, auf dem zwischen der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Eisenbahn gelegenen Teil, auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o eines Grüngebiets südlich der Eisenbahnlinie auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz;
- o eines Grüngebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil;
- o eines Naturgebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, auf dem Gebiet der Gemeinde Belœil;
- o eines Parkgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz.

Sie legt folgende Maßnahmen als alternative Ausgleichsmaßnahmen auf:

— in operationeller Hinsicht:

o die Entwässerung des Weihers "Boitrie" und seines Anschlusses an die Kläranlage der neuen gemischten Gewerbegebiete;

— im Bereich der Mobilität:

o die Anlage eines perfekt geschützten Zugangs für die Fußgänger und Radfahrer zu den neuen Gewerbegebieten und Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen ab dem Zentrum Péruwelz und Basècles.

## III. Chronologie der Revision des Sektorenplans

21. April 2009 - Die IDETA übermittelt der Wallonischen Regierung in Anwendung des Artikels 42bis des

Gesetzbuches einen Antrag, der sich auf die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets und eines gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil bezieht.

Der Antrag der IDETA fügt sich in einen bis 2025 durchzuführenden sog. "plan de restockage" ein, der drei Zielsetzungen hat:

1. Rekonsolidierung um die bestehenden Entwicklungspole;
2. ein für das Gebiet ausgeglichenes und diversifiziertes Angebot von Grundstücken;
3. Schaffung von attraktiven Qualitätsräumen, die die Schaffung von Arbeitsstellen fördern.

Es handelt sich darum, einen "Polaris" genannten Entwicklungspol südlich des Gebiets entstehen zu lassen. Dieser stützt sich auf einen bestehenden bimodalen (Straße - Wasserweg) Pol, der hauptsächlich durch wirtschaftliche Aktivitäten gekennzeichnet ist (La Hurtrie und Champ Lionne), um neue, allgemein orientierte, gemischte und industrielle Aktivitäten aufzunehmen.

27. Mai 2009 - Erlass der Wallonischen Regierung, durch den die Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) beschlossen wird, und der Vorentwurf des Plans zur Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles) angenommen wird.

Die Wallonische Regierung hat vor, ein industrielles Gewerbegebiet und eines gemischtes Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil einzutragen, für eine Gesamtfläche von 93,94 ha, wovon 93,45 ha zur Zeit auf dem Sektorenplan als nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete eingetragen sind.

Der Planvorentwurf gleicht 76,78 ha der neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiete raumplanerisch aus und wird durch zwei operative alternative Ausgleichsmaßnahmen:

— die Entwässerung des Weihers "La Boitrie" und seines Anschlusses an die Kläranlage des neuen gemischten Gewerbegebiets;

— der Bau einer gemeinschaftlichen Einrichtung in dem neuen Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

und eine alternative Ausgleichsmaßnahme in Verbindung mit der Mobilität ergänzt:

— die Anlage eines perfekt geschützten Zugangs für die Fußgänger und Radfahrer zu den neuen Gewerbegebieten und Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen ab dem Zentrum von Péruwelz und Basècles.

Das Programm und die Finanzierung dieser Arbeiten werden den Gegenstand einer Vereinbarung zwischen den Gemeinden Belœil und Péruwelz einerseits und dem Verwalter des zukünftigen Gewerbegebiets andererseits bilden müssen.

29. September 2009 - Der Antragsteller informiert die Wallonische Regierung darüber, dass er das zugelassene Büro Aménagement S.C. ausgewählt hat um die Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend den Planvorentwurf durchzuführen.

19. November 2009 - Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) vorzunehmen zu lassen, zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles).

Der Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung wurde auf Anfrage des CRAT durch eine Analyse der Möglichkeiten des Anschlusses des Vorhabens an den Kanal Nimy-Blaton-Péronnes und deren Vereinbarkeit mit dem Wohngebiet mit ländlichem Charakter des Weilers La Boitrie ergänzt.

20. Januar 2012 - Hinterlegung der endgültigen Fassung der Studie.

29 März 2012 - Vorläufige Annahme des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/3, 44/4 und 45/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles).

Der Planentwurf gleicht 70,55 ha der neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiete raumordnerisch aus und berücksichtigt die operative alternative Ausgleichsmaßnahme betreffend die Entwässerung des Weilers La Boitrie und seinen Anschluss an die Klärstation des neuen Gewerbegebiets und die alternative Ausgleichsmaßnahme in Sachen Mobilität betreffend die Einrichtung eines perfekt gesicherten Fußgänger- und Fahrradfahrerzugangs zu dem neuen Gewerbegebiet sowie zum Gebiet für öffentliche Dienstleistungen und gemeinschaftliche Anlagen ab der Stadtmitte von Péruwelz und Basècles.

Zudem wird von der Wallonischen Regierung ebenfalls die Durchführung einer vorherigen archäologischen Bewertung der neuen Gewerbegebiete auferlegt.

25. Juni 2012 bis 10. September 2012 - öffentliche Untersuchung in den Gemeinden Péruwelz und Belœil.

26. Juni 2012 - Informationssitzung in Belœil (Basècles).

28. Juni 2012 - Informationssitzung in Péruwelz.

10. September 2012 - Sitzungen zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung in Belœil und Péruwelz.

18. September 2012 - Sitzungen zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung in Belœil und Péruwelz.

18. Oktober 2012 - Günstiges Gutachten des Gemeinderates von Belœil.

22. Oktober 2012 - Günstiges Gutachten des Gemeinderates von Péruwelz.

26. November 2012 - Günstiges Gutachten mit Bemerkungen des CWEDD.

20. Dezember 2012 - Günstiges Gutachten mit Bemerkungen des CRAT.

21. Dezember 2012 - Günstiges Gutachten mit Bemerkungen der Kommission für die Verwaltungskommission des Naturparks "plaines de l'Escaut" (PNPE).

#### IV. Umwelterwägungen

Am Ende der Konsultierungs- und Konzertierungsphase hat die Wallonische Regierung den einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Planentwurf abgeändert, um den Bemerkungen und Stellungnahmen Rechnung zu tragen, wenn diese begründet waren und zu einer Optimierung der Berücksichtigung der Umweltaspekte beitrugen. In der Erklärung wird zusammengefasst, inwiefern der vorliegende Erlass zur endgültigen Revision des Sektorenplans diese Erwägungen berücksichtigt hat, wobei für die Einzelheiten auf den Text des Erlasses und auf das Gutachten des CRAT verwiesen wird.

Die Wallonische Regierung hat also die folgenden Beschlüsse gefasst:

Schutz des Lebensumfelds der Anwohner der Gewerbegebiete

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung hat eine Abgrenzungs- und Zweckbestimmungsvariante vorgeschlagen, die dazu bestimmt ist, den Lebensrahmen der Einwohner der den neuen Gewerbegebieten naheliegenden Weiler La Boitrie und La Hurtrie zu schützen.

Die Wallonische Regierung hat diesem Vorschlag Rechnung getragen und beschlossen:

- das gemischte Gewerbegebiet, das sich in La Buissière, im durch die Umgehung, die Eisenbahnlinie und den Kanal gebildeten Dreieck befindet, in ein Grüngelände umzubilden, und einen Umkreis von landschaftlichem Interesse als Überdruck über Letzteres, das entlang des Kanals befindliche Grüngelände und den Kanal selbst einzutragen;
- einen Teil des industriellen Gewerbegebietes nordöstlich des Weilers La Hurtrie, entlang der Eisenbahnlinie, in ein Grüngelände umzuwandeln.

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, den Empfehlungen des CRAT, die darauf abzielen, die mittel- oder langfristige Möglichkeit eines Zugangs zur Wasserstraße aufrechtzuerhalten, nicht Rechnung zu tragen, da er das Lebensumfeld der Einwohner von La Boitrie beeinträchtigen würde.

Die Wallonische Regierung hat sich dafür entschieden, nicht nur ihre Option aufrechtzuerhalten, die Grüngelände südlich des gemischten Gewerbegebietes einzutragen, sondern ihnen auch eine kontinuierliche Tiefe von 100 Metern zu geben (gemessen ab der Achse der rue Ponchau), um auf diese Weise das Lebensumfeld der Anwohner, insbesondere der Einwohner des am Anfang des chemin Sainte Brigitte bestehenden Wohnhauses zu schützen.

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, dem Gutachten des CRAT zur Aufrechterhaltung beider industrieller Gewerbegebiete am nördlichen Ufer des Kanals nicht Rechnung zu tragen. Die Umwandlung dieser beiden Gebiete in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen wurde vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt und zielt vor allem darauf ab, die Gemeinnützigkeit durch die dort erlaubten Gebäude und Einrichtungen zu fördern.

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung hat nämlich bewiesen, dass mehrere Lösungen für die Benutzung der Kais entlang der Wasserstraße je nach den Bedürfnissen der Unternehmen möglich sind (insbesondere auf dem Gebiet des nicht-regelmäßigen und relativ seltenen Umschlags von Schüttgut), und ebenfalls auf das Interesse hingewiesen, Freiraum für die Erweiterung der bestehenden Freizeitanlagen und die Einrichtung von Anlagen zugunsten der Benutzer des RAVEL-Netzes sowie von Diensten für die Bevölkerung und die Personen, die die Gewerbegebiete besuchen, vorzubehalten.

Mehrere Wohngebäude befinden sich in den neuen Gewerbegebieten. Die Güter, die sich entlang der N60, am Eingang des künftigen Gewerbegebietes und in der Nähe des Anfangs des Projekts der Trasse zur östlichen Umgehung von Péruwelz befinden, haben eine besondere Lage, d.h. genau dort, wo das "Tor zur Stadt" errichtet werden könnte, das sich der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung als Maßnahme zur Verstärkung und zum bebauten Erbgut ausgedacht hat, oder dort, wo der Eingang zum Naturpark angelegt werden könnte, nach dem Gutachten der Verwaltungskommission des PNPE. Bei der Einrichtung dieser Orte ist ihrer Spezifität Rechnung zu tragen.

Die negativen Auswirkungen, die die Anwohner der neuen Gewerbegebiete anrängern, insbesondere hinsichtlich der Lage der Zugänge zum Gewerbegebiet, der Abmessungen der genehmigten Gebäude oder der Bildung von pflanzlichen Schirmen in der Nähe der Güter, die sich in dessen Umkreis oder dessen Nähe befinden, gehören nicht zum Sektorenplan. Sie können durch die Auskünfte berücksichtigt werden, die dem Anerkennungsumkreis beigelegt werden, der von der IDETA in Anwendung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten aufgestellt werden muss.

Die Wallonische Regierung hat jedoch beschlossen, das im Sektorenplan im äußeren nordwestlichen Teil des künftigen Gewerbegebietes eingetragene Wohngebiet aufrechtzuerhalten, damit die Anwohner dort bleiben können, und auch das angrenzende Agrargebiet zu erhalten, um, als Antwort auf die Feststellungen des Urhebers der Studie, die visuellen Auswirkungen der neuen Gewerbegebiet auf kurzen Abstand zu begrenzen.

Im gemischten Gewerbegebiet erlaubte Aktivitäten

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, der Empfehlung des CRAT, der dem gemischten Gewerbegebiet eine zusätzliche Vorschrift auferlegen wollte, durch die Handelsgeschäfte verboten werden sollten, nicht Rechnung zu tragen.

Die vom CRAT hervorgehobene Frage betreffend die Vereinbarkeit einer Handelsaktivität mit den Anlagen oder Infrastrukturen, die in dem neuen gemischten Gewerbegebiet den Zugang zur Wasserstraße ermöglichen (Rohrleitungen, Transportbänder, usw.) braucht überhaupt nicht gestellt werden, da diese Anlagen und Infrastrukturen den Optionen widersprechen, die zum Schutz des Lebensumfelds der Einwohner von La Boitrie dienen. Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung macht zudem keine Empfehlung hinsichtlich der Zweckmäßigkeit eines Ausschlusses von Handelsaktivitäten im gemischten Gewerbegebiet.

In der Stadtmitte von Péruwelz geplantes Parkgebiet

Der Gemeinderat von Péruwelz möchte das in der Stadtmitte befindliche Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen als Bodenreserve für die Entwicklung seiner weiteren Projekte bewahren.

Die Wallonische Regierung beschließt, dem Antrag Rechnung zu tragen, um den im Rahmen der laufenden Maßnahmen zur städtischen Erneuerung geplanten Projekt nicht entgegenzuwirken.

Abbau- und Freizeitgebiete in La Bruyère, die in Forstgebiete umgewandelt werden

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass die von der Wallonischen Regierung berücksichtigte Zweckbestimmung für die in La Bruyère vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen keine optimale Lösung darstellt, da die Bewaldung des Steinbruchs des Rouges, der großen Sandgrube Brouillard und der kleinen Sandgrube Brouillard ihrem biologischen Interesse entgegenwirken könnte. Er schlägt vor, sie in Naturgebiet umzuwandeln.

Zum Zeitpunkt der Bewilligung des Planentwurfs hat die Wallonische Regierung diese Alternative nicht berücksichtigt.

Der CRAT stimmt dieser Option zu, wobei er jedoch der Ansicht ist, dass eine Bewirtschaftung des Rotsandsteines für den Steinbruch Roches rouges möglich bleiben sollte, solange die in Artikel 110 des Gesetzbuches festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

Die Verwaltungskommission des PNPE stützt sich auf eine Analyse der Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und ist der Meinung, dass eine Wiederbewaldung dieser Standorte ihrem biologischen Interesse entgegenwirken würde.

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, zwei Sandgruben als Naturgebiet, und den Steinbruch Roches rouges als Grüngelände umzuwandeln (um die Möglichkeit einer Bewirtschaftung des Rotsandsteines aufrechtzuerhalten) und die heute als Freizeitgebiet gekennzeichneten Gelände, die nicht das gleiche biologische Interesse aufweisen, als

Forstgebiet aufrechtzuerhalten.

Bilanz der Ausgleichsmaßnahmen

Der von der Wallonischen Regierung angenommene Plan dient zum raumplanerischen Ausgleich von 69,3 ha neuer zur Verstärkung bestimmter Gebiete. Die im Planentwurf berücksichtigten alternativen Ausgleichsmaßnahmen wurden aufrechterhalten.

Auswirkungen auf das archäologische Erbe

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung hat im Studienumkreis sechs archäologische Stätten festgestellt, wovon sich drei im Umkreis der neuen Gewerbegebiete befinden.

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, eine vorherige archäologische Bewertung der neuen Gewerbegebiete durchführen zu lassen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die endgültige Annahme der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karten 44/4 und 45/1) betreffend die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil (Basècles) als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

---

## Anlage 2

Unser Zeichen: CRAT/12/AV.513

AB

20. Dezember 2012

### **Gutachten des CRAT über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz mit Hinblick auf die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Péruwelz und Belœil**

#### **EINLEITUNG**

Einreichung des Antrags und Antwort

— Durch ihr am 30. Oktober 2012 eingegangenes Schreiben hat die Zelle für die räumliche Entwicklung das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) über den besagten Entwurf beantragt.

— Gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUPE bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

— Der CRAT hat Kenntnis von den gesamten, oben aufgezählten Elementen der Akte genommen und sie analysiert.

Vorgeschichte

Der CRAT hat bereits mehrere Gutachten über dieses Projekt abgegeben:

1) Am 26. Juni 2009 hat der CRAT ein Gutachten über den Vorentwurf und den Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung abgegeben (Zeichen: 09/CRAT A.816-AN). "Der CRAT stimmt dem Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung zu.

Er ist der Ansicht, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung alle Elemente angeben muss, die es ermöglichen, die Multimodalität innerhalb des künftigen Gewerbegebiets zu fördern. Zu diesem Zweck schlägt der CRAT vor, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung u.a. die Möglichkeiten des Anschlusses des Vorhabens an den Kanal Nimy-Blaton-Péronnes und deren Vereinbarkeit mit dem Wohngebiet mit ländlichem Charakter des Weilers La Boitrie untersucht werden.

Der CRAT besteht ebenfalls darauf, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Relevanz der alternativen Ausgleichsmaßnahmen untersucht".

2) Am 29. April 2010 hat der CRAT Bemerkungen betreffend die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans mitgeteilt (Ref: 10/CRAT A.900-AN). "Er stimmt einer Weiterführung der Prüfung nicht zu.

Der CRAT ist der Ansicht, dass neben der Tatsache, dass die Phase I der Umweltverträglichkeitsprüfung keine Analyse der Folgen der Ausgleichsmaßnahmen umfasst, diese eine Anzahl Mängel und/Fragen aufweist, die behoben bzw. beantwortet werden sollten, bevor die Prüfung weiter geführt wird.

Im Allgemeinen bedauert der CRAT, dass die Vorschläge des Studienbüros das Benutzungspotential der Wasserstraße nicht hervorheben. Obwohl der CRAT der Ansicht ist, dass die Schaffung einer multimodalen Plattform in Péruwelz in der Tat nicht zweckmäßig ist, denkt er jedoch, dass der Kanal Nimy-Blaton-Péronnes ein Potential für mittelgroße Lastkähne darstellt.

Somit ist der CRAT der Ansicht, dass es nicht vernünftig ist, den Zugang zur Wasserstraße in unmittelbarer Nähe des Projekts zu beeinträchtigen.

Was die Standortvarianten betrifft, stellt der CRAT fest, dass die Begründung der Wahl des künftigen, im Vorentwurf angenommenen Gewerbegebiets die Nähe zur Wasserstraße ist. In der Studie wird aber darauf hingewiesen, dass die Tatsache, dass das Gebiet nicht an den Kanal angrenzt, automatisch eine Unterbrechung der Ladevorgänge mit sich bringt, so dass diese an anderen Stellen als in La Boiterie stattfinden könnten, obwohl der Kai von La Boiterie der nächste ist. Somit empfiehlt der CRAT, dass der Vergleich zwischen dem Vorentwurf und den Varianten, insbesondere die Alternative 2 anhand weiterer Argumente untermauert wird.

Im Allgemeinen stellt der CRAT sich Fragen über:

— Die Zweckmäßigkeit der Stilllegung des gemischten Gewerbegebiets südlich des Kanals. Die Studie hat in ihrem ersten Teil nämlich bewiesen, dass Gewerbegebiete eine Notwendigkeit sind, die u.a. vorliegendes Vorhaben rechtfertigt. Die Stilllegung des gemischten Gewerbegebiets scheint also nicht sehr begründet zu sein. Zudem vermindert diese Option das Aufwertungspotential der Wasserstraße, indem jede Möglichkeit einer wirtschaftlichen Entwicklung südlich des Kanals abgeschafft wird;

— Die Zweckmäßigkeit, einen Teil dieses Gebiets einerseits in ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung, deren Zweckbestimmung später durch den Gemeinderat festzulegen sein wird, und andererseits in Natur- und Agrargebiete umzuwandeln;

— Die Zweckmäßigkeit der Zweckbestimmung des Kais von La Boitrie als Freizeitgebiet, einerseits angesichts des Verwendungspotentials der Wasserstraße in Verbindung mit dem Gewerbegebiet und andererseits angesichts der Revision des laufenden Sektorenplans, die darauf abzielt, ein bedeutendes Freizeitgebiet entlang des Kanals Nimy-Blaton-Péronnes in Antoing anzusiedeln.

Andererseits möchte der CRAT, dass der Standort des industriellen und des gemischten Gewerbegebiets im Entwurf untersucht wird. Wenn der Entwurf ein Zurückgreifen auf die Wasserstraße beabsichtigt, kann man sich die Frage stellen, ob es nicht optimaler wäre, ein industrielles Gewerbegebiet südlich des vorgeschlagenen Gewerbegebiets vorzusehen.

Angesichts dieser Bemerkungen schlägt der CRAT vor, dass der Autor die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung ergänzt und ihm die diesbezüglichen ergänzenden Informationen darstellt, bevor er die zweite Phase der Studie startet.

Der CRAT ist ebenfalls der Ansicht, dass diese Ergänzung ebenfalls die tiefgehende Untersuchung der im Vorentwurf vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen umfassen könnte“.

3) Am 28. Juni 2010 hat der CRAT Bemerkungen betreffend die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans mitgeteilt (zweite Fassung - Ref: 10/CRAT A912-AN). "Der CRAT befürwortet die Weiterführung der Studie.

Der CRAT weist deutlich darauf hin, dass er in diesem Stadium der Prüfung die verschiedenen vorgeschlagenen Zweckbestimmungsoptionen nicht bestätigt.

In der zweiten Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung erwünscht sich der CRAT eine tiefgehende Untersuchung der Möglichkeiten von Verbindungen zwischen dem künftigen Gewerbegebiet und der Wasserstraße. Diese Untersuchung müsste es ermöglichen, den optimalen Kai für die Umladevorgänge sowie die optimale Zweckbestimmung für das Gebiet zwischen dem geplanten Gewerbegebiet und dem Kanal, sowie die eventuellen technischen Hilfsmittel für die Verbindung zwischen Gewerbegebiet und Kanal (Förderband,) zu bestimmen.

Andererseits fordert der CRAT, dass Kontakte mit den verschiedenen wirtschaftlichen Akteuren aufgenommen werden, die von der Revision des Sektorenplans betroffen werden, wie z.B. mit dem Port Autonome du Centre et de l'Ouest, mit den Betreibern der Steinbrüche, die von den Ausgleichsmaßnahmen betroffen werden, damit sie die Möglichkeit haben, ihre Entwicklungsabsichten zu erklären, und damit deren Vereinbarkeit mit dem Projekt untersucht werden kann. Der CRAT ist andererseits erstaunt, dass die wirtschaftlichen Auswirkungen der Ausgleichsmaßnahmen auf die verschiedenen Betriebe in der ersten Phase der Studie nicht untersucht worden sind“.

4) Am 07. Oktober 2010 hat der CRAT Bemerkungen betreffend die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans mitgeteilt (Ref: 10/CRAT A.943-AN). "Der CRAT befürwortet die Weiterführung der Studie.

Der CRAT wiederholt jedoch seine Fragen betreffend die Gewährleistung einer mittel- und langfristigen Verbindung zwischen dem künftigen Gewerbegebiet und der Wasserstraße (für das Laden von Waren von/für Betriebe, die sich im Gewerbegebiet befinden, sowie für eine mögliche bimodale Plattform). Er schlägt ebenfalls vor, sich beim autonomen Hafen Centre-Ouest (PACO) über die Entwicklungspotentialitäten der Wasserstraße auf längere Frist zu informieren.

Andererseits weist der CRAT auf die vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen hin:

— Was die "Sablière de Bury" betrifft, ist der CRAT der Ansicht, dass die Zweckbestimmung des Gebiets, das zwei Betriebe mit einer gültigen Genehmigung (die Sandgrube "Sablière de Bury" und die auf dem Gebiet der Lagerung und Sortierung von Baustoffen aktive "SA Jonniaux entreprises") beherbergt, nicht abgeändert werden sollte;

— Der CRAT ist ebenfalls der Ansicht, dass der Steinbruch Roches rouges und die große Sandgrube Brouillard trotz ihres Standorts in einem Natura 2000-Gebiet noch ein reelles Bewirtschaftungspotential aufweisen, das aufrechterhalten werden soll. Er weist ebenfalls darauf hin, dass die Abbautätigkeiten dem Schutz der biologischen Vielfalt nicht entgegenwirken“.

5) Am 22. Dezember 2011 hat der CRAT Bemerkungen betreffend die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets mitgeteilt (zweite Fassung - Ref: 11/CRAT A.1016-AN). "Der CRAT befürwortet die Weiterverfolgung des Verfahrens und nimmt den Entwurf und die in der 1. Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung erörterten Vorschläge zu raumplanerischen und alternativen Ausgleichsmaßnahmen zur Kenntnis.

Der CRAT wiederholt jedoch seine Fragen betreffend die Gewährleistung einer mittel- und langfristigen Verbindung zwischen dem künftigen Gewerbegebiet und der Wasserstraße (für das Laden von Waren von/für Betriebe, die sich im Gewerbegebiet befinden, sowie für eine mögliche bimodale Plattform).

Der CRAT ist jedoch der Ansicht, dass die Studie genug Elemente liefert, um die optimale Zweckbestimmung, die die Wasserstraße an dieser Stelle fördern kann, auszuwählen (Eintragung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen entlang des Kanals um Aktivitäten anzusiedeln, die die Wasserstraße benutzen, Aufrechterhaltung des Kais von La Hurtrie).

Hinsichtlich der neuen vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen äußert der CRAT folgende Bemerkungen:

— Betreffend das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung von Callenelle und das Gewerbegebiet von La Buissière stellt sich der CRAT Fragen über den Grundsatz der Stilllegung von Gebieten, die ursprünglich für wirtschaftliche Aktivitäten bestimmt waren, um die Zweckbestimmung eines neuen Gewerbegebiets auszugleichen;

— Betreffend das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung von Basècles stellt sich der CRAT ebenfalls Fragen über den Grundsatz seiner Stilllegung angesichts seiner Nähe zur Eisenbahnlinie und zur ehemaligen Station von Basècles sowie über seine Möglichkeiten im Bereich der städtischen Entwicklung.

Schließlich stellt der CRAT angesichts der dringenden Bedürfnisse an Gewerbegebieten in diesem Teil der Wallonie fest, dass die Durchführung der Phase 2 der Umweltverträglichkeitsprüfung sehr lange (14 Monate) gedauert hat“.

Beschreibung des Entwurfs

Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz bezweckt:

- die Streichung der geplanten Trasse von zwei Teilstrecken der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Reserveumkreise, die als Überdruck über die durchquerten Gebiete eingetragen sind;
- die Eintragung:
  - o eines industriellen Gewerbegebiets von 52,54 ha in Belœil und Péruwelz
  - o eines gemischten Gewerbegebiets von 41,34 ha in Belœil und Péruwelz
  - o zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen von 3,2 ha in Péruwelz
  - o dreier Wohngebiete in Péruwelz
  - o eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter in Péruwelz
  - o dreier Grüngelände von 4,64 ha in Belœil und Péruwelz
  - o der geplanten Trasse von zwei Strecken der Ostumgehungsstraße von Péruwelz und der Reserveumkreise, die zur Vorbehaltung der für ihre Verwirklichung notwendigen Fläche bestimmt sind
  - o der Trasse der bereits gebauten Strecke der Ostumgehungsstraße Péruwelz
    - o eines Umkreises von landschaftlichem Interesse als Überdruck über einen Teil des südlich des Kanals eingetragenen Freizeitgebiets, zwischen der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Eisenbahn, und des Kanals selbst auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz
- die Eintragung von mehreren raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen:
  - o zweier Agrargebiete in Péruwelz
  - o eines Agrargebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, in Péruwelz
  - o eines Forstgebiets, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse enthält, in Péruwelz
  - o eines Parkgebiets in Péruwelz
  - o eines Grüngeländes mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse in Péruwelz
  - o zweier Grüngelände mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse in Belœil
  - o eines Agrargebiets in Belœil
- die Auferlegung von mehreren alternativen Ausgleichsmaßnahmen:
  - o Entwässerung des Weihers "Boitrie" und sein Anschluss an die Kläranlage des neuen gemischten Gewerbegebiets
  - o Einrichtungen für die sanften Verkehrsmittel zwischen den neuen Gewerbegebieten und den neuen Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen einerseits und den Stadtmitten von Péruwelz und Basècles andererseits.

#### BERICHT

Über die Eintragung der industriellen und gemischten Gewerbegebiete

Der CRAT befürwortet die Eintragung der industriellen und gemischten Gewerbegebiete unter Vorbehalt der Berücksichtigung der nachstehenden Bemerkungen.

Der CRAT hält das Projekt für zweckmäßig, in dem Maße wo es dem offensichtlichen Bedarf an Grundstücken für wirtschaftliche Aktivitäten in der südlichen Teilzone des von der IDETA verwalteten Gebiets entspricht.

Er äußert jedoch Bemerkungen über die Modalitäten der Durchführung des Gebiets.

Der CRAT besteht darauf, dass die Möglichkeit eines Zugangs zur Wasserstraße (Kanal Nimy-Blaton-Péronnes) mittel- und langfristig aufrechterhalten wird. Er weist übrigens darauf hin, dass eines der Kriterien zur Begründung des Projekts sich auf den Standort im Verhältnis zur Wasserstraße stütze. Der vorliegende Entwurf beruht aber überhaupt nicht auf den Potentialitäten des Wassertransports. Der CRAT ist der Ansicht, dass die am Standort vorgesehenen Entwicklungen das Potential der Benutzung der Wasserstraße nicht beeinträchtigen dürfen.

In dieser Hinsicht schlägt der CRAT vor, dass das gemischte Gewerbegebiet, mindestens in seinem südlichen Teil, mit einer Vorschrift verbunden wird, die die Niederlassung von Handelsgeschäften im Gebiet untersagt, da solche mit potentiellen Infrastrukturen zur Verbindung mit dem Kanal (Rohrleitungen, Straßen mit LKW-Verkehr,) kaum vereinbar sind.

Was das Wohngebiet betrifft, das nun als gemischtes Gewerbegebiet bestimmt wird, empfiehlt der CRAT trotz der im CWATUPE stehenden Begrenzungen Maßnahmen, durch die diese Zweckbestimmung effektiv wird, und innerhalb des Gebiets keine isolierten Wohngebäude bleiben.

Über die Eintragung dreier Grüngelände nördlich des Kanals

Der CRAT befürwortet die Eintragung der drei Grüngelände, insofern dies eine Möglichkeit der Verbindung zwischen dem Gewerbegebiet und der Wasserstraße ergibt.

Der CRAT ist der Ansicht, dass diese drei Grüngelände eine Pufferzone für die Einwohner des Weilers la Boiterie darstellen werden.

Mit Hinblick auf die Möglichkeit der Aufrechterhaltung eines Zugangs zur Wasserstraße schlägt der CRAT vor, die Zweckbestimmung des westlichen Teils des Grüngeländes, das sich am meisten im Westen befindet, als gemischtes Gewerbegebiet zu bevorzugen.

Über die Eintragung zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen nördlich des Kanals

Der CRAT spricht sich gegen die Eintragung von zwei Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen aus.

Der CRAT ist nämlich der Ansicht, dass es zweckmäßiger ist, dass diese beiden Gebiete als industrielle Gewerbegebiete aufrechterhalten werden, damit die Verbindung mit dem Kanal langfristig gewährleistet wird und sich leichte Infrastrukturen auf dem Kai von La Boiterie entwickeln können. Im Gegensatz zum Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der CRAT nicht der Ansicht, dass das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen eine optimale Beherrschung der Entwicklung der Aktivitäten in der Nähe der Ufer des Kanals ermöglichen würde.

Über die Eintragung eines Grüngeländes in La Buisserie

Der CRAT stimmt der Eintragung des Grüngeländes zu.

Seine Ansicht ist nämlich, dass es angesichts der den Standort belastenden Zwänge und seiner Abkapselung nicht zweckmäßig ist, dieses Gebiet als Gewerbegebiet zu erhalten. Darüber hinaus bietet eine Zweckbestimmung als Grüngelände eine Garantie für die Qualität des Lebensumfelds der Einwohner der Weiler La Hurtrie und La Boiterie.

Angesichts der Änderung der Zweckbestimmung dieses Gebiets und somit der Unmöglichkeit einen Kai auf dieser Kanalseite einzurichten, besteht der CRAT darauf, dass eine solche Einrichtung auf der anderen Kanalseite nicht beeinträchtigt wird.

Über die Eintragung von Agrar-, Forst-, Park-, Wohngebieten und Wohngebieten mit ländlichem Charakter in Cerfontaine, Bon-Secours, Thumaide und in der Stadtmitte von Péruwelz

Der CRAT stimmt der Eintragung dieser verschiedenen Gebiete zu.

Er stellt fest, dass diese neuen Zweckbestimmungen eigentlichen Sachlagen entsprechen. Darüber hinaus sind die Änderungen der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung angesichts der Entfernung zur Stadtmitte von Péruwelz gerechtfertigt.

Über die Eintragung zweier Forstgebiete in La Bruyère

Der CRAT befürwortet die Eintragung von zwei Forstgebieten als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen.

Er weist jedoch darauf hin, dass die Informationen betreffend die potentiell noch verwertbaren Vorkommen nicht sehr deutlich sind.

Was den Steinbruch Roches Rouges betrifft, weist der CRAT angesichts der Seltenheit von Rotsandstein in der Wallonie darauf hin, dass auf Artikel 110 des CWATUPE zurückgegriffen werden kann, um für eine bestimmte Zeitdauer die Gewinnung oder Verwertung von Ziergestein ab einem früher bewirtschafteten Steinbruch zu ermöglichen, wenn dieses Ziergestein für eine Renovierungs-, Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiedererrichtungsbau- stelle eines Gebäudes unter Beachtung der Anforderungen des bebauten Bereichs notwendig ist.

Über die Eintragung der geplanten Trasse von zwei Teilstrecken der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz und der Reserveumkreise, die zur Vorbehaltung der für ihre Verwirklichung notwendigen Fläche bestimmt sind, und die Eintragung der Trasse der bereits durchgeführten Teilstrecke der Ost-Umgehungsstraße von Péruwelz

Der CRAT befürwortet diese Abänderungen.

Über die alternativen Ausgleichsmaßnahmen

Der CRAT bestätigt die vorgeschlagenen alternativen Ausgleichsmaßnahmen.

Der CRAT stellt fest, dass die Eintragung des Gewerbegebiets ganz zum Nachteil des Agrargebiets erfolgt. Er stellt ebenfalls fest, dass der Entwurf zur Revision des Sektorenplans ein Defizit an nicht verstädterbaren Grundstücken in Höhe von 22,9 ha mit sich bringt. Mangels eines allgemeinen Bewertungsrasters für alternative Ausgleichsmaßnahmen ist es ihm nicht möglich, zu bewerten, ob die in vorliegendem Entwurf vorgeschlagenen alternativen Ausgleichsmaßnahmen reichen.

Über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

Der CRAT beurteilt die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als gut.

Er ist der Ansicht, dass obwohl er mehrmals um Gutachten befragt wurde, es in der Studie keine Reaktion auf die in diesen Gutachten erörterten Bemerkungen gibt, u.a. was die Verbindung mit dem Kanal oder die alternativen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen, die vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen wurden, betrifft.

Der CRAT bedauert die fehlende Proaktivität und den Mangel an Dialog mit den verschiedenen betreffenden Parteien (autonomer Hafen Centre-Ouest (PACO), Steinbruchbetreiber).

Er bedauert ebenfalls das Fehlen einer bezifferten Bilanz der betreffenden Flächen.

Pierre GOVAERTS,

Vorsitzender

---

## VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2013/27111]

#### **28 MAART 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) met het oog op de opneming van nieuwe bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles)**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juli 1981 tot oprichting van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz, met name gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 16 februari 1989, 20 december 1990, 7 maart 1991, 21 maart 1991, 25 juni 1991 en 1 oktober 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 juli 1993, 1 april 1999, 26 juni 2003, 22 april 2004 en 1 april 2010;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 24 juli 2009) tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) en tot aanneming van het voorontwerp van plan met het oog op de opneming van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 7 juli 2012) tot voorlopige aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) met het oog op de opneming van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles);

Gelet op de bezwaarschriften en opmerkingen die de particulieren, de verenigingen van personen, de openbare instellingen en de instellingen van openbaar nut ingediend hebben tijdens het openbaar onderzoek dat van 25 juni 2012 tot 10 september 2012 in de gemeenten Péruwelz en Belœil heeft plaatsgevonden, en die als bijlage bij dit besluit opgenomen zijn;

Gelet op de informatievergaderingen die op 26 juni 2012 in Belœil (Basècles) en op 28 juni 2012 in Péruwelz gehouden werden;



Gelet op de processen-verbaal van de sluitingszittingen van het openbaar onderzoek die op 10 september 2012 in Belœil en Péruwelz plaatsvonden;

Gelet op de notulen van de overlegvergaderingen die na afloop van het openbaar onderzoek op 18 september 2012 plaatsvonden in Belœil (Basècles) en Péruwelz;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de gemeenteraad van Belœil van 18 oktober 2012;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de gemeenteraad van Péruwelz van 22 oktober 2012;

Overwegende dat de gemeenteraad van de stad Péruwelz zich in de beraadslaging die akte geeft van die beslissing, wilde uitspreken over de tijdens het openbaar onderzoek geuite bezwaren en bemerkingen;

Overwegende dat de gemeenteraad van de stad Péruwelz eveneens beslist heeft het gemeenschappelijk advies van de gemeentelijke adviescommissies ruimtelijke ordening en mobiliteit (CCATM) van Belœil en Péruwelz inzake het ontwerpplan aan de Waalse Regering over te maken;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de CWEDD van 26 november 2012 (ref. CWEDD/12/AV.1430);

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de CRAT van 20 december 2012 (ref. CRAT/12AV.513);

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de beheerscommissie van het « Parc naturel des Plaines de l'Escaut » (PNPE) van 21 juni 2012 (ref. DCG 201220041);

Bezwaren en opmerkingen in verband met het effectenonderzoek

Overwegende dat het operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen een advies heeft uitgebracht in het kader van het openbaar onderzoek dat sommige conclusies van het effectenonderzoek in verband met het gebruik van de waterweg ter discussie stelt;

Overwegende dat de CRAT acht dat het effectenonderzoek van goede kwaliteit is;

Overwegende dat de CWEDD acht dat de auteur van het effectenonderzoek een onderzoek van voldoende kwaliteit heeft afgeleverd en dat de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen;

Overwegende dat de beheerscommissie van natuurpark PNPE een reeks bemerkingen maakt in verband met het effectenonderzoek, en meer bepaald met het uitblijven van verwijzingen naar de vereisten voortvloeiend uit het bestaan van het natuurpark, met de gebrekkige inoverwegingname van de gewestelijke doelstellingen inzake bescherming en benutting van de landelijke en landbouwruimten en het zwak bevonden onderzoek naar het landbouwaspect en de effecten op de avifauna;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat het effectenonderzoek op verzoek van de CRAT aangevuld werd met een onderzoek naar de mogelijkheden tot aansluiting van het project op het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes en hun verenigbaarheid met het gehucht La Boitrie (woongebied met landelijk karakter);

Overwegende dat de CWEDD er in haar advies op wijst dat zij het op prijs stelt dat er een onderzoek naar de geschiktheid om een multimodaal platform aan te leggen opgenomen werd in het effectenonderzoek;

Overwegende dat de Waalse Regering gelet op de adviezen van de CRAT en de CWEDD van mening is dat er geen aanleiding toe bestaat om de conclusies van het effectenonderzoek inzake het gebruik van het modale potentieel van de bestaande waterweg in twijfel te trekken en dat zij daarin alle gegevens zal vinden om haar beslissing te nemen;

Bedrijfsruimten

Overwegende dat een bezwaarindiener bezorgd is over de gevolgen van de bestemmingswijziging van zijn goed op het gewestplan (van woongebied naar gemengde bedrijfsruimte) voor het behoud van zijn woning;

Overwegende dat een bezwaarindiener wiens woning gelegen is in de omtrek van de nieuwe gemengde bedrijfsruimte vraagt dat de verantwoordelijken van het toekomstige bedrijvenpark rekening houden met zijn aanwezigheid;

Overwegende dat een bezwaarindiener van mening is dat de aanleg van een bedrijfsruimte zijn eigendom in waarde zal doen dalen;

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners de vraag stellen in verband met een eventuele onteigening van hun goed; dat sommigen onder hen er mee zouden kunnen instemmen te verhuizen mits een billijke vergoeding terwijl anderen hun goed zouden willen blijven betrekken;

Overwegende dat de maatschappij Elia een schrijven gericht heeft aan de stad Péruwelz met verwijzing naar de wettelijke voorschriften bij werkzaamheden in de nabijheid van haar installaties;

Overwegende dat de gemeenteraad van de gemeente Belœil een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp-plan met het oog op de opnemings van bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles);

Overwegende dat de gemeenteraad van de stad Péruwelz een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp-plan met het oog op de opnemings van de bedrijfsruimte genaamd « POLARIS »; dat hij aanstipt dat de onteigeningsaanvragen wat hem betreft gewettigd zijn gelet op het toekomstige leefkader, zelfs als ze niet onder deze procedure van herziening van het gewestplan vallen;

Overwegende dat de CRAT voor de opnemings van de gemengde en de industriële bedrijfsruimte op voorwaarde dat volgende bemerkingen in overweging worden genomen :

— de mogelijkheid voor een toegang tot de waterweg moet op lange en middellange termijn bewaard blijven;

— de gemengde bedrijfsruimte zou gepaard moeten gaan met een bijkomend voorschrift met het oog op het verbod op handspanden die weinig verenigbaar zijn met de potentiële infrastructuur van de toegang tot het kanaal (pijplijn, wegen voor zwaar vrachtverkeer, enz.) die ten minste in het zuidelijk deel het gebied zou kunnen dwarsen;

— er zouden maatregelen genomen moeten worden om het woongebied gewijzigd bij het ontwerp-plan en omgevormd tot gemengde bedrijfsruimte te bestemmen voor economische bedrijvigheid om ervoor te zorgen dat er geen alleenstaande woningen overblijven;

Overwegende dat de CWEDD de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte gunstig gezind is;

Overwegende dat de beheerscommissie van natuurpark PNPE de opnemings van beide gebieden (gemengd en industrie) gunstig gezind is op voorwaarde dat er inrichtingen worden aangelegd voor het beheersen van de impact van de toekomstige installaties op de aanblik bij het binnenkomen van de stad Péruwelz en het natuurpark;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering vaststelt dat de bezwaren van de twee bewoners van de woningen gelegen langs de N60 in woongebied de optie niet fundamenteel in twijfel trekken die erop gericht is nieuwe bedrijfsruimtes aan te leggen, maar er vooral op uit zijn de overheden een beter inzicht te verschaffen in de effecten ervan op de betrokken goeden en laatstgenoemden te verzoeken hen een garantie te bieden op een kwaliteitsvolle leefomgeving;

Overwegende dat de akoestische, geur- en visuele hinder van de nieuwe bedrijfsruimten, aangeklaagd door de bezwaarindieners, eveneens vastgesteld en onderzocht zijn door de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, wat betreft de akoestische en de geurhinder van de nieuwe bedrijfsruimtes, acht dat de bestaande regelgeving betreffende de ingedeelde activiteiten met milieuvergunningsplicht alle bijzondere hinder zou moeten voorkomen;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, wat betreft de visuele hinder, acht dat de effecten van de uitvoering van het voorontwerp van het plan op het landschap op een korte afstand van groter belang zullen zijn dan vanop een lange afstand;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek het evenwel niet noodzakelijk heeft gevonden de opties van het voorontwerp van plan te wijzigen voor de bedrijfsruimtes;

Overwegende dat de Waalse Regering niettemin beslist van de conclusies van de auteur van het onderzoek en van het advies van de « CRAT » op dat punt af te wijken en gevolg te geven aan beide bezwaren door het huidige woongebied te handhaven om de bewoning in stand te houden, evenals anderzijds een deel van de daarachter gelegen landbouwgronden, om de visuele hinder van de nieuwe bedrijfsruimtes op een korte afstand te beperken als antwoord op de vaststellingen van de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat het feit dat het woongebied en het aanpalende landbouwgebied ruimtelijk gezien afgezonderd worden daarenboven geen aantasting inhoudt van de samenhang van de voorgestelde inrichtingen in het basisdossier dat bij het verzoek van IDETA was gevoegd bij aanvang van de procedure, gelet op hun ligging in het uiterste noordwesten van het toekomstige bedrijfspark;

Overwegende dat de noodzakelijke onteigeningen voor de ontsluiting van de nieuwe bedrijfsruimte zullen afhangen van de opties die de operator in dat opzicht zal nemen; dat ze op het onteigeningsplan zullen staan, gevoegd bij het dossier dat hij zal opstellen voor de toepassing van de bepalingen van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de opvanginfrastructuur voor de economische bedrijvigheid; dat de bezwaarindieners hun bezwaren en bemerkingen te gelde zullen kunnen maken zodra het plan aan het openbaar onderzoek wordt onderworpen;

Overwegende dat de bezwaren betreffende de onteigeningen in het kader van huidige procedure bijgevolg niet in overweging genomen moeten worden;

Overwegende dat blijkt dat de goeden gelegen langs de N60 bij het binnenkomen van het toekomstige bedrijfspark en in de nabijheid van het startpunt van het ontwerp-tracé voor de oostelijke singel om Péruwelz een bijzondere ligging innemen waarbij de "stadspoort" bedacht door de auteur van het onderzoek ten titel van uitvoering als bebouwingsmaatregel en het bebouwde erfgoed of het « binnenkomen van het natuurpark » volgens het advies van de beheerscommissie van de PNPE gevestigd zou kunnen worden; dat de aanleg ervan die specificiteit in overweging zou kunnen nemen;

Overwegende dat de nieuwe bestemming van de betrokken goeden evenwel geen verbod inhoudt van sommige uitbreidingen van het bestaande bebouwde gedeelte; dat er immers uitzonderlijk afwijkingen kunnen worden toegestaan om verbouwingen, uitbreidingen of vernieuwbouw toe te staan voor de bouwwerken, de installaties of de gebouwen die reeds bestonden voor de inwerkingtreding van het gewestplan of die vergund werden, en waarvan de huidige of toekomstige bestemming niet aan de voorschriften van het gewestplan beantwoordt;

Overwegende dat er in de wetgeving geen regeling bestaat voor schadeloosstelling aan de omwonenden die een waardedaling van hun onroerende goederen zouden moeten ondergaan wegens de effecten van de bestemmingswijziging van een gebied;

Overwegende dat artikel 70 van het Wetboek daarentegen de voorwaarden vastlegt verschuldigd door het Waalse Gewest wanneer het bouw- of verkavelingsverbod volgend uit een plan dat bindende kracht heeft verkregen, een einde maakt aan het gebruik waarvoor een goed dient of normaal bestemd is de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding; dat de personen die daaraan voldoen dan hun rechten te gelde zullen kunnen maken;

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van het schrijven van Elia; dat de betrokken voorschriften evenwel niet onder het gewestplan vallen, maar onder de ontsluiting van de gebieden; dat de operator zich daarnaar moet schikken;

Overwegende dat de Waalse Regering vaststelt dat de wijziging van het ontwerp-tracé voor de aanleg van de oostelijke singel om Péruwelz de mogelijkheid vrijhoudt om een toegangsweg aan te leggen tot de waterweg voor de ondernemingen gevestigd in de bedrijfsruimtes; dat het vergunnen van een onmiddellijke toegangsweg tot de waterweg via installaties of infrastructuur zoals pijplijnen, transportbanden e.d.m. daarentegen tegen de opties indruist om de leefomgeving van de bewoners van het gehucht « La Boitrie » te beschermen;

Overwegende dat het probleem gesteld door de CRAT in verband met de verenigbaarheid van de handelsactiviteit met die soort uitrustingen in het nieuwe gemengde gebied bijgevolg achterwege blijft;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek daarenboven geen enkele aanbeveling maakt over de gepastheid om de handelsactiviteit uit de gemengde bedrijfsruimte uit te sluiten;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg niet ingaat op de aanbeveling van de CRAT met betrekking tot het instellen van een verbod op handelspanden in het zuidelijk deel van de gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat de Waalse Regering tot besluit de opneming bevestigt van de gemengde en de industriële bedrijfsruimte, in aansluiting op de adviezen van de gemeenteraden, van de CRAT, de CWEDD en de beheerscommissie van het natuurpark PNPE;

#### Groengebieden benoorden het kanaal

Overwegende dat meerdere bezwaarindieners achten dat het zgn. buffergebied of landschapsgebied onvoldoende is om een aangename leefomgeving in stand te houden en bijgevolg vragen dat het uitgediept wordt;

Overwegende dat de gemeenteraad van Belœil wenst dat waakzaamheid geboden is in termen van inrichting van het grondgebied om een mogelijkheid tot aansluiting op het kanaal in stand te houden en te voorkomen dat de toekomstige economische ontwikkeling in gevaar komt;

Overwegende dat de CRAT voor de opneming is van de drie groengebieden op voorwaarde dat de mogelijkheid tot aansluiting tussen de bedrijfsruimte en de waterweg behouden blijft; dat ze acht dat die groengebieden als buffer zullen dienen voor de bewoners van het gehucht « La Boitrie »; dat de CRAT met als doel de instandhouding van de mogelijkheid tot aanleg van een toegangsweg tot de waterweg de voorkeur oppert om het westelijk deel van het groengebied meer naar het westen gelegen te bestemmen als gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat de CWEDD te vinden is voor de opneming van drie groengebieden;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE acht dat de ontworpen groengebieden geen eenvoudige buffergebieden mogen zijn die de bedrijvigheid moeten helpen wegsteken, maar dat ze gebruikt moeten worden voor de optimale inrichting van de bedrijfsruimte op landschappelijk en leefmilieuvlak;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE de aanbeveling maakt dat elke bebouwing van de groengebieden en van het woongebied met een landelijk karakter, gelegen bezuiden de bedrijfsruimten, voorkomen wordt om een onmiddellijke aansluiting op het kanaal te bewaren;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de inrichtingen gewenst door de bezwaarindieners hoofdzakelijk ertoe strekken de toekomstige gebouwen van het bedrijfspark aan het gezicht te onttrekken en de eventuele geluidshinder toe te schrijven aan die bedrijvigheid in te perken; dat het risico dat die gebouwen hun schaduw zullen werpen op hun goeden daarentegen als nul moet worden beschouwd daar het toekomstige bedrijfspark in het noorden gevestigd zal zijn;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de opnemings van groengebieden aanpalend aan de bedrijfsruimten op termijn zal resulteren in de aanleg van plantenschermen tussen de bedrijfsruimten, de wegen en de naburige leefomgevingen; dat die visuele plantenschermen voor een positieve impact zullen zorgen daar de bedrijfsruimten afgeschermd zullen zijn;

Overwegende dat de bestemming als groengebieden op het gewestplan van die aard is dat zij bijdraagt tot de landschapsvorming en dat zij als gepaste groene overgang dient tussen gebieden met onverenigbare bestemmingen; dat de groengebieden die de Waalse Regering in overweging neemt bezuiden de nieuwe gemengde bedrijfsruimte volkomen aan die omschrijving beantwoordt;

Overwegende dat hun doeltreffendheid niettemin in huidig geval afhankelijk is van de continuïteit en van de omvang van het groene scherm; dat het bijgevolg ontoelaatbaar is dat dat scherm onderbroken wordt voor de aanleg van een toegangsweg tot de waterweg zoals gevraagd door de gemeenteraad van Belœil, de CRAT en de beheerscommissie van het natuurpark PNPE;

Overwegende dat de Waalse Regering er in dit verband op wil wijzen dat de aanleg van een rechtstreekse verbinding met het kanaal, dwars doorheen het groengebied en het woongebied met een landelijk karakter in het gehucht « La Boitrie » volgens de auteur van het onderzoek niet verantwoord is daar de toegang tot de waterweg gegarandeerd kan worden door de toekomstige singel om Péruwelz heen en dat de verbinding in haar beginsel onverenigbaar zou zijn met de optie strekkende tot de instandhouding van de leefomgeving van de bewoners van dat gehucht;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen beslist een ononderbroken groengebied in stand te houden bezuiden de nieuwe gemengde bedrijfsruimte en dat gebied honderd meter diep te maken te rekenen vanaf de as van de "rue Poncheau" om in te gaan op de bezwaren van de omwonenden;

Overwegende dat de Waalse Regering ten slotte vaststelt dat de bedrijfsruimte zelf een afzonderingsoppervlakte of -marge moet bevatten, wat het beschermingsniveau van de omwoners nog zou verhogen;

Overwegende dat die beslissing de vermindering van de oppervlakte van de gemengde bedrijfsruimte met ongeveer één hectare als gevolg heeft;

Gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen

Overwegende dat het operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen voorstelt de autonome haven « du centre et de l'ouest » (PACO) te ondervragen over de opportuniteit om al dan niet overladingsmogelijkheden te handhaven ter hoogte van de kade "Bataille" (kade gelegen in het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen opgenomen in het oosten tussen de NBMS-brug en de jachthaven);

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies geeft over de opnemings van twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

Overwegende dat de CRAT acht dat het meer opportuun is de twee bestaande industriële bedrijfsruimten te handhaven om zich te vergewissen van de aansluiting op het kanaal op lange termijn, waarbij lichte voorzieningen op de kade « La Boitrie » kunnen worden ontwikkeld te meer daar de opnemings van de geplande groengebieden aan de overkant het niet meer mogelijk zal maken om dit soort voorzieningen in het zuiden te ontwikkelen;

Overwegende dat de CRAT in tegenstelling tot de auteur van het onderzoek acht dat de opnemings van twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen de ontwikkeling van de activiteiten dichtbij de oevers van het kanaal niet op optimale wijze kan beheren;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies geeft over de opnemings van twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE samen met opmerkingen over het ontwerp-plan een gunstig advies heeft uitgebracht; dat die opmerkingen de opnemings van de twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen niet in twijfel trekken;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering eraan wil herinneren dat de door haar genomen optie om de twee industriële bedrijfsruimten gelegen in het noorden van het kanaal te wijzigen als gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen niet als gevolg heeft dat elk gebruik van het modale potentieel van de waterweg door de ondernemingen die gevestigd zullen zijn in het toekomstige bedrijfspark wordt verboden maar dat ze eerst als doel heeft het algemeen belang te bevorderen via de bouwwerken en inrichtingen die er zullen worden toegelaten;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek immers enerzijds heeft bewezen dat verschillende oplossingen kunnen worden uitgevonden voor het gebruik van de bestaande kades langs de waterweg naar gelang van de behoeften van de ondernemingen, en dit, voornamelijk op het vlak van de onregelmatige en lage frequentieoverlading van stortgoederen en anderzijds dat het belangrijk is ruimte te besteden voor de uitbreiding van de bestaande recreatieve uitrustingen en de aanleg van voorzieningen voor de gebruikers van de RAVel en van diensten voor de bevolking en de personen die de bedrijfsruimten bezoeken;

Overwegende dat de CRAT niet rechtvaardigt waarom ze acht dat de opnemings van twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen de ontwikkeling van de activiteiten dichtbij de oevers van het kanaal niet op optimale wijze kan beheren;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot beslist de opnemings van de twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen die ze voornemens was op de noordelijke oever van het kanaal op te nemen, te handhaven;

Woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter gelegen in Cerfontaine

Overwegende dat de CRAT te vinden is voor de opnemings van de woongebieden en de woongebieden met een landelijk karakter in Cerfontaine; dat ze vaststelt dat de geplande bestemmingen met de feitelijke toestanden overeenstemmen;

Overwegende dat de CWEDD te vinden is voor de opnemings van drie groengebieden en van een woongebied met een landelijk karakter;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE een gunstig advies samen met opmerkingen over het ontwerpplan heeft uitgebracht; dat die opmerkingen de opnemings van de woongebieden en van de woongebieden met een landelijk karakter niet in twijfel trekken;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering tot besluit de opnemingsbevestiging van de woongebieden en van de woongebieden met een landelijk karakter, in aansluiting op de adviezen van de gemeenteraden, van de CRAT, de CWEDD en de beheerscommissie van het natuurpark PNPE;

Gepland tweevakstracé van de oostersingel van Péruwelz en van hun reserveringsomtrekken en tracé van het reeds aangelegde vak

Overwegende dat bezwaren betrekking hebben op de aanleg van de rotonde tussen de N60 en de toekomstige oostersingel van Péruwelz alsmede op de geur- en geluidshinder ervan;

Overwegende dat een bezwaarindiener betreurt dat tot nu toe weinig aandacht is besteed aan zijn bezwaren (met name voor de rotonde) en dat hij hoopt dat er voor het goede verloop van de werken zal worden gezorgd en dat de verantwoordelijken voor het gebied hun verbintenissen zullen naleven;

Overwegende dat een bezwaarindiener wenst op de hoogte te zijn van het definitieve tracé van de toekomstige singel van Péruwelz (aangezien de reserveringsomtrek aan zijn eigendom grenst);

Overwegende dat de CRAT te vinden is voor de opnemingsbevestiging van het geplande tracé van twee secties van de oostersingel van Péruwelz en van de reserveringsomtrekken bestemd voor de reservatie van de ruimte die nodig is voor de uitvoering ervan als overdruk van de doorkruiste gebieden en voor de opnemingsbevestiging van het reeds aangelegde vak;

Overwegende dat de CWEDD te vinden is voor de opnemingsbevestiging van het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en van hun reserveringsomtrekken als overdruk van de doorkruiste gebieden en van het reeds aangelegde vak;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE samen met opmerkingen over het ontwerp-plan een gunstig advies heeft uitgebracht; dat die opmerkingen de opnemingsbevestiging van de tracés, de geplande tracés en de reserveringsomtrekken als overdruk van de doorkruiste gebieden niet in twijfel trekken;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE een reeks aanbevelingen doet over de opvatting van de nieuwe weginfrastructuur in verband met de aanblik van de ingang van de stad Péruwelz en van het natuurpark;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van het bezwaar betreffende de aanleg van de op de N60 geplande rotonde; dat de stedenbouwkundige vergunning m.b.t. die uitrusting op 8 april 2011 is verleend; dat het bezwaar niet meer onder deze procedure valt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, wat betreft de geluidshinder gebonden aan de toekomstige singel van Péruwelz, acht dat het voortontwerp van plan veranderingen van het geluidsniveau van ongeveer 1 tot 1,5 dB(A) ter hoogte van bepaalde woningen in de buurt zal veroorzaken; dat die verhoging voor de mens nauwelijks hoorbaar is;

Overwegende dat de door de Waalse Regering geplande wijziging van het tracé van het vak van de singel van Péruwelz in het noorden van het kanaal als gevolg heeft dat laatstgenoemde nog verder af komt te liggen van de woningen gevestigd langs de N60;

Overwegende dat de singel van Péruwelz opgenomen moet worden in de geplande reserveringsomtrek; dat de breedte ervan op 75 meter aan beide kanten van de as van het geplande project is bepaald; dat de geplande reserveringsomtrek minder effect heeft op het eigendom van de bezwaarindiener dan de reserveringsomtrek die heden in het gewestplan opgenomen is;

Overwegende dat het tracé van de toekomstige weginfrastructuur bovendien pas bekend zal worden als het project ervan bepaald en aan een openbaar onderzoek onderworpen zal worden; dat de bezwaarindiener dan ook zijn bezwaren en opmerkingen te gelde zal moeten maken;

Overwegende dat de opvatting van de nieuwe weginfrastructuur niet onder het gewestplan valt; dat er trouwens het advies van de beheerscommissie van het natuurpark PNPE is beantwoord in het deel van dit besluit bestemd voor de bezwaren en opmerkingen op de geplande bedrijfsruimten;

Overwegende dat de Waalse Regering de opnemingsbevestiging van het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en van de reserveringsomtrekken bestemd voor de reservatie van de ruimte die nodig is voor de uitvoering ervan als overdruk van de doorkruiste gebieden en van het tracé van het reeds aangelegde vak ervan, alsmede de schrapping van het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en van de reserveringsomtrekken als overdruk van de doorkruiste gebieden op het grondgebied van de gemeente Péruwelz, in aansluiting op de adviezen van de gemeenteraden, van de CRAT, de CWEDD en de beheerscommissie van het natuurpark PNPE;

Planologische compensaties

Bezwaren en algemene opmerkingen

Overwegende dat de CWEDD een weinig billijke ruil zowel in termen van kwantiteit als kwaliteit van landbouwgronden betreurt;

Overwegende dat de CWEDD erop aandringt dat de planologische compensatie prioritair is en dat er naar andere planologische alternatieven wordt gezocht om de balans vooral wat betreft het landbouwgebied in evenwicht te brengen;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE voorstelt om ook de wijziging als landbouwgebied van het gemeentelijk overleggebied van Casse-Cailloux in overweging te nemen, wat het voordeel biedt om een gebied dat niet rechtstreeks verbonden is met het stadscentrum, opnieuw te gebruiken voor de landbouwactiviteit en dat heden deel is van het uitzicht van het plaatselijke kenmerkende landschap en om een perceel dat heden bestemd is als woongebied in Blaton als natuurgebied te bestemmen in het zuiden van het domaniaal natuurreservaat Grande Bruyère;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat het mechanisme van de planologische compensatie eist dat een evenwicht wordt bereikt tussen bebouwingsgebieden en niet-bebouwingsgebieden dan bebouwingsgebieden, en niet een evenwicht gebied per gebied; dat de Waalse Regering juridisch gezien niet verplicht is een potentieel gelijkwaardig aan het potentieel dat ze voornemens is te wijzigen, aan de landbouwactiviteit terug te geven;

Overwegende dat de Waalse Regering de opties heeft gerechtigd die ze voor de compensaties heeft genomen en dat ze die opties in het besluit tot voorlopige goedkeuring van het ontwerp van plan oplegt; dat de adviezen van de CWEDD en van de beheerscommissie van het natuurpark PNPE geen nieuw element toevoegen dat het haar mogelijk zou maken van die opties af te wijken;

Overwegende dat de Waalse Regering in het besluit tot voorlopige goedkeuring van het ontwerp van plan de redenen heeft gerechtvaardigd waarvoor ze de wijziging als landbouwgebied van het gemeentelijk overleggebied niet heeft weerhouden; dat de motiveringen van de beheerscommissie van het natuurpark PNPE niet van dien aard zijn dat ze haar beoordeling wijzigen;

Overwegende dat de Waalse Regering acht dat de compensaties die ze weerhoudt na analyse van de adviezen van de door haar geraadpleegde verschillende instanties het feit niet rechtvaardigen dat gevolg wordt gegeven aan het alternatief voorgesteld door de beheerscommissie van het natuurpark PNPE gelegen op het grondgebied van de gemeente Bernisart;

Landbouwgebieden en bosgebieden gelegen in Cerfontaine, Bon-Secours en Thumaide

Overwegende dat de CRAT voor de opneming is van landbouwgebieden en van een bosgebied in Cerfontaine, Bon-Secours en Thumaide;

Overwegende dat de CRAT acht dat de geplande bestemmingen met de feitelijke toestanden overeenstemmen en dat wijzigingen in de bestemming van de gemeentelijke overleggebieden gerechtvaardigd worden gezien hun afstand ten opzichte van het centrum van Péruwelz;

Overwegende dat de CWEDD voor de opneming is van twee landbouwgebieden in Cerfontaine, van een landbouwgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek in Bon-Secours, van een bosgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek in Cerfontaine en van een landbouwgebied in Thumaide;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot de opneming bevestigt van :

- één landbouwgebied in Thumaide;
- een landbouwgebied in Bon-Secours met landschappelijk waardevolle omtrek;
- twee landbouwgebieden in Cerfontaine;
- een bosgebied in Cerfontaine met een landschappelijk waardevolle omtrek;

in aansluiting op de adviezen van de gemeenteraden, van de CRAT, de CWEDD en de beheerscommissie van het natuurpark PNPE;

Bosgebieden in La Bruyère (Beloek)

Overwegende dat de CRAT voor de opneming is van twee bosgebieden in La Bruyère en eraan herinnert dat gezien de zeldzaamheid van de hulpbron groene zandsteen in Wallonie het nog mogelijk is de ontginning of de valorisatie van dit materiaal in de steengroeve Roches rouges voor een bepaalde duur toe te laten in afwijking van het gewestplan en van de voorwaarden bepaald in artikel 110 van het Wetboek;

Overwegende dat de CWEDD voor de opneming is van de omtrek van de planologische compensaties gelegen in La Bruyère en een ongunstig advies geeft voor de door de Waalse Regering voorgestelde bestemming (bosgebieden met een landschappelijk waardevolle omtrek);

Overwegende dat de CWEDD aanbeveelt om de percelen van drie voormalige steengroeven te bestemmen als natuurgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek aangezien de auteur van het onderzoek op de hoge biologische waarde van die gronden gewezen heeft;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE acht dat het meer geschikt is de gronden die heden als ontginningsgebieden in La Bruyère zijn bestemd, als natuurgebied te bestemmen.

Overwegende dat dit advies gegrond is op een advies van het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst, dat door de beheerscommissie van het natuurpark PNPE is aangevraagd; dat laatstgenoemde acht dat de bebossing van de steengroeve Rouges, van de grote zandgroeve Brouillard en van de kleine zandgroeve Brouillard moet worden voorkomen om hun waarde op biologisch gebied te handhaven;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering beslist gevolg te geven aan die aanbevelingen voor de voormalige zandgroeven en ze op te nemen als natuurgebied met het oog op het behoud, de bescherming en de regeneratie van de bestaande natuurlijke milieus die een hoge biologische waarde hebben of die soorten bevatten waarvan het behoud noodzakelijk is;

Overwegende dat de Waalse Regering daarentegen beslist de steengroeve Roches rouges op te nemen als groengebied om de bebossing ervan te voorkomen en gevolg te geven aan de aanbeveling van de CRAT om de mogelijkheid te behouden om de nog bestaande groene zandsteen buitengewoon te ontginnen; dat dit soort afwijking van het gewestplan immers moeilijk toegelaten zou worden indien laatstgenoemde als natuurgebied was gewijzigd;

Overwegende dat de Waalse Regering voor het overige het bosgebied handhaaft, dat ze voornemens was op te nemen als vervanging van het gedeelte van het recreatiegebied dat niet gedekt is door een campingvergunning;

Overwegende dat de Waalse Regering bovendien de landschappelijk waardevolle omtrek bevestigt die ze voornemens was op te nemen als overdruk van bovenvermelde gebieden;

Groengebieden benoorden gelegen in het zuiden van het kanaal

Overwegende dat de CRAT voor de opneming is van de industriële bedrijfsruimte in La Buisnière als groengebied; dat gezien de drukfactoren op de site en de insluiting ervan het niet geschikt is om er een industriële bedrijfsruimte te handhaven; dat de bestemming als groengebied bovendien een kwaliteitsvolle leefomgeving kan garanderen aan de inwoners van de gehuchten van La Hutrie en La Boitrie;

Overwegende dat de CWEDD voor de opneming is van een in het zuiden van het kanaal gepland groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het gedeelte gelegen tussen de oostersingel en de spoorweg;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE samen met opmerkingen over het ontwerp-plan een gunstig advies heeft uitgebracht; dat die opmerkingen de opneming van groengebieden in het zuiden van het kanaal en van de landschappelijk waardevolle omtrek als overdruk van die gebieden, van het groengebied dat reeds is opgenomen langs het kanaal en van het kanaal zelf niet in twijfel trekken;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot de opneming in La Buisnière bevestigt van :

- een groengebied voorzien van een omtrek met een landschappelijke waarde;
- een groengebied;
- een landschappelijk waardevolle omtrek als overdruk van het bestaande groengebied en van het kanaal zelf;

in aansluiting op de adviezen van de gemeenteraden, van de CRAT, de CWEDD en de beheerscommissie van het natuurpark PNPE;

Parkgebied gelegen in het centrum van Péruwelz

Overwegende dat de gemeenteraad van de stad Péruwelz acht dat het gebied dat heden opgenomen is als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen oordeelkundig gelegen is ten opzichte van het sportcomplex dat heden het zwembad en het voetbalterrein omvat alsmede de dichtbij gelegen school van het centrum en dat hij dus wenst dit gebied te behouden als grondreservegebied voor de ontwikkeling van zijn projecten;

Overwegende dat de CRAT voor de opneming is van het natuurgebied in het centrum van Péruwelz; dat de geplande bestemming met een feitelijke toestand overeenstemt;

Overwegende dat de CWEDD te vinden is voor de opnemng van een parkgebied in Péruwelz;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark PNPE de planologische compensaties voorgesteld door de Waalse Regering niet in twijfel trekken, met uitzondering van de bestemming als natuurgebied van de terreinen die heden bestemd zijn als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen in het centrum van Péruwelz, aangezien dit gebied gelegen is in een stadsvernieuwingsomtrek waarin ontwikkelingsprojecten zijn voorzien;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering van de wens van de gemeenteraad van Péruwelz akte neemt;

Overwegende dat een gedeelte van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen dat in het gewestplan opgenomen is, gelegen is in de stadsvernieuwingsomtrek van « Quartier du centre » in Péruwelz, aangenomen bij ministerieel besluit van 4 december 1990 dat voorziet in de oprichting in dit gebied van een werkelijke sportkern toegankelijk voor de inwoners, toeristen en leerlingen van de scholen van de gemeente en van de naburige gemeenten;

Overwegende dat de Waalse Regering beslist te antwoorden op de aanvraag van de gemeenteraad van Péruwelz voor het gedeelte van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen gelegen in de bovenvermelde omtrek ten einde de projecten die in het kader van de lopende stadsvernieuwingsverrichting gepland worden niet in twijfel te trekken en het parkgebied dat op het saldo ontworpen is, te handhaven;

Overwegende dat zelfs indien het ingekort wordt, het nieuwe parkgebied aan een bestaand parkgebied, dat het verstandig aanvult, blijft grenzen;

Overwegende dat die beslissing als gevolg heeft de oppervlakte van geplande parkgebied met ongeveer één hectare te verminderen;

Alternatieve compensaties

Overwegende dat een bezwaarindien niet begrijpt in welke mate de collectieve zuivering van La Boitrie een alternatieve compensatie is terwijl de aanleg van individuele zuiveringsstations volgens hem een realistischere oplossing is en dat hij betreurt dat het zuiveringsstation van de nieuwe bedrijfsruimten tegenover het gehucht La Boitrie voorzien is;

Overwegende dat de GRACQ in het kader van het openbaar onderzoek een advies heeft uitgebracht; dat hij te vinden is voor de alternatieve compensatie « zachte modus » en een reeks voorwaarden bepaalt die volgens hem vervuld moeten worden zodat de verbinding doeltreffend is;

Overwegende dat de gemeenteraad van Belœil zich ook verheugt over de alternatieve compensatie op het gebied van de mobiliteit om een volledig beveiligde toegang voor de voetgangers en fietsers tot de nieuwe bedrijfsruimten en tot de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen vanaf het centrum van Basècles te waarborgen;

Overwegende dat de CRAT de alternatieve compensaties bekrachtigt, maar dat ze wegens het gebrek aan algemeen rooster inzake alternatieve compensaties van elk instrument ontdaan is om te beoordelen of laatstgenoemden voldoende zijn;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies heeft uitgebracht over de door de Waalse Regering voorgestelde alternatieve compensaties en bepaalt dat het « effectenonderzoek wel op de relevantie van die twee maatregelen wijst »;

Overwegende dat de CWEDD bovendien aanbeveelt dat een opvolging van de drie steengroeven waarvan de Waalse Regering de bestemming wil wijzigen als planologische compensatie, door IDETA en door deskundigen als alternatieve compensatie wordt gewaarborgd;

Overwegende dat gezien de stedenbouwkundige verslechtering van het binnenkomen in Péruwelz (N60), de beheerscommissie van het natuurpark PNPE de door de auteur van het onderzoek voorgestelde alternatieve compensatie i.v.m. de herkwalificering en de heraanleg van de N60 tussen de nieuwe rotonde en de brug van het kanaal ondersteunt;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de ligging van het zuiveringsstation van de nieuwe bedrijfsruimten in het basisdossier dat in het begin van de procedure bij de aanvraag van IDETA is gevoegd, opgenomen is en niet onder de herziening van het gewestplan valt; dat ze het voorwerp zal uitmaken van een aanvraag om globale vergunning die aan een openbaar onderzoek onderworpen zal worden; dat de bezwaarindiener zijn opmerking zal kunnen doen gelden wanneer zijn ligging na de nodige technische onderzoeken bepaald zal worden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de alternatieve compensatie met het oog op de riolering van het gehucht La Boitrie positief is daar ze de installatie van individuele zuiveringsystemen voor elke woning zal voorkomen; dat dergelijke systemen de controle op de werking van de installaties moeilijk maken en hogere installatie- en werkingskosten voor de mens veroorzaken;

Overwegende dat gezien de conclusies van het effectenonderzoek en van de adviezen van de installaties die ze heeft geraadpleegd, de Waalse Regering ongelijk heeft als ze de geschiktheid van de alternatieve compensatie in twijfel trekt, die ze operationeel oplegt en die bestaat in de riolering van het gehucht La Boitrie en zijn aansluiting op het zuiveringsstation van de nieuwe bedrijfsruimten;

Overwegende dat de Waalse Regering van de aanbevelingen van de GRACQ akte neemt en bepaalt dat het programma en de financiering van de alternatieve compensatie die ze in termen van mobiliteit oplegt, het voorwerp hebben uitgemaakt van een overeenkomst tussen de gemeenten Belœil en Péruwelz, enerzijds, en de beheerder van het toekomstige bedrijvenpark, anderzijds;

Overwegende dat de Waalse Regering daarentegen acht dat er geen reden is om gevolg te geven aan de aanbeveling van de CWEDD om een milieuopvolging van de drie voormalige steengroeven als alternatieve compensatie op te leggen wegens hun ligging in de omtrek van de kandidaatsite Natura 2000 BE32012 « Bord nord du bassin de la Haine », die reeds in aanmerking komt voor bijzondere opvolgingsmaatregelen;

Overwegende dat de Waalse Regering in het besluit tot voorlopige goedkeuring van het ontwerp van plan de redenen heeft gerechtvaardigd waarvoor ze het voorstel van de auteur van het onderzoek inzake de heraanleg van de N60 niet heeft weerhouden; dat de aanbeveling van de beheerscommissie van het natuurpark PNPE geen bijzonder element toevoegt dat het haar mogelijk zou maken van die opties af te wijken;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot beslist de planologische compensaties die ze had voorgesteld bij de goedkeuring van het ontwerp van plan, te bevestigen;

Overstemming van het plan, zoals gewijzigd met artikel 46, § 1, 3°, van het Wetboek (compensaties)

Overwegende dat de in het ontwerp van plan aangebrachte wijzigingen niet van dien aard zijn dat ze de balans van de oppervlakten die respectievelijk bestemd zijn voor het bebouwingsgebied en het niet-bebouwingsgebied in het gewestplan niet aanzienlijk treft, die in dit stadium voortvloeide uit de ontwerpen van de Waalse Regering;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot acht dat de verbinding van de planologische en alternatieve compensaties die ze weerhoudt voor de compensatie van de nieuwe bebouwingsgebieden die ze beslist op te nemen in het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz, het evenredigheidsbeginsel bedoeld in artikel 46, § 1, 3°, van het Wetboek in acht neemt;

Bijzondere bezwaren en opmerkingen

Overwegende dat een bezwaarindiener erom verzoekt dat de "chemin de Sainte-Brigitte" niet gebruikt wordt als toegang tot de bedrijfsruimte maar alleen wordt bestemd voor de inwoners en de zachte vervoersmodi;

Overwegende dat een bezwaarindiener wenst dat de minder hoge gebouwen langs de nieuwe bedrijfsruimte worden opgericht om zo goed mogelijk bij de bestaande gebouwen te passen;

Overwegende dat een bezwaarindiener wenst dat hoogstammige bomen geplant worden om het gezicht vanaf zijn eigendom op de gebouwen die in het toekomstige bedrijfspark opgericht zullen worden, te verbergen;

Overwegende dat een bezwaarindiener zich afvraagt welke bepalingen zijn voorzien voor de riolering van Neuve-Chaussée en wie verantwoordelijk zal zijn voor de aanleg en het onderhoud van de toekomstige landschappelijke en geluidswerende toepassingen rond zijn goed;

Overwegende dat een bezwaarindiener betreurt dat de landbouwers van Péruwelz in moeilijkheden worden gebracht om werk te geven aan mensen wier herkomst niet bekend is;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, wat betreft de visuele hinder, acht dat de plaatsen die het meest getroffen worden door de impacten, de bewoonde wijken dichtbij La Buisserie en La Boitrie zijn; dat de uitvoering van plantenschermen in de geplande groengebied een aangepast antwoord kunnen vormen;

Overwegende dat die analyse niet in twijfel is getrokken door de adviezen van de CWEDD en van de CRAT;

Overwegende dat op de bezwaren en opmerkingen geantwoord kan worden via het ontwerpen van het gewestplan, ofwel via de inrichtingsdocumenten of de beslissingen tot uitvoering ervan;

Overwegende dat de Waalse Regering er eerst aan herinnert dat het toekomstige bedrijfspark weinig impact heeft op de inwoners wegens zijn ligging ten opzichte van het agglomeratiegebied van Péruwelz dat het grootste deel van de bevolking in het zuiden van het kanaal verenigt en dat de ruimtelijke verdeling van de activiteiten die het kan opvangen, zodanig is ontworpen dat de activiteiten die *a priori* de grootste effecten hebben, van de bewoonde gebieden langs de N 60 verwijderd worden;

Overwegende dat de Waalse Regering ook onderstreept dat het plan dat ze ontwerpt, zodanig ontworpen is dat de leefomgeving van de gehuchten La Boitrie en La Hutrie in stand wordt gehouden en dat de wijzigingen die ze erin wil aanbrengen, waarbij ze de geplande groengebieden in het noorden van het gehucht La Boitrie herkent, nog tot de versterking van die optie bijdragen;

Overwegende dat de eigenschappen van de voornaamste inrichtingen van het toekomstige bedrijfspark eerst bepaald zullen worden via de inlichtingen gevoegd bij het dossier dat de operator zal opstellen voor de toepassing van de bepalingen van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de opvanginfrastructuur voor de economische bedrijvigheid; dat de bezwaarindieners dan de maatregelen zullen moeten beoordelen, die concreet voorgesteld worden met het oog op het voorkomen, het verminderen of het verhelpen van de negatieve effecten die ze aan het licht brengen met name in termen van lokalisatie van de toegangen tot de nieuwe bedrijfsruimten, van omvang van de toegelaten gebouwen of van samenstelling van de plantenschermen in de nabijheid van de goedereng gelegen in zijn omtrek of in de nabijheid ervan;

Overwegende dat de saneringsregeling van Neuve-Chaussée bepaald wordt door het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie; dat ze onder de autonome sanering valt;

Overwegende dat indien de auteur van het onderzoek evenwel de riolering van Neuve-Chaussée als alternatieve compensatie heeft voorgesteld, dit voorstel nochtans niet weerhouden is door de Waalse Regering in het stadium van de goedkeuring van het ontwerp van plan; dat het plan bijgevolg geen gevolg zal hebben op de saneringsregeling van Neuve-Chaussée;

Overwegende dat de Waalse Regering overgegaan is tot een balans van de belangen tussen de ontwikkeling van de Waalse landbouw en de jobcreatie in andere sectoren op het moment van de beslissing tot herziening van het gewestplan; dat de gevolgen van het voorontwerp van plan op de landbouwactiviteit die de auteur van het onderzoek heeft vastgesteld, zijn overtuiging niet hebben aangetast; dat het bezwaar niet van dien aard is dat het de optie van de Waalse Regering in twijfel trekt;

Archeologische gevolgen

Overwegende dat de Waalse Regering acht dat ze moet laten overgaan tot een archeologische evaluatie van de nieuwe bedrijfsruimten vóór de uitvoering ervan;

Overwegende dat die bepaling als conclusie van haar besluit tot goedkeuring van het ontwerp van gewestplan vermeld was; dat ze aan het einde van het openbaar onderzoek geen voorwerp heeft uitgemaakt van een bezwaar of opmerking;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot beslist ze te handhaven;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

**Artikel 1.** De Waalse Regering neemt definitief de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 344/4 en 45/1) aanovereenkomstig de kaart als bijlage bij dit besluit, met het oog op de opnemings :

— de schrapping van het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en van de reserveringsomtrekken opgenomen als overdruk van de doorkruiste gebieden op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

— opnemings van :

\* drie woongebieden op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

\* een woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

\* twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

- \* een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Belœil en Péruwelz;
- \* een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Belœil en Péruwelz;
- \* een groengebied op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- \* twee groengebieden op het grondgebied van de gemeenten Belœil en Péruwelz;
- \* het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en van de reserveringsomtrekken bestemd om de nodige ruimte voor de uitvoering ervan voor te behouden;
- \* het tracé van het reeds aangelegde vak van de oostersingel van Péruwelz;
- \* een landschappelijk waardevolle omtrek als overdruk van een gedeelte van het groengebied gelegen in het zuiden van het kanaal tussen de oostersingel van Péruwelz en de spoorweg en van het kanaal zelf op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

evenals, als planologische compensatie, van :

- \* twee landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- \* een landbouwgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- \* een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Belœil;
- \* een bosgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- \* twee bosgebieden met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Belœil;
- \* een groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het gedeelte gelegen tussen de oostersingel van Péruwelz en de spoorweg op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- \* een groengebied in het zuiden van de spoorweg op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- \* een groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Belœil;
- \* een natuurgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Belœil;
- \* een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Péruwelz.

Ze legt als alternatieve planologische compensatie hetgeen volgt op :

— op operationeel gebied :

- \* de riolering van het gehucht « La Boitrie » en de aansluiting ervan op het zuiveringsstation van de nieuwe bedrijfsruimten;

— op mobiliteitsgebied :

- \* de aanleg van een volledig beveiligde toegang voor de voetgangers en fietsers tot de nieuwe bedrijfsruimten en tot de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen vanaf het centrum van Péruwelz en Basècles.

**Art. 2.** De Waalse Regering keurt de overeenkomsten goed die getekend zijn door de gemeenten Belœil en Péruwelz enerzijds, en IDÉTA, anderzijds, en die betrekking hebben op het programma en de financiering van de werken met het oog op de uitvoering van de alternatieve compensaties en beslist ze te voegen bij dit besluit.

**Art. 3.** Een archeologische evaluatie van de nieuwe bedrijfsruimten wordt vóór de uitvoering van de gebieden verricht. Het tijdschema voor de werkzaamheden betreffende de archeologische evaluatie wordt in overleg tussen de beheerder van het toekomstige bedrijvenpark en de Directie Archeologie van de Waalse Overheidsdienst opgesteld naar gelang van de beschikbaarheid van de betrokken terreinen.

**Art. 4.** De milieuverklaring opgemaakt door de Waalse Regering op grond van artikel 44 van het Wetboek wordt als bijlage bij dit besluit gevoegd.

**Art. 5.** De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY



## Lijst van de bezwaarindieners

Identificatie van de bezwaarindieners								
Nr. bezwaar	Nr. bezwaarindieners	Naam	Voornaam	Nr.	Straat	Post-code	Stad	Land
PER	1	GRACQ	Goffinet Luc	1	Place de la Station	5000	NAMEN	B
PER	2	DELEUZE	Michel	25	Rue de la Boiterie	7600	PERUWELZ	B
PER	3	LEROY-LECAT		1	Chemin Sainte Brigitte	7600	PERUWELZ	B
PER	4	CRETTEUR-MASSIN	F.	118	Rue Neuve Chaussée	7600	PERUWELZ	B
PER	5	THIERY LEKEUCHE		120	Rue Neuve Chaussée	7600	PERUWELZ	B
PER	6	Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des voies hydrauliques – ir. C. VANMUYSEN						
BEL1		GRACQ	Goffinet Luc	1	Place de la Station	5000	NAMEN	B
BEL2		LEROY	De heer	1	Chemin Sainte-Brigitte	7600	PERUWELZ	B
BEL2		LECAT	Mevrouw	1	Chemin Sainte-Brigitte	7600	PERUWELZ	B

## Bijlage 1

**Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) met het oog op de opnemings van nieuwe bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles)**

## I. Inleiding

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens artikel 44, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (hierna het « Wetboek »).

Ze wordt gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) met het oog op de opnemings van nieuwe bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles). Ze wordt samen met dat besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze milieuverklaring is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop het milieueffectonderzoek, de adviezen, bezwaren en bemerkingen in overweging werden genomen.

Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van de herziening van het gewestplan, rekening houdende met de andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen.

Daar deze milieuverklaring hypothetisch gesproken een samenvatting is, verwijst ze voor de details naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering.

Voor een goede leesbaarheid is de milieuverklaring opgedeeld in drie hoofdstukken : het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de herziening van het gewestplan, het tweede betreft de chronologie ervan en het derde de milieuoverwegingen.

## II. Voorwerp van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) heeft betrekking op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles).

Ze voorziet :

— in de schrapping van het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en van de reserveringsomtrekken opgenomen als overdruk van de gebieden doorkruist op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

— in de opnemings van :

- o drie woongebieden op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- o een woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- o twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- o een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Belœil en Péruwelz;
- o een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Belœil en Péruwelz;
- o een groengebied op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;
- o twee groengebieden op het grondgebied van de gemeenten Belœil en Péruwelz;

o het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en van de reserveringsomtrekken bestemd om te voorzien in de nodige ruimte voor de uitvoering ervan;

o het tracé van het reeds aangelegde vak van de oostersingel van Péruwelz;

o een landschappelijk waardevolle omtrek als overdruk van een gedeelte van het groengebied gelegen ten zuiden van het kanaal tussen de oostersingel van Péruwelz en de spoorweg en van het kanaal zelf op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

en, als planologische compensaties, van :

o twee landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

o een landbouwgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

o een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Belœil;

o een bosgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

o twee bosgebieden met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Belœil;

o een groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het gedeelte gelegen tussen de oostersingel van Péruwelz en de spoorweg op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

o een groengebied ten zuiden van de spoorweg op het grondgebied van de gemeente Péruwelz;

o een groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Belœil;

o een natuurgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Belœil;

o een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Péruwelz.

Als alternatieve compensaties wordt het volgende opgelegd :

— op operationeel gebied :

o de riolering van het gehucht « La Boitrie » en de aansluiting ervan op het zuiveringsstation van de nieuwe bedrijfsruimtes;

— op mobiliteitsgebied :

o de aanleg van een volledig beveiligde toegang voor voetgangers en fietsers tot de nieuwe bedrijfsruimten en tot de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen vanaf het centrum van Péruwelz en Basècles.

### III. Chronologie van de herziening van het gewestplan

21 april 2009 - IDETA richt een aanvraag aan de Waalse Regering m.b.t. de opnemings van een industriële bedrijfsruimte van 51,5 ha en van een gemengde bedrijfsruimte van 43,5 ha op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil, overeenkomstig artikel 42bis van het Wetboek.

De aanvraag van IDETA past in het kader van een herstockeringsplan tegen horizon 2025 dat drie doelstellingen nastreeft :

1. een consolidatie rondom bestaande ontwikkelingspolen;

2. een evenwichtig en gediversifieerd terreinaanbod op schaal van haar grondgebied;

3. het tot stand brengen van kwaliteitsvolle, attractieve en baancreërende ruimtes.

Ze streeft ernaar een ontwikkelingspool, met name « Polaris », ten zuiden van het grondgebied tot stand te laten komen. Die pool steunt op een bestaande bimodale pool (weg-waterweg) waar ruimschoots economische activiteit (La Hurtrie en Champ Lionne) plaatsvindt om nieuwe gemengde en economische activiteiten met een algemene bestemming op te vangen.

27 mei 2009 - Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) en tot aanneming van het voorontwerp van plan met het oog op de opnemings van nieuwe bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles).

De Waalse Regering plant de opnemings van een industriële bedrijfsruimte en van een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil voor een totaaloppervlakte van 93,94 ha, waarvan 93,45 ha nu op het gewestplan opgenomen zijn als gebied dat niet voor bebouwing bestemd is.

Het voorontwerp van plan compenseert op planologische wijze 76,78 ha van de nieuwe bebouwingsgebieden en wordt aangevuld met twee operationele alternatieve compensaties :

— de riolering van het gehucht « La Boitrie » en de aansluiting ervan op het zuiveringsstation van de nieuwe bedrijfsruimte;

— de bouw van een collectieve uitrusting in het nieuwe gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

en een alternatieve compensatie inzake mobiliteit

— de aanleg van een volledig beveiligde toegang voor voetgangers en fietsers tot de nieuwe bedrijfsruimten en tot de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen vanaf het centrum van Péruwelz en Basècles.

Het programma en de financiering van de werken zullen het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de gemeenten Belœil en Péruwelz, enerzijds, en de beheerder van het toekomstige bedrijvenpark, anderzijds.

29 september 2009 - De aanvrager deelt aan de Regering mede dat het erkende bureau Aménagement S.C. gekozen werd om het effectonderzoek m.b.t. het voorontwerp van plan te voeren.

19 november 2009 - Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van een effectonderzoek m.b.t. het voorontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles).

De inhoud van het effectenonderzoek werd op verzoek van de CRAT aangevuld met een onderzoek naar de mogelijkheden tot aansluiting van het ontwerp op het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes en de verenigbaarheid ervan met het gehucht La Boitrie (woongebied met landelijk karakter);

20 januari 2012 - Overlegging van de eindversie van het onderzoek.

29 maart 2012 - Tijdelijke aanneming van het ontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/3, 44/4 en 45/1) met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles).

Het planontwerp compenseert op planologische wijze 70,55 ha van de nieuwe bebouwingsgebieden en onthoudt de operationele alternatieve compensatie betreffende de riolering van het gehucht La Boitrie en de aansluiting ervan op het zuiveringsstation van de nieuwe bedrijfsruimte en de alternatieve mobiliteitscompensatie betreffende de aanleg van een volledig beveiligde toegang voor voetgangers en fietsers tot de nieuwe bedrijfsruimtes en tot de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen vanaf het centrum van Péruwelz en Basècles.

De Waalse Regering legt bovendien een archeologische evaluatie van de nieuwe bedrijfsruimtes op vooraleer ze aangelegd worden.

25 juni 2012 tot 10 september 2012 – Openbaar onderzoek in de gemeenten Péruwelz en Belœil.

26 juni 2012 – Informatievergadering in Belœil (Basècles).

28 juni 2012 – Informatievergadering in Péruwelz.

10 september 2012 – Slotvergaderingen betreffende het openbaar onderzoek in Belœil en Péruwelz.

18 september 2012 – Overlegvergaderingen in Belœil (Basècles) en Péruwelz.

18 oktober 2012 - Gunstig advies van de gemeenteraad van Belœil.

22 oktober 2012 - Gunstig advies van de gemeenteraad van Péruwelz.

26 november 2012 - Gunstig advies vergezeld van bemerkingen van de CWEDD.

20 december 2012 - Gunstig advies vergezeld van bemerkingen van de CRAT.

21 december 2012 - Gunstig advies vergezeld van bemerkingen van de beheerscommissie van het « Parc naturel des Plaines de l'Escaut » (PNPE).

#### IV. Leefmilieuoverwegingen

De Waalse Regering heeft na afloop van de raadplegings- en overlegfase de aanpassingen aangebracht aan het planontwerp dat aan een openbaar onderzoek werd onderworpen, om in te gaan op de bemerkingen en adviezen voor zover deze verantwoord waren en bijdroegen tot een betere bescherming tegen milieurisico's. Deze milieuverklaring bepaalt de samenvatting van de wijze waarop het besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan ze in aanmerking genomen heeft, met verwijzing naar de tekst van het besluit en naar het advies van de CRAT voor uitvoerige informatie.

De Waalse Regering heeft aldus de beslissingen genomen die hieronder uiteengezet worden :

Bescherming van het levenskader van de omwonenden van de bedrijfsruimtes

De auteur van het onderzoek heeft een afbakenings- en bestemmingsvariant voorgelegd ter bescherming van het levenskader van de inwoners van de gehuchten La Boitrie en La Hurtrie, die nabij de nieuwe bedrijfsruimtes gelegen zijn.

De Waalse Regering is ingegaan op dat voorstel en heeft beslist :

— de gemengde bedrijfsruimte gelegen in La Buisserie, in de driehoek gevormd door de omleidingsweg, de spoorweg en het kanaal, voor groengebied te bestemmen en een landschappelijk waardevolle omtrek in overdruk ervan op te nemen van het groengebied opgenomen langs het kanaal en het kanaal zelf;

— een gedeelte van de industriële bedrijfsruimte gelegen in het noordoosten van het gehucht La Hurtrie, langs de spoorweglijn, voor groengebied te bestemmen.

De Waalse Regering heeft beslist niet in te gaan op de aanbevelingen van de CRAT om de mogelijkheid van een toegang tot de waterweg te behouden op middellange termijn, omdat het levenskader van de inwoners van La Boitrie daaronder zou lijden.

De Waalse Regering heeft niet alleen beslist te kiezen voor de opnemings van groengebieden ten zuiden van de gemengde bedrijfsruimte maar ook om hen een continue diepte van honderd meter te geven vanaf de as van de « rue Ponchau » met het oog op de bescherming van het levenskader van de omwonenden en, in het bijzonder, van de bestaande woning die zich aan het begin van de « chemin Sainte Brigitte » bevindt.

De Waalse Regering heeft beslist niet in te gaan op het advies van de CRAT om de twee industriële bedrijfsruimtes opgenomen op de linkeroever van het kanaal te behouden. De omzetting ervan in gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen werd gevalideerd door de auteur van het onderzoek en beoogt vooral de bevordering van het algemeen belang via bouwwerken en inrichtingen die er toegelaten kunnen worden.

De auteur van het onderzoek heeft immers aangetoond, enerzijds, dat verschillende oplossingen voor het gebruik van de bestaande kades langs de waterweg bedacht kunnen worden naar gelang van de behoeften van de bedrijven, voornamelijk op het vlak van het onregelmatig en weinig voorkomend verschepen van bulk en, anderzijds, dat het belangrijk is ruimte te bestemmen voor de uitbreiding van de bestaande recreatieve voorzieningen en de inrichting van uitrustingen voor de gebruikers van de « RAVeL » en van diensten voor de bevolking en personen die de bedrijfsruimtes bezoeken.

Verscheidene woningen zijn gelegen in de nieuwe bedrijfsruimtes. De goederen gelegen langs de N60, aan de ingang van het toekomstige bedrijvenpark en bij het begin van het geplande tracé van de oostersingel van Péruwelz, hebben een bijzondere ligging waar de « porte de ville » ingericht zou kunnen worden die de auteur van het onderzoek bedacht heeft als maatregel betreffende de bebouwing en het bebouwde erfgoed of de « ingang van het natuurpark » volgens het advies van de commissie voor het beheer van het PNPE. Bij de inrichting ervan zou die specificiteit in aanmerking genomen moeten worden.

De negatieve effecten waarop de omwonenden van de nieuwe bedrijfsruimtes wijzen, met name inzake de plaatsbepaling van de toegang tot het bedrijvenpark, de grootte van de toegelaten gebouwen of het oprichten van plantschermen in de buurt van de goederen gelegen in de omtrek ervan of in zijn nabijheid, vallen niet onder het gewestplan. Ze kunnen in aanmerking genomen worden via de gegevens te voegen bij de omtrek van gebiedserkenning die IDETA zal moeten vastleggen overeenkomstig het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid.

In antwoord op de vaststellingen van de auteur van het onderzoek heeft de Waalse Regering desalniettemin beslist het woongebied te behouden dat op het gewestplan opgenomen is in het uiterste noordoosten van het toekomstige bedrijvenpark om er residentie te handhaven alsook een gedeelte van het aanpalende landbouwgebied zodat de visuele effecten van de nieuwe bedrijfsruimtes op korte afstand verminderen.

Activiteiten toegelaten in de gemengde bedrijfsruimte

De Waalse Regering heeft beslist geen gevolg te geven aan de aanbeveling van de CRAT om voor de gemengde bedrijfsruimte te voorzien in een bijkomend voorschrift dat handelszaken verbiedt.

De door de CRAT aangehaalde vraag over de verenigbaarheid van de handelsactiviteit met de installaties of de infrastructuren die in de nieuwe gemengde bedrijfsruimte toegang tot de waterweg verlenen, zoals pipelines, transportbanden, enz., stelt zich niet vermits ze indruisen tegen de opties tot bescherming van het levenskader van de inwoners van het gehucht La Boitrie. De auteur van het onderzoek doet bovendien geen aanbeveling i.v.m. de opportuniteit om geen handelsactiviteiten in de gemengde bedrijfsruimte toe te laten.

Parkgebied gepland in het centrum van Péruwelz

De gemeenteraad van Péruwelz wenst het in het centrum gelegen gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen te behouden als grondreserve voor de ontwikkeling van zijn projecten.

De Waalse Regering beslist in te gaan op het verzoek om de in het kader van de lopende stadshernieuwingsoperatie overwogen projecten niet in vraag te stellen.

Ontginnings- en recreatiegebied omgezet in bosgebieden in La Bruyère

De auteur van het onderzoek acht dat de door de Waalse Regering weerhouden bestemming voor de planologische compensaties die in La Bruyère voorgesteld worden weinig oordeelkundig is omdat de bebossing van de groeve « des Rouges », van de grote zandgroeve Brouillard en de kleine zandgroeve Brouillard hun belang op biologisch vlak zou kunnen schaden. Hij stelt voor om ze als natuurgebied op te nemen.

De Waalse Regering heeft dat alternatief niet in aanmerking genomen bij de goedkeuring van het planontwerp.

De CRAT is het met die optie eens maar acht dat een exploitatie van rode zandsteen mogelijk zou moeten blijven voor de groeve « Roches rouges », onder de voorwaarden die in artikel 110 van het Wetboek vastliggen.

De beheerscommissie van het PNPE acht op basis van een analyse van het departement natuur en bossen van de Waalse overheidsdienst dat een herbebossing van die locaties hun biologische waarde zou schaden.

De Waalse Regering heeft beslist beide zandgroeven voor natuurgebied te bestemmen, de zandgroeve « Roches rouges » voor groengebied te bestemmen (en zodoende de mogelijkheid te behouden om de rode zandsteen voor sierdoeleinden te exploiteren) en de bestemming als bosgebied te behouden voor de nu als recreatiegebied bestemde terreinen die niet dezelfde biologische waarde hebben.

Balans van de compensaties

Het door de Waalse Regering aangenomen plan compenseert op planologische wijze 69,3 ha van de nieuwe gebieden die voor bebouwing bestemd zijn. De voor het planontwerp in aanmerking genomen alternatieve compensaties werden behouden.

Effecten op het archeologische erfgoed

De auteur van het onderzoek heeft gewezen op zes archeologische locaties in de onderzoeksperimeter, waarvan drie gelegen zijn binnen de omtrek van de nieuwe bedrijfsruimtes.

De Waalse Regering heeft beslist een archeologische evaluatie van de nieuwe bedrijfsruimtes te verrichten vooraleer ze aangelegd worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bladen 44/4 en 45/1) met het oog op de opnemings van nieuwe bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeenten Péruwelz en Belœil (Basècles).

Namen, 28 maart 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

## Bijlage 2

Onze ref. CRAT/12/AV.513

AB

20 december 2012

### **Advies van de CRAT over het ontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz met het oog op de opnemings van een bedrijfsruimte op het grondgebied van Péruwelz en Belœil**

INLEIDING

Aanhangigmaking en antwoord

— In haar schrijven van 30 oktober 2012 heeft de Cel Ruimtelijke ontwikkeling verzocht om het advies van de « Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) » over genoemd ontwerp.

— Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het CWATUPE heeft het advies van de CRAT betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan samen met het effectonderzoek en uit de bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

— De CRAT heeft kennis genomen van het geheel van de hierboven vermelde elementen van het dossier en heeft ze geanalyseerd.

Voorgeschiedenis

De « CRAT » heeft al verschillende adviezen over dat ontwerp uitgebracht :

1) op 26 juni 2009 heeft de CRAT advies uitgebracht over het voorontwerp en de inhoud van het effectonderzoek (Ref : 09/CRAT A.816-AN). « Ze is de inhoud van het effectonderzoek gunstig gezind.

Ze acht dat het effectonderzoek alle elementen moet verschaffen ter ontwikkeling van de multimodaliteit binnen de toekomstige bedrijfsruimte. Daartoe stelt de CRAT voor dat het onderzoek o.a. de mogelijkheden tot aansluiting van het ontwerp op het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes analyseert alsook de verenigbaarheid ervan met het gehucht La Boitrie (woongebied met landelijk karakter).

De CRAT dringt er ook op aan dat het onderzoek de juistheid van de alternatieve compensaties analyseert ».

2) De CRAT heeft op 29 april 2010 bemerkingen gemaakt over de eerste fase van het effectonderzoek van het voorontwerp van gewestplanherziening (Ref. : 10/CRAT A.900-AN). « Ze is de voortzetting van het onderzoek ongunstig gezind.

De CRAT acht dat, behalve het feit dat fase I van het effectonderzoek de analyse van de weerslag van de compensaties niet omvat, die fase een reeks tekortkomingen en/of vraagstellingen vertoont die opgelost zouden moeten worden alvorens het onderzoek voort te zetten.

Meer algemeen betreft de CRAT dat de voorstellen van het onderzoeksbureau het gebruikspotentieel van de waterweg niet exploiteren. Alhoewel ze de aanleg van een multimodaal platform in Péruwelz niet geschikt acht, is ze de mening toegedaan dat het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes een potentieel biedt voor schuiven met middelmatige afmetingen.

Bijgevolg vindt ze dat het niet oordeelkundig is de toegankelijkheid van de waterweg in de onmiddellijke buurt van het ontwerp in het gedrang te brengen.

Wat de lokalisatievarianten betreft, wijst de CRAT erop dat de rechtvaardiging van de keuze van de toekomstige ZAE, zoals aangenomen in het voorontwerp, de nabijheid van de waterweg is. Welnu, uit het onderzoek blijkt dat het feit dat het gebied het kanaal niet belendt automatisch een lastonderbreking tot gevolg zal hebben en dat het bevrachten daardoor plaats zou kunnen vinden op andere kades dan die van « la Boiterie », die de dichtstbijgelegen is. Bijgevolg beveelt de CRAT aan de vergelijking tussen het voorontwerp en de varianten, in het bijzonder het alternatief nr. 2, beter te staven.

Meer algemeen stelt de CRAT zich vragen over :

— De gegrondheid van de verandering van bestemming van de gemengde bedrijfsruimte gelegen ten zuiden van het kanaal. In het eerste deel van het onderzoek werd immers gewezen op een behoefte aan bedrijfsruimte, die dit project rechtvaardigt. De verandering van bestemming van de ZAEM lijkt dus weinig gemotiveerd te zijn. Bovendien vermindert die optie het valorisatiepotentieel van de waterweg door elke mogelijkheid tot economische ontwikkeling ten zuiden van het kanaal op te heffen;

— De gegrondheid van de herbesteding van een deel van dat gebied, enerzijds in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan overleg en waarvan de bestemming later gepreciseerd moet worden door de gemeenteraad en anderzijds in een natuurgebied en een landbouwgebied;

— De geschiktheid van de bestemming tot recreatiegebied van de kade « la Boitrie » gelet, enerzijds, op het potentieel om een beroep te doen op het waterwegvervoer i.v.m. de bedrijfsruimte waarop dit project betrekking heeft en, anderzijds, op de lopende gewestplanherziening met het oog op de opening van een aanzienlijk recreatiegebied dat het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes belendt in Antoing.

Anderzijds wenst de CRAT een analyse van de lokalisatie van de ZAEI en ZAEM binnen het ontwerp. Als het ontwerp het gebruik van de waterweg beoogt, zou het dan niet geschikter zijn om een ZAEI ten zuiden van de voorgedragen bedrijfsruimte te overwegen ?

Op basis van die bemerkingen stelt de CRAT voor dat de auteur de eerste fase van het effectonderzoek aanvult en haar de desbetreffende aanvullende gegevens komt voorleggen alvorens de tweede fase van het onderzoek op te starten.

De CRAT vindt ook dat een grondig onderzoek van de compensaties die in het voorontwerp voorgesteld worden eveneens het voorwerp van die aanvullende informatie zou kunnen uitmaken ».

3) De CRAT heeft op 28 juni 2010 bemerkingen gemaakt over de eerste fase van het effectonderzoek van het voorontwerp van gewestplanherziening (tweede deel - Ref. : 10/CRAT A912-AN). « Ze is de voortzetting van het onderzoek gunstig gezind.

De Commissie wijst erop dat ze de verschillende voorgelegde bestemmingsopties niet valideert in deze fase van het onderzoek.

In de tweede fase van het onderzoek wenst de CRAT dat de aansluitingsmogelijkheden tussen de toekomstige bedrijfsruimte en de waterweg grondig worden geanalyseerd. Die analyse zou moeten kunnen bepalen welke kade het meest geschikt is voor overladingsoperaties, alsook wat de meest geschikte bestemming is voor het gebied gelegen tussen de geplande bedrijfsruimte en het kanaal en welke technische middelen eventueel aangewend moeten worden om de toekomstige bedrijfsruimte op de waterweg aan te sluiten (transportband, enz.).

Anderzijds vraagt de CRAT dat contact opgenomen worden met de verschillende economische operatoren die bij de gewestplanherziening betrokken zijn, zoals de « Port Autonome du Centre et de l'Ouest » en de exploitanten van de groeven waarop de compensaties betrekking hebben, om te weten te komen wat hun ontwikkelingsintenties zijn en om na te gaan of ze stroken met het ontwerp. Het verbaast haar overigens dat de economische effecten van de compensaties op de verschillende exploitaties niet in de eerste fase van het onderzoek geëvalueerd werden ».

4) De CRAT heeft op 07 oktober 2010 bemerkingen gemaakt over de tweede fase van het effectonderzoek van het voorontwerp van gewestplanherziening (Ref. : 10/CRAT A.943-AN). « Ze is de voortzetting van de procedure gunstig gezind.

De CRAT stelt zich nogmaals vragen over de garanties inzake de aansluiting op middellange termijn van de toekomstige bedrijfsruimte op de waterweg (voor ladingen van bedrijven gelegen in de bedrijfsruimte alsook voor een eventueel bimodaal platform). Ze stelt voor om zich bij PACO te vergewissen van de ontwikkelingsmogelijkheden van de waterweg op langere termijn.

Anderzijds wijst de CRAT op de compensaties zoals ze voorgelegd werden :

— Wat de « Sablière de Bury » betreft, acht de Commissie het niet geschikt om de bestemming te wijzigen van het gebied dat twee activiteiten met geldige vergunning ontvangt (zandontginning door de vennootschap « Sablière de Bury » en opslag en sortering van bouwmaterialen door de vennootschap « SA Jonniaux entreprises);

— De CRAT vindt ook dat de groeve « Roches rouges » en de « Grande sablière Brouillard », ondanks hun ligging in een NATURA 2000-zone, nog beschikken over een reëel exploitatiepotentieel dat beschermd moet worden. Ze benadrukt bovendien dat extractieve activiteiten de bescherming van de biodiversiteit niet verhinderen ».

5) De CRAT heeft op 22 december 2011 bemerkingen gemaakt over de tweede fase van het effectonderzoek van het voorontwerp van gewestplanherziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied (Ref. : 11/CRAT A.1016-AN). « Ze is de voortzetting van de procedure gunstig gezind en neemt akte van het ontwerp en van de voorstellen inzake planologische en alternatieve compensaties gedaan in de fase 1 van het effectonderzoek.

De CRAT stelt zich desalniettemin nogmaals vragen over de garanties inzake de aansluiting op middellange termijn van de toekomstige bedrijfsruimte op de waterweg (voor ladingen van bedrijven gelegen in de bedrijfsruimte alsook voor een eventueel bimodaal platform).

De CRAT acht evenwel dat het onderzoek voldoende elementen verschaft voor de arbitrage van de bestemmingskeuzes ter valorisatie van de waterweg op die plaats (opnemings van een gebied van openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen langs het kanaal met het oog op de opvang van activiteiten die gebruik maken van de waterweg, behoud van de kade « la Hurtrie »).

Over de voorgestelde nieuwe planologische compensaties maakt de CRAT de volgende bemerkingen :

— Wat de « ZACCI » van Callenelle en de « ZAE » van La Buissière betreft, stelt de CRAT zich vragen over het beginsel dat erin bestaat de bestemming van de aanvankelijk voor economische activiteiten bestemde gebieden te wijzigen om de bestemming van een nieuwe bedrijfsruimte te compenseren;

— Wat de « ZACC » van Basècles betreft, stelt de CRAT zich vragen over het beginsel dat erin bestaat de bestemming ervan te wijzigen, gelet op de nabijheid van de spoorweg en de vroegere stopplaats van Basècles, alsook op de eventuele potentialiteiten inzake stedelijke ontwikkeling.

Tot slot wijst de CRAT op de bijzonder lange termijnen (14 maanden) om fase 2 van het effectonderzoek aan te vullen, rekening houdend met de dringende behoeften aan bedrijfsruimtes in dat gedeelte van Wallonië ».

Omschrijving van het ontwerp

Het ontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz beoogt :

— de afschaffing van het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en de reserveringsomtrekken opgenomen in overdruk van de doorkruiste gebieden;

— de opnemings van :

o een industriële bedrijfsruimte (ZAEI) van 52,54 ha in Belœil en Péruwelz

o een gemengde bedrijfsruimte (ZAEM) van 41,34 ha in Belœil en Péruwelz

o twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen van 3,2 ha in Péruwelz

o drie woongebieden in Péruwelz

o een woongebied met een landelijk karakter in Péruwelz

o drie groengebieden van 4,64 ha in Belœil en Péruwelz

o het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en de reserveringsomtrekken die moeten dienen om te voorzien in de nodige ruimte voor de verwezenlijking ervan;

o het al uitgevoerde tracé van het vak van de oostersingel van Péruwelz

o een landschappelijk waardevolle omtrek in overdruk van een gedeelte van het groengebied gelegen ten zuiden van het kanaal, tussen de oostersingel van Péruwelz en de spoorweg, en het kanaal zelf, op het grondgebied van de gemeente Péruwelz.

— de opnemings van verschillende planologische compensaties :

o twee landbouwgebieden in Péruwelz

o een landbouwgebied, met een landschappelijk waardevolle omtrek, in Péruwelz

o een bosgebied, met een landschappelijk waardevolle omtrek, in Péruwelz

o een parkgebied in Péruwelz;

o een groengebied, met een landschappelijk waardevolle omtrek, in Péruwelz

o twee groengebieden, met een landschappelijk waardevolle omtrek, in Belœil

o een landbouwgebied in Belœil

— de opnemings van verschillende alternatieve compensaties :

o aanleg van riolering in het gehucht Boitrie en aansluiting ervan op het zuiveringsstation van de nieuwe bedrijfsruimte

o inrichting voor de zachte verkeerswijzen tussen de nieuwe bedrijfsruimtes en de gebieden van openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen en het centrum van Péruwelz en Basècles.

ADVIES

Over de opnemings van een industriële en een gemengde bedrijfsruimte

De CRAT is de opnemings van een industriële en een gemengde bedrijfsruimte gunstig gezind, voor zover er rekening gehouden wordt met de onderstaande bemerkingen.

De Commissie acht dat het ontwerp geschikt is voor zover het voldoet aan de evidente behoefte aan terreinen voor economische activiteiten geïdentificeerd in het zuidelijke subgebied van het door IDETA beheerde grondgebied.

Ze maakt evenwel bemerkingen over de modaliteiten voor de totstandbrenging van het gebied.

Ze dringt erop aan dat de mogelijkheid van een toegang tot de waterweg (kanaal Nimy-Blaton-Péronnes) op middellange termijn behouden wordt. Ze wijst erop dat één van de criteria tot rechtvaardiging van het ontwerp berustte op de ligging t.o.v. de waterweg. Welnu, dit ontwerp berust geenszins op de potentialiteiten van het waterwegvervoer. De CRAT vindt dat de ontwikkelingen die op die plaats verwacht worden het gebruikspotentieel van de waterweg niet op het spel mogen zetten.

In dat opzicht stelt de CRAT voor dat de ZAEM, op zijn minst in zijn zuidelijk gedeelte, voorzien wordt van een voorschrift dat handelszaken in het gebied verbiedt, daar ze weinig verenigbaar zijn met de potentiële infrastructuur die toegang verlenen tot het kanaal (pipeline, wegen gebruikt door zwaar vrachtverkeer).

Wat betreft het woongebied dat onlangs als gemengde bedrijfsruimte bestemd werd, dringt de CRAT, niettegenstaande de grenzen waarin het CWATUPE voorziet, erop aan dat maatregelen genomen worden opdat die bestemming effectief zou zijn en geen afgezonderde woningen binnen het gebied zouden overblijven.

Over de opnemings van drie groengebieden ten noorden van het Kanaal

De CRAT is de opnemings van drie groengebieden gunstig gezind voor zover een mogelijkheid bestaat om de bedrijfsruimte op de waterweg aan te sluiten.

Ze acht dat die groengebieden als bufferzone zullen dienen voor de inwoners van het gehucht « la Boiterie ».

Om de mogelijkheid van een toegang tot de waterweg te behouden, stelt de CRAT voor om het westelijke gedeelte van het meest westelijk gelegen groengebied bij voorrang als gemengde bedrijfsruimte te bestemmen.

Over de opnemings van twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen ten noorden van het kanaal

De CRAT is de opnemings van twee gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen ongunstig gezind.

Ze acht immers dat het geschikter is die twee gebieden als industriële bedrijfsruimte te behouden om zich te vergewissen van de aansluiting op het kanaal op langetermijn door de ontwikkeling van lichte infrastructuur op de kade « la Boiterie » mogelijk te maken. In tegenstelling tot de auteur van het onderzoek is ze niet van oordeel dat het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen zou toelaten om de ontwikkeling van de activiteiten nabij de kanaaloevers optimaal te beheersen.

Over de opnemings van een groengebied in La Buissière

De CRAT is de opnemings van het groengebied gunstig gezind.

Ze is immers van mening dat het behoud van het gebied als bedrijfsruimte ongeschikt is wegens de verplichtingen waaraan de locatie en de insluiting ervan onderworpen zijn. Daarenboven kan de bestemming als groengebied een kwaliteitsvol levenskader garanderen aan de inwoners van de gehuchten la Hurtrie en la Boiterie.

Gelet op de wijziging van bestemming van dat gebied, en bijgevolg op de onmogelijkheid om een kade te ontwikkelen aan die kant van het kanaal, dringt de Commissie erop aan dat een dergelijke ontwikkeling niet op het spel gezet wordt aan de andere kant van het kanaal.

Over de opnemings van landbouwgebieden, bosgebieden, woongebieden, woongebieden met een landelijk karakter, parkgebieden in Cerfontaine, Bon-Secours, Thumaide en in het centrum van Péruwelz

De CRAT is de opnemings van die verschillende gebieden gunstig gezind.

Ze wijst erop dat de nieuwe bestemmingen stroken met feitelijke toestanden. Bovendien zijn de wijzigingen van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan overleg verantwoord door de verwijdering van het centrum van Péruwelz.

Over de opnemings van twee bosgebieden in la Bruyère

De CRAT is de opnemings van twee bosgebieden als planologische compensaties gunstig gezind.

Ze wijst er evenwel op dat de gegevens betreffende de reserves van potentieel exploiteerbare vindplaatsen niet al te duidelijk zijn.

Wat de groeve « Roches Rouges » betreft en gelet op de schaarste aan zandsteen in Wallonië, herinnert de CRAT aan de mogelijkheid om zich te beroepen op artikel 110 van het « CWATUPE » dat voor een beperkte duur de ontginning of de valorisatie van sierrotsen toelaat vanaf een geëxploiteerde groeve omdat ze nodig is voor werken tot renovatie, verbouwing, uitbreiding of heropbouw van een gebouw, mits inachtneming van het bebouwde kader.

Over de opnemings van het geplande tracé van twee vakken van de oostersingel van Péruwelz en de reserveringsomtrekken die moeten dienen om te voorzien in de nodige ruimte voor de verwezenlijking ervan en over de opnemings van het al uitgevoerde tracé van het vak van de oostersingel van Péruwelz

De CRAT is die wijzigingen gunstig gezind.

Over de alternatieve compensaties

De CRAT valideert de voorgestelde alternatieve compensaties.

De Commissie stelt vast dat de opnemings van de bedrijfsruimte volkomen ten nadele van het landbouwgebied gebeurt. Ze benadrukt dat het ontwerp van gewestplanherziening leidt tot een tekort aan 22,9 ha niet bebouwingsgebied. Bij gebrek aan algemene evaluatierooster inzake de alternatieve compensaties, beschikt ze niet over de nodige middelen om te evalueren of de alternatieve compensaties die in dit ontwerp voorgesteld worden toereikend zijn.

Over de kwaliteit van het effectenonderzoek

De CRAT vindt dat het onderzoek van voldoende kwaliteit is.

Ze is van oordeel dat terwijl de Commissie meermaals om adviesverlening verzocht werd, het onderzoek geen antwoord geeft op het geheel van de overwegingen die in haar vorige adviezen geformuleerd werden, met name wat betreft de aansluiting op het kanaal of de alternatieve planologische compensaties die door de auteur van het onderzoek voorgesteld werden.

Anderzijds betreurt ze het gebrek aan proactiviteit en samenspraak met de verschillende partijen (PACO, steenhouders) die bij het ontwerp betrokken zijn.

Ze betreurt ook het gebrek aan becijferde balans van de betrokken oppervlakten.

Pierre GOVAERTS,

Voorzitter.